

# Le Privilège Exorbitant

## Prologue — La lettre d'Éric

C'est un mardi matin de janvier. Éric ouvre ses mails comme tous les jours à sept heures trente, avant que les équipes arrivent.

Il y a un message de son cabinet d'avocats américain — celui qu'il a engagé il y a trois ans pour gérer quelques questions contractuelles avec ses distributeurs outre-Atlantique. L'objet : *Urgent — Compliance issue — action required.*

Éric dirige une PME industrielle en Alsace. Quatre-vingt salariés. Des équipements de précision pour l'industrie chimique et pétrolière. Une clientèle internationale — Allemagne, Pays-Bas, Arabie Saoudite, Iran. L'Iran légalement : avec les licences d'exportation requises par la réglementation française et européenne, les autorisations du ministère de l'Économie, dans le cadre des accords commerciaux en vigueur. Rien d'illégal. Rien de caché.

La lettre explique que son distributeur américain — une société de l'Ohio avec qui Éric travaille depuis six ans, un million d'euros de volume annuel — a reçu une mise en demeure du Department of Justice américain. Continuer à distribuer les produits d'Éric expose l'entreprise américaine à des poursuites et des amendes pour violation des sanctions américaines contre l'Iran.

Éric lit deux fois. Puis une troisième.

Son entreprise n'a jamais fait affaire directement aux États-Unis. Ses transactions avec l'Iran n'impliquent aucun dollar, aucune banque américaine, aucune entité américaine d'aucune sorte. Il n'a violé aucune loi française, aucune loi européenne, aucune disposition des accords commerciaux auxquels la France est partie.

Il perd quand même son client américain. Qui n'a pas le choix.

---

Ce n'est pas un cas isolé. Ce n'est pas une erreur administrative. C'est le fonctionnement normal d'un système que la plupart des Européens ne comprennent pas — parce que personne ne leur a jamais expliqué comment il fonctionne vraiment.

Ce système a un nom. Valéry Giscard d'Estaing l'a nommé en 1965, alors qu'il était ministre des Finances français, dans une conversation avec son homologue américain : *“le privilège exorbitant”*.

Il parlait du dollar. Il parlait de la capacité unique des États-Unis à émettre la monnaie de réserve mondiale — à s'endetter sans contrainte dans leur propre monnaie, à faire payer au reste du monde l'usage de cette monnaie, à transformer cette position en levier géopolitique contre leurs propres alliés.

Soixante ans plus tard, le privilège exorbitant s'est transformé en architecture complète. Pas une occupation militaire — une dépendance structurelle si progressive qu'elle est devenue invisible. Pas un empire avec des colonies — un empire avec des institutions, des règles, des monnaies, des réseaux de surveillance.

Et des lettres de mise en demeure envoyées à des PME alsaciennes qui n'ont jamais mis les pieds aux États-Unis.

---

Ce livre ne parle pas de la Chine.

La Chine est l'ennemi qu'on nous désigne. Elle est réelle, elle a ses propres intérêts, ses propres logiques de puissance. Mais la manufacture mondiale qu'on l'accuse d'avoir prise — on la lui a confiée. Les délocalisations qui ont vidé les usines de Cleveland, de Mulhouse, de Charleroi — c'étaient des décisions de conseils d'administration occidentaux, pas une invasion. Des décisions actionnaires, rationnelles selon leur propre logique, catastrophiques pour les populations qui en ont subi les conséquences.

Ce livre parle de l'empire qu'on ne désigne pas. Celui dont on utilise la monnaie, qu'on regarde avec ses séries télévisées, dont on adopte la culture sans savoir qu'on la choisit, dont on suit les règles juridiques sans avoir participé à les écrire.

Pas parce qu'il est maléfique. Parce qu'il est structurel. Parce que comprendre la structure est la condition pour ne plus la subir sans le savoir.

Éric mérite de comprendre pourquoi il a reçu cette lettre.

Vous aussi.

# Chapitre 1 — L'usine du monde : qui l'a construite et pourquoi

En 1990, une paire de Nike était fabriquée en Corée du Sud ou à Taiwan. Les salaires y avaient augmenté — les ouvriers avaient commencé à s'organiser, à négocier, à obtenir des conditions de travail acceptables. Nike a cherché ailleurs.

En 2000, la même paire était fabriquée en Chine. En 2010, certaines lignes avaient déjà migré vers le Vietnam et le Bangladesh — où les salaires étaient encore plus bas.

Ce n'est pas la Chine qui a pris l'usine. C'est Nike qui l'a cherchée là où elle coûtait le moins cher.

---

## La décision des conseils d'administration

---

Entre 1980 et 2010, les grandes entreprises américaines et européennes ont délibérément déplacé leur production vers la Chine. Ce n'était pas une invasion — c'était une optimisation.

La logique était simple et documentée dans les rapports annuels de l'époque : un ouvrier chinois coûtait en 1990 entre 0,50 et 1 dollar de l'heure. Un ouvrier américain coûtait entre 15 et 20 dollars. Un ouvrier allemand, davantage encore. Pour une entreprise cotée en bourse avec des actionnaires qui mesurent la performance au trimestre, le calcul était évident.

Apple. Walmart. General Electric. Ford. Caterpillar. Les noms varient mais la décision est la même : externaliser la production, réduire les coûts de main-d'œuvre, améliorer les marges, satisfaire les actionnaires.

En 1979, les États-Unis employaient 19,5 millions de personnes dans l'industrie manufacturière. En 2010, ils en employaient 11,5 millions. Huit millions d'emplois disparus en trente ans — non pas volés par la Chine, mais transférés par des décisions prises dans des salles de conseil d'administration à Chicago, New York et Detroit.

Les perdants réels de cette histoire ne sont pas les États. Ce sont les ouvriers de Youngstown, Ohio, de Gary, Indiana, de Détroit — et leurs homologues de Charleroi, de la Ruhr, de Mulhouse. Ceux qui n'étaient pas actionnaires.

---

## L'entrée de la Chine à l'OMC : qui a voulu quoi

---

Le 11 décembre 2001, la Chine est entrée dans l'Organisation mondiale du commerce. Cette adhésion n'est pas tombée du ciel — elle a été négociée pendant quinze ans, activement soutenue par Washington et Bruxelles.

Pourquoi ?

Les multinationales américaines et européennes voulaient accéder au marché chinois — 1,3 milliard de consommateurs potentiels. Elles voulaient aussi sécuriser leurs chaînes d'approvisionnement en Chine, protéger leurs investissements par des règles commerciales contraignantes. L'OMC était l'instrument idéal.

L'administration Clinton a poussé l'adhésion chinoise avec un argument simple : intégrer la Chine dans les institutions du commerce mondial, c'est la contraindre à respecter les règles du marché, favoriser l'émergence d'une classe moyenne, encourager démocratisation et stabilité politique.

C'était peut-être sincère. C'était surtout rentable pour les grandes entreprises américaines.

Ce que l'argument ne disait pas : l'intégration de la Chine dans le système commercial mondial allait créer un concurrent industriel majeur en deux décennies. En 1990, la Chine représentait 2,7% du PIB mondial. En 2020,

elle en représentait 17,4%. Ce n'était pas une surprise imprévisible — c'était la conséquence logique et prévisible des décisions prises entre 1980 et 2001.

---

## **La financiarisation — Quand Wall Street a décidé pour Detroit**

---

Il y a une dimension de cette histoire que le récit dominant efface soigneusement.

Les délocalisations ne sont pas nées de la méchanceté des patrons. Elles sont nées d'une transformation structurelle du capitalisme américain dans les années 1980 — la financiarisation.

Avant les années 1980, les grandes entreprises américaines étaient gérées selon un modèle dit "stakeholder" — prenant en compte les intérêts des actionnaires, certes, mais aussi des employés, des fournisseurs, des communautés locales. General Motors se considérait comme une institution sociale autant qu'une entreprise.

Ronald Reagan et la révolution néolibérale ont changé le cadre. Milton Friedman avait posé le principe en 1970 dans un article célèbre du New York Times Magazine : la seule responsabilité sociale d'une entreprise est d'augmenter ses profits. Les conseils d'administration ont fait de ce principe une doctrine opérationnelle.

Le résultat : la pression sur les marges trimestrielles est devenue la priorité absolue. Un directeur financier qui pouvait montrer 30% de réduction des coûts de main-d'œuvre en déplaçant la production en Chine obtenait un bonus et une promotion. Un directeur qui choisissait de maintenir les emplois locaux pour des raisons de cohésion sociale se retrouvait remplacé.

Les rachats à effet de levier — leveraged buyouts — ont amplifié le phénomène. Des fonds de capital-investissement achetaient des entreprises industrielles solides, les chargeaient de dettes, vendaient les actifs non-essentiels, comprimaient les coûts par tous les moyens disponibles — dont les délocalisations — puis revendaient le tout avec une plus-value confortable. Les employés perdaient leur emploi. Les actionnaires gagnaient.

C'est le capitalisme financier qui a vidé l'Amérique industrielle. La Chine a simplement fourni l'espace où déplacer la production.

---

## **Les communautés brisées — Ce que les chiffres ne montrent pas**

---

Youngstown, Ohio. En 1977, Youngstown Sheet and Tube — l'une des plus grandes aciéries d'Amérique — ferme son site principal. Cinq mille emplois disparaissent en une seule journée, "Black Monday". En dix ans, la région perd 50 000 emplois industriels.

Ce qui suit est documenté par des sociologues, des épidémiologistes, des journalistes. Les divorces augmentent. Les violences domestiques augmentent. La consommation d'alcool augmente. Les suicides augmentent. Les maladies chroniques — liées au stress, au sédentarisme, à la perte de structure sociale — augmentent.

Ce n'est pas de la métaphore. Ce sont des données médicales. La perte d'un emploi industriel dans une communauté mono-industrielle ne crée pas juste un problème économique. Elle détruit un tissu social, un sens de l'identité collective, une structure de vie.

Youngstown n'est pas une exception. C'est le modèle de Detroit, de Gary, de Flint, de Camden, de Wilkes-Barre — des dizaines de villes américaines qui ont perdu leur raison d'être productive en l'espace d'une génération.

En Europe : Charleroi, Liège, Sheffield, Saarlouis, Longwy. Des noms différents, la même séquence.

La crise des opioïdes — qui tue plus de 80 000 Américains par an — est géographiquement corrélée à la désindustrialisation. Les zones les plus touchées par les fermetures d’usines sont les mêmes zones les plus touchées par les overdoses. Ce n’est pas une coïncidence — c’est une causalité documentée par des études épidémiologiques publiées dans les meilleures revues médicales.

OxyContin a été commercialisé agressivement dans ces communautés par Purdue Pharma. La compagnie savait. Elle l’a fait quand même. Les Sackler — propriétaires de Purdue — sont milliardaires. Personne n’est allé en prison.

Les fermetures d’usines ont produit le désespoir. Le désespoir a créé le marché. Purdue a fourni le produit.

C’est la chaîne complète de ce que le mot “délocalisation” contient réellement.

---

## **Le récit de la trahison**

---

Quand les emplois ont disparu, il a fallu une explication. “La Chine nous a volé nos emplois” était plus commode que “les actionnaires de vos entreprises ont décidé de les déplacer pour maximiser leurs marges”.

La première version désigne un ennemi extérieur. Elle mobilise le sentiment national. Elle détourne la colère des classes ouvrières vers un bouc émissaire étranger plutôt que vers les décisions prises dans leurs propres capitales.

La seconde version pose des questions gênantes sur la gouvernance des entreprises, la fiscalité du capital, le rôle des actionnaires, la régulation du commerce international. Des questions qui engagent la responsabilité des élites économiques et politiques nationales.

Donald Trump a fait campagne en 2016 sur la première version. Il a remporté l'élection. Les ouvriers de Pennsylvanie et du Michigan qui l'ont élu avaient réellement perdu leurs emplois — leurs griefs étaient réels. La cible désignée était commode.

---

## Ce que la Chine a fait de ce qu'on lui a confié

---

La Chine a reçu les usines. Elle en a fait quelque chose de remarquable.

Elle a utilisé les transferts technologiques — souvent imposés aux entreprises étrangères comme condition d'accès au marché chinois — pour construire ses propres capacités industrielles. Elle a copié, adapté, amélioré. Elle a investi massivement dans l'éducation, les infrastructures, la recherche.

En deux générations, elle est passée de l'assemblage de jouets et de textiles à la fabrication de trains à grande vitesse, de panneaux solaires, de voitures électriques, de semi-conducteurs, d'équipements télécoms 5G.

Ce n'est pas du vol. C'est ce que font toutes les puissances industrielles ascendantes dans l'histoire — les États-Unis ont fait de même avec les technologies britanniques au 19ème siècle, l'Allemagne avec les technologies britanniques et américaines après 1870, le Japon après 1945.

Ce que la Chine a fait avec ce qu'on lui a confié est exactement ce qu'on aurait fait à sa place.

---

## La vraie question

---

La vraie question n'est pas "pourquoi la Chine est-elle devenue ce qu'elle est ?". La réponse est simple : parce qu'on lui en a donné les moyens, délibérément, dans une logique de rentabilité à court terme.

La vraie question est : *à qui profite le récit qui désigne la Chine comme ennemi principal ?*

À l'industrie de défense américaine, dont les budgets dépendent de la crédibilité d'une menace. Aux investisseurs qui ont besoin que la Chine reste un bouc émissaire plutôt qu'un miroir des décisions actionnaires. Aux gouvernements qui ont besoin de détourner l'attention des inégalités créées par trente ans de financiarisation.

Pas à Éric. Pas aux ouvriers de Détroit. Pas aux citoyens européens qui payent trois fois le prix de leur énergie depuis le sabotage de Nord Stream.

Ce livre porte sur ceux à qui ça profite vraiment.

# Le coût humain des délocalisations — Ce que les rapports annuels ne montrent pas

Les chiffres sont propres dans les rapports annuels. Les marges améliorées.  
Les coûts réduits. La valeur actionnaire créée.

Ce que les rapports annuels ne montrent pas : ce qui se passe dans les  
villes où les usines ferment.

---

## Youngstown, Ohio — La ville qui a tout donné

---

Youngstown était, dans les années 1960, l'une des villes les plus prospères  
des États-Unis. Acier. Emplois syndiqués. Salaires qui permettaient  
d'acheter une maison, d'envoyer ses enfants à l'université, de prendre des  
vacances.

Le 19 septembre 1977 — “Black Monday” dans la mémoire collective de  
la ville — Youngstown Sheet and Tube annonce la fermeture de sa  
Campbell Works. 5 000 emplois supprimés en une annonce. Dans les mois  
qui suivent, d'autres aciéries ferment. 50 000 emplois disparaissent dans la  
région en cinq ans.

La logique était comptable : les aciéries américaines ne pouvaient plus  
concurrencer l'acier japonais et coréen, produit avec des équipements plus  
modernes et une main-d'œuvre moins payée.

Ce que le raisonnement comptable ne calculait pas : le coût de la  
dépression économique qui a suivi. La valeur des maisons s'est effondrée  
— les propriétaires ont perdu leur patrimoine principal. Les commerces  
ont fermé, les taxes municipales ont chuté, les écoles ont été sous-  
financées. Les divorces ont augmenté, l'alcoolisme, les overdoses.

Une étude publiée dans l’American Journal of Epidemiology en 2015 a documenté ce que les économistes appellent les “deaths of despair” — les morts de désespoir — dans les régions industrielles américaines désindustrialisées : suicides, overdoses, maladies liées à l’alcool. Entre 1999 et 2015, le taux de mortalité des Blancs sans diplôme universitaire de 45 à 54 ans aux États-Unis a augmenté — fait unique parmi les pays développés à cette période. Anne Case et Angus Deaton, qui ont documenté ce phénomène, ont estimé que ces morts supplémentaires représentaient plusieurs centaines de milliers de personnes.

Youngstown a perdu la moitié de sa population depuis 1970. Elle compte aujourd’hui 60 000 habitants — soit le niveau de 1900.

---

## Charleroi — L’autre côté de l’Atlantique

---

De l’autre côté de l’Atlantique, la séquence a été identique.

Charleroi était le cœur de l’industrie sidérurgique belge. Au milieu du 20ème siècle, la région produisait de l’acier, du verre, des machines. Les emplois étaient stables, syndiqués, bien payés pour l’époque.

Entre 1975 et 2000, les grandes aciéries ont fermé les unes après les autres. Cockerill Sambre — devenue Arcelor, puis ArcelorMittal — a réduit ses effectifs belges de plus de 80% en trente ans. Non pas parce que l’acier n’était plus nécessaire, mais parce qu’il était moins cher à produire ailleurs.

La région a développé un taux de chômage structurel parmi les plus élevés de Belgique. Les jeunes partent pour Bruxelles ou Gand. Les quartiers ouvriers vieillissent. Le tissu commercial se délite.

Ce n’est pas une catastrophe naturelle. C’est la conséquence directe de décisions prises dans des conseils d’administration — décisions parfaitement rationnelles selon la logique actionnariale, et parfaitement dévastatrices selon la logique humaine.

---

## Detroit — La faillite d'une ville

---

Detroit mérite un chapitre à part entière — et il a le sien dans ce livre. Mais dans le contexte des délocalisations, un chiffre suffit à résumer ce qui s'est passé.

En 1950, Detroit était la quatrième ville des États-Unis par sa population et la première par son revenu moyen par habitant. L'industrie automobile américaine — General Motors, Ford, Chrysler — produisait la moitié des voitures vendues dans le monde.

En 2013, Detroit a déposé le bilan. La plus grande faillite municipale de l'histoire américaine.

Entre ces deux dates : l'automatisation progressive des usines, la concurrence japonaise et coréenne, les délocalisations vers des États américains sans syndicats et finalement vers le Mexique et l'Asie. Les effectifs de l'industrie automobile américaine dans la région de Detroit sont passés de plus d'un million dans les années 1950 à moins de 150 000 en 2013.

Les profits de General Motors n'ont pas disparu. Ils se sont déplacés — vers les actionnaires, vers les cadres supérieurs dont les bonus étaient indexés sur les marges, vers les fabricants de robots qui ont remplacé les ouvriers.

Ce qui est resté à Detroit : les maisons vides, les écoles fermées, les retraites non payées des anciens employés municipaux, et un taux de criminalité qui a fait de la ville le symbole mondial de la désindustrialisation.

---

## La chaîne d’approvisionnement mondiale — Ce qu’on ne veut pas voir

---

Les multinationales qui ont délocalisé leur production ont souvent gardé une précaution rhétorique : elles ne parlent pas de “délocalisations” mais de “chaînes d’approvisionnement mondiales optimisées”.

Ce que cette formule cache : les conditions de production dans les maillons bas de la chaîne.

**Bangladesh, 2013.** Le Rana Plaza est un immeuble de huit étages à Dacca. Il abrite des ateliers de confection travaillant pour des marques occidentales — Mango, Primark, Benetton, et d’autres. Le 24 avril, le bâtiment s’effondre. 1 135 personnes meurent, 2 500 sont blessées. Les enquêtes révèlent que des fissures avaient été signalées la veille dans les murs. Les responsables des ateliers avaient ordonné la reprise du travail quand même — parce que les délais de livraison ne permettaient pas d’arrêter la production.

**Foxconn, Chine, 2010.** La principale usine d’assemblage des iPhones Apple à Shenzhen enregistre 14 suicides d’ouvriers en quelques mois. Les enquêtes décrivent des conditions de travail militarisées, des logements collectifs surpeuplés, des horaires épuisants, une monotonie absolue sur les lignes d’assemblage. La direction installe des filets anti-suicide autour des bâtiments.

**Myanmar, 2021.** Après le coup d’état militaire, plusieurs grandes marques de mode occidentales ont continué à s’approvisionner auprès de fournisseurs liés à l’armée — jusqu’à ce que la pression des ONG devienne trop forte.

Ces cas ne sont pas des anomalies. Ils sont la conséquence logique d’une chaîne d’approvisionnement organisée autour d’un seul critère : le coût le plus bas possible.

---

## Ce que les actionnaires ont gagné — les chiffres précis

---

La désindustrialisation américaine et européenne a correspondu à une période de croissance extraordinaire de la richesse des actionnaires.

Entre 1978 et 2019, la rémunération moyenne des PDG des grandes entreprises américaines a augmenté de 940%. La rémunération moyenne des ouvriers a augmenté de 12% sur la même période.

Le coefficient de Gini — indicateur d'inégalité — aux États-Unis est passé de 0,39 en 1970 à 0,49 en 2020. La part du revenu national captée par le centile supérieur est passée de 9% dans les années 1970 à 22% en 2019.

La corrélation n'est pas une coïncidence. Les gains de productivité réalisés grâce aux délocalisations — et grâce à l'automatisation — sont allés quasi-exclusivement au capital. Pas au travail.

C'est ce que les rapports annuels montrent, à leur façon, quand on sait les lire.

---

## Pourquoi ce chapitre est dans ce livre

---

On pourrait se demander ce que la désindustrialisation américaine et européenne a à voir avec le “privilège exorbitant” du dollar.

La réponse est directe.

Le système dollar a permis aux États-Unis de maintenir des déficits commerciaux structurels pendant des décennies — d'importer massivement sans exporter suffisamment — sans subir les conséquences qu'un pays ordinaire aurait subies : dévaluation de la monnaie, fuite des capitaux, crise de la dette.

Ce privilège a rendu les délocalisations plus faciles, plus rentables, et politiquement plus supportables — puisque le déficit commercial qui en résultait était financé automatiquement par le recyclage des pétrodollars en bons du Trésor.

Les usines de Youngstown et de Charleroi ont fermé aussi parce que le dollar pouvait se permettre d'être fort même quand les États-Unis importaient massivement.

Le privilège exorbitant a des coûts. Ils ne sont pas payés par ceux qui bénéficient du privilège.

## Chapitre 2 — Le récit de la menace chinoise

En janvier 2023, le général Mike Minihan, chef du Air Mobility Command américain, a envoyé une note à ses officiers. Il y écrivait : “Mon instinct me dit que nous allons combattre la Chine en 2025.”

La note a été citée par CNN, NBC, le Washington Post. Elle a alimenté des semaines de débat sur la menace militaire chinoise. Elle a contribué à justifier une nouvelle augmentation du budget de défense américain — qui a atteint 886 milliards de dollars en 2024, soit plus que les dix pays suivants réunis.

Personne n’a demandé qui finance le général Minihan à la retraite. Personne n’a demandé quelle part du budget du Pentagone va aux contractants privés qui ont intérêt à la continuité du financement. Personne n’a demandé si l’instinct d’un général est une base raisonnable pour une politique étrangère.

---

### L’industrie de la menace

---

Les États-Unis dépensent en défense plus que la Chine, la Russie, l’Inde, le Royaume-Uni, l’Arabie Saoudite, la France, l’Allemagne, le Japon, la Corée du Sud et l’Italie réunis.

Ce budget ne tombe pas dans le vide. Il va quelque part.

Lockheed Martin — 65 milliards de dollars de chiffre d’affaires en 2023, dont 74% en contrats gouvernementaux américains. Raytheon — 67 milliards. Boeing Défense — 23 milliards. Northrop Grumman — 37 milliards. General Dynamics — 42 milliards.

Ces entreprises sont cotées en bourse. Elles ont des actionnaires. Elles ont des lobbyistes à Washington — 700 personnes enregistrées comme lobbyistes pour les cinq plus grands contractants de défense en 2022. Elles ont des anciens généraux et anciens secrétaires d’État dans leurs conseils d’administration — la pratique du “revolving door”, porte tournante entre gouvernement et industrie, est documentée et légale.

Ces entreprises ont besoin d’une menace crédible pour exister. Pas d’une guerre nécessairement — d’une menace permanente qui justifie des budgets permanents.

La Chine est la menace parfaite : assez puissante pour être crédible, assez rationnelle pour ne pas déclencher de conflit réel, assez lointaine pour que la plupart des Américains ne la connaissent pas directement.

---

## **L’industrie de défense achète en Chine ce qu’elle dit craindre**

---

Il y a une contradiction que les médias évoquent rarement.

Les mêmes entreprises qui vendent des systèmes d’armes au Pentagone en agitant la menace chinoise approvisionnent massivement leurs chaînes de production en Chine.

Lockheed Martin, Raytheon, Boeing Défense, General Dynamics — ces noms sont au cœur de l’effort de défense américain contre la “menace” chinoise. Mais leurs fournisseurs de composants électroniques, de métaux rares, de pièces mécaniques de précision sont très souvent chinois ou dépendent de matières premières chinoises.

La Chine produit plus de 60% des terres rares mondiales — des éléments chimiques indispensables aux moteurs d’avions de combat, aux missiles guidés, aux satellites, aux systèmes de communication militaire. Neodyme, dysprosium, terbium : sans ces minerais, les systèmes d’armes américains les plus sophistiqués ne fonctionnent pas.

En 2020, le Government Accountability Office américain — l'équivalent de la Cour des comptes — a publié un rapport alarmant : des centaines de systèmes d'armes américains contiennent des composants fabriqués en Chine. Des puces électroniques, des capteurs, des éléments de communication. Le rapport recommandait de réduire cette dépendance. Les appels d'offres ont continué de s'approvisionner en Chine.

La logique est la même que pour Nike et ses usines : un composant chinois coûte moins cher. Les actionnaires de Lockheed mesurent la performance trimestrielle. La dépendance stratégique est un problème de long terme. Les marges sont un problème de maintenant.

L'empire de la défense qui dénonce la Chine est structurellement dépendant de la Chine qu'il dénonce. C'est la délocalisation souhaitée par la logique actionnariale — et maintenant impossible à défaire sans coûts massifs.

---

## **La porte tournante : quand les généraux deviennent lobbyistes**

---

Le mécanisme de la "porte tournante" entre l'armée, le gouvernement et l'industrie de défense mérite d'être détaillé. Ce n'est pas une théorie — c'est un mécanisme légal, documenté, public.

Un général ou un amiral part à la retraite après trente ans de carrière. Il a des relations dans tous les rouages du Pentagone, dans les comités du Congrès, dans les agences d'acquisition militaire. Il connaît les programmes en cours, les budgets en négociation, les failles dans les processus d'appel d'offres.

Dans les douze à dix-huit mois suivant sa retraite — délai légal minimum avant de rejoindre un contractant privé — il rejoint Lockheed, Raytheon ou Boeing comme vice-président des affaires gouvernementales. Son rôle : utiliser son carnet d'adresses pour décrocher des contrats.

L'étude la plus exhaustive sur ce sujet, publiée par le Center for International Policy en 2021, a documenté que entre 2008 et 2018, 380 généraux et amiraux à la retraite ont été embauchés par les vingt plus grands contractants de défense américains. En 2022, les membres des comités de défense du Congrès comptaient plus de 1 700 anciens lobbyistes parmi leurs conseillers.

Le budget de défense américain ne peut pas baisser dans ce système. Chaque réduction de programme menace des milliers d'emplois dans des circonscriptions électorales précises. Chaque sénateur qui siège au comité des forces armées a des contractants de défense dans son État. L'augmentation perpétuelle du budget est structurellement garantie.

Pour maintenir cette croissance, il faut justifier la menace. Hier c'était l'URSS. Aujourd'hui c'est la Chine. La menace change. L'industrie continue.

---

## **Ce que la Chine fait réellement en mer de Chine méridionale**

---

Les médias occidentaux présentent les activités chinoises en mer de Chine méridionale comme une preuve d'expansionnisme agressif. Regardons les faits plus précisément.

La Chine revendique une large zone maritime en mer de Chine méridionale — la “ligne en neuf traits” — basée sur des revendications historiques que le tribunal arbitral international de La Haye a déclaré invalides en 2016. La Chine n'a pas reconnu ce jugement.

Mais voici le contexte que les reportages omettent souvent.

Les États-Unis, qui dénoncent les revendications chinoises au nom du droit international, n'ont jamais ratifié la CNUDM — la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer — le traité international qui définit les droits maritimes. Les États-Unis imposent une norme internationale qu'ils ont refusé d'adopter eux-mêmes.

Les “opérations de liberté de navigation” américaines en mer de Chine méridionale — des destroyers qui naviguent dans les eaux contestées — sont des démonstrations de force qui n'ont pas d'équivalent dans d'autres zones de dispute maritime mondiale. On ne voit pas la marine américaine traverser régulièrement les eaux disputées entre le Japon et la Corée du Sud.

Ce n'est pas une défense des revendications chinoises. C'est une demande de cohérence analytique : appliquer les mêmes standards à tous les acteurs.

---

## **L'Europe entraînée dans un conflit qui n'est pas le sien**

---

L'aspect le plus préoccupant du récit de la menace chinoise, pour un Européen, n'est pas ce qui se passe en mer de Chine méridionale. C'est ce qu'il nous coûte ici.

L'Europe est pressée d'adopter le récit américain sur la Chine. Elle est invitée à restreindre Huawei dans ses réseaux 5G — ce qu'elle a fait, à un coût estimé à plusieurs dizaines de milliards d'euros pour retirer et remplacer des équipements déjà installés. Elle est appelée à réduire ses investissements avec la Chine, à s'aligner sur les contrôles américains des exportations de semi-conducteurs, à soutenir des positions diplomatiques sur Taiwan.

L'Union européenne commerce avec la Chine pour 739 milliards d'euros par an — la Chine est le premier partenaire commercial de l'UE. Une guerre commerciale ou militaire avec la Chine serait économiquement catastrophique pour l'Europe.

Les États-Unis, eux, font face à la Chine dans le Pacifique — une région où l'Europe n'a ni présence militaire ni intérêt territorial direct. La logique américaine de confrontation avec la Chine est compréhensible depuis Washington. Elle est beaucoup moins évidente depuis Paris, Berlin ou Bruxelles.

Mais l'Europe suit le récit. Pas parce qu'elle a analysé ses propres intérêts. Parce que ses élites sont formées à l'atlantisme, que ses médias reprennent le cadrage américain, et que ses gouvernements dépendent de Washington pour leur sécurité militaire.

---

## **La concurrence technologique n'est pas une menace militaire**

---

Il y a une confusion délibérément entretenue entre deux choses très différentes.

La Chine est effectivement en concurrence technologique avec les États-Unis — dans les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle, les énergies renouvelables, les véhicules électriques, les télécoms 5G. Cette concurrence est réelle, documentée, et présente des enjeux économiques et géopolitiques sérieux.

Mais la concurrence commerciale et technologique n'est pas une menace militaire.

L'Allemagne est en concurrence technologique et commerciale intense avec les États-Unis depuis 1870. On ne parle pas de “menace allemande”. Le Japon l'était dans les années 1980 — les mêmes discours sur “le Japon va racheter l'Amérique” circulaient alors. On ne parle plus de “menace japonaise”.

La différence avec la Chine : elle est assez grande pour ne pas être absorbée dans l'orbite économique américaine. Elle constitue une alternative réelle au modèle occidental. Et elle ne prétend pas exporter son modèle politique — contrairement à ce que les États-Unis font depuis 1945.

---

## Taiwan : intérêt américain vs intérêt européen

---

Taiwan est présenté comme le point de crise potentiel entre États-Unis et Chine. Les médias occidentaux le traitent comme une menace existentielle pour l'ordre mondial démocratique.

Regardons les intérêts réels.

Taiwan produit 92% des semi-conducteurs avancés mondiaux — via TSMC, Taiwan Semiconductor Manufacturing Company. Ces puces sont au cœur de l'économie mondiale : smartphones, voitures, équipements médicaux, armements, centres de données.

L'intérêt américain à Taiwan est donc réel et documenté — pas principalement pour défendre la démocratie taiwanaise, mais pour contrôler la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs et empêcher la Chine d'y accéder. La construction accélérée d'usines TSMC sur le sol américain depuis 2022 — avec des subventions massives du CHIPS Act — dit clairement quelle est la priorité.

L'intérêt européen est différent. L'Europe n'a pas d'alliance de défense directe avec Taiwan. Elle n'a pas non plus les mêmes intérêts géostratégiques dans le Pacifique. Une guerre dans le détroit de Taiwan serait

économiquement catastrophique pour l'Europe — perturbation des chaînes d'approvisionnement, effondrement du commerce mondial — sans que l'Europe ait eu son mot à dire dans les décisions qui y auraient conduit.

Mais l'Europe suit le récit américain sur Taiwan comme si ses intérêts étaient identiques. Ils ne le sont pas.

---

## Le miroir

---

Si on retourne le problème : que dirait Washington si la Chine concluait une alliance militaire avec le Mexique, y déployait des troupes, y installait des systèmes de missiles ?

La réponse est connue. En 1962, l'URSS a simplement voulu installer des missiles à Cuba — à 150 kilomètres des côtes américaines. Le monde a frôlé la guerre nucléaire. Kennedy était prêt à déclencher un conflit mondial pour l'empêcher.

La doctrine Monroe — “les Amériques aux Américains” — est la politique américaine depuis 1823. Elle dit : notre sphère d'influence géographique est une ligne rouge que personne ne peut franchir.

Pourquoi la Chine n'aurait-elle pas une doctrine équivalente dans sa sphère d'influence asiatique ?

Ce n'est pas une question de sympathie pour la Chine ou pour son régime politique. C'est une question de cohérence analytique. La compréhension des mécanismes réels de la politique internationale demande de traiter les acteurs selon les mêmes règles d'analyse — pas de réserver les justifications géopolitiques au seul camp que les médias dominants considèrent comme légitime.

---

## Ce que ce chapitre dit et ne dit pas

---

Ce chapitre ne dit pas que la Chine est bonne. Il ne dit pas que son régime politique est admirable, que ses pratiques commerciales sont irréprochables, que ses ambitions géopolitiques sont sans danger.

Il dit que la Chine est une grande puissance qui agit comme toutes les grandes puissances dans l'histoire — en défendant ses intérêts, en construisant sa sphère d'influence, en utilisant les outils économiques et militaires à sa disposition.

Exactement comme les États-Unis. Exactement comme l'Empire britannique avant eux. Exactement comme la Rome antique.

Le récit qui présente la Chine comme une anomalie menaçante dans un ordre mondial par ailleurs bénin sert des intérêts identifiables. La comprendre comme une puissance parmi d'autres, avec ses forces et ses limites, ses intérêts et ses contradictions — c'est la condition pour ne pas être manipulé par ce récit.

Et c'est la condition pour poser la vraie question : si la Chine n'est pas l'empire qui nous gouverne le plus directement — qui l'est ?

Le chapitre suivant commence à répondre.

## Les Routes de la Soie — Prédation ou développement ?

En 2013, Xi Jinping annonce la “Belt and Road Initiative” — les nouvelles Routes de la Soie. Un projet d’investissement massif dans les infrastructures de 140 pays : ports, autoroutes, chemins de fer, centrales électriques, réseaux de télécommunications.

Le budget annoncé : entre 4 000 et 8 000 milliards de dollars sur plusieurs décennies.

La réaction occidentale est immédiate et uniforme : c’est un “piège à dette”. La Chine prête de l’argent à des pays pauvres pour des projets dont ils n’ont pas besoin, à des taux qu’ils ne peuvent pas rembourser, pour ensuite saisir les infrastructures et étendre son influence géopolitique.

C’est un récit cohérent. Mais les faits sont plus complexes.

---

### Le Plan Marshall — La référence qu’on oublie de comparer

---

Quand les États-Unis ont lancé le Plan Marshall en 1948, il était présenté comme un acte de générosité désintéressée envers l’Europe dévastée par la guerre.

Ce qu’il était aussi : un mécanisme de création de marchés pour les exportations américaines, d’ancrage des économies européennes dans le système dollar, d’exclusion de l’Union soviétique de l’Europe occidentale, et de création de dépendances économiques durables envers Washington.

Les 13 milliards de dollars du Plan Marshall — l'équivalent de 150 milliards aujourd'hui — ont été accompagnés de conditions : les pays bénéficiaires devaient ouvrir leurs marchés aux produits américains, adopter des politiques économiques compatibles avec les intérêts américains, et rejoindre les institutions financières de Bretton Woods.

C'était de l'aide. C'était aussi de la politique étrangère.

La différence entre le Plan Marshall et les Routes de la Soie n'est pas que l'un était désintéressé et l'autre prédateur. C'est que l'un a été fait par les États-Unis et l'autre par la Chine.

---

## **Le “piège à dette” — Ce que les données disent vraiment**

---

Le cas le plus souvent cité pour illustrer le “piège à dette” chinois est le port de Hambantota au Sri Lanka.

La narration standard : la Chine a prêté de l'argent au Sri Lanka pour construire un port dont le pays n'avait pas besoin. Le Sri Lanka n'a pas pu rembourser. La Chine a saisi le port en 2017 avec un bail de 99 ans.

Ce récit a été répété dans des centaines d'articles, de rapports gouvernementaux, de discours politiques occidentaux. Il est devenu la preuve emblématique du piège à dette chinois.

En 2021, des chercheurs de l'Université Johns Hopkins — pas précisément une institution pro-chinoise — ont publié une étude détaillée sur les prêts chinois en Afrique et en Asie. Leurs conclusions ont été peu relayées.

Sur Hambantota spécifiquement : le port a été construit avec un financement chinois, mais la décision de le construire était sri-lankaise. La “saisie” est en réalité un accord commercial négocié — le Sri Lanka a cédé

une participation de 70% en échange d’une annulation partielle de la dette et de 1,1 milliard de dollars de liquidités dont le gouvernement avait besoin. Ce n’est pas une saisie forcée — c’est une transaction.

Plus généralement, l’étude n’a pas trouvé de cas documenté où la Chine aurait saisi des infrastructures suite à un défaut de paiement. La Chine renégocie ses dettes. Elle accorde des moratoires. Elle convertit des dettes en participations — comme le font toutes les grandes puissances créancières.

Le FMI et la Banque mondiale ont saisi, ou imposé des conditions qui équivalent à des saisies, dans des dizaines de pays. On appelle ça de la “conditionnalité”.

---

## Ce que l’Afrique dit elle-même

---

Le récit occidental sur les Routes de la Soie est massivement produit par des institutions occidentales pour des audiences occidentales.

Ce que disent les gouvernements et les populations africaines est différent — et plus nuancé.

Le Kenya a construit avec financement chinois la ligne ferroviaire Mombasa-Nairobi — la première ligne de chemin de fer standard du pays, inaugurée en 2017. Elle transporte des millions de passagers et des tonnes de marchandises. Elle a réduit le temps de trajet de 10 heures à 4 heures. Elle existe parce que les financeurs occidentaux — Banque mondiale, bailleurs européens — avaient refusé de financer un projet qu’ils jugeaient non rentable.

L’Éthiopie a construit avec financement chinois la ligne ferroviaire Addis-Abeba — Djibouti, permettant au pays enclavé d’accéder à un port maritime. Avant cette ligne, le commerce éthiopien dépendait entièrement du transport routier.

L'Angola a reconstruit ses infrastructures après trente ans de guerre civile en partie grâce aux financements chinois, payés en pétrole. Le modèle “ressources contre infrastructure” a ses limites — il perpétue la dépendance aux matières premières. Mais il a fourni des routes, des hôpitaux et des écoles que personne d'autre ne finançait.

Ces exemples ne prouvent pas que la Chine est philanthrope. Ils prouvent que le tableau est plus complexe que “piège à dette contre aide généreuse”.

---

## Ce que la Chine fait vraiment — et pourquoi

---

La Chine a besoin de matières premières pour son industrie. Elle a besoin de marchés pour ses exportations. Elle a besoin d'alliés dans les institutions internationales pour contester l'hégémonie américaine. Et elle a besoin d'influencer les pays qui contrôlent les routes maritimes mondiales.

Les Routes de la Soie servent ces quatre objectifs. Ce n'est pas de l'altruisme — c'est de la politique étrangère économique.

Mais voici la question que le récit occidental évite de poser : en quoi est-ce différent de ce que les États-Unis ont fait avec le Plan Marshall, le FMI, la Banque mondiale, et leurs propres programmes d'aide au développement ?

La réponse honnête : ce n'est pas fondamentalement différent. C'est la même logique — les grandes puissances utilisent l'investissement économique pour étendre leur influence — appliquée par un acteur différent.

La différence est que la Chine le fait sans exiger l'adoption de “valeurs démocratiques” définies à Washington, sans imposer des programmes d'austérité, et sans conditionner l'aide à l'alignement politique.

Pour beaucoup de gouvernements du Sud global — qui ont vécu des décennies de conditionnalité du FMI — c'est un avantage, pas un défaut.

---

## Le vrai enjeu — Qui écrit les règles du développement mondial

---

Derrière le débat sur les Routes de la Soie se cache une question plus fondamentale.

Depuis 1945, les règles du développement économique mondial ont été écrites par les institutions de Bretton Woods — FMI et Banque mondiale — dont les programmes de “développement” ont été massivement critiqués par les économistes du Sud global pour avoir perpétué la dépendance plutôt que l’avoir réduite.

Le “Consensus de Washington” — privatisations, austérité, ouverture des marchés — a été appliqué à des dizaines de pays africains et latino-américains depuis les années 1980. Son bilan est documenté et controversé : certains indicateurs macroéconomiques se sont améliorés, les inégalités ont généralement augmenté, la base industrielle locale a souvent été détruite par la concurrence des importations.

Les Routes de la Soie représentent une contestation de ce monopole normatif. La Chine propose un modèle alternatif — infrastructure d’abord, conditions politiques minimales — qui trouve preneur précisément parce que le modèle occidental a déçu.

Ce n’est pas nécessairement un meilleur modèle. Mais son existence même est une rupture avec soixante-dix ans de monopole occidental sur la définition du “développement”.

C’est pour ça que le récit du “piège à dette” est si important à maintenir — pas parce qu’il décrit parfaitement la réalité, mais parce qu’il disqualifie l’alternative avant qu’elle puisse s’établir.

L’empire qui décrit ses concurrents comme des prédateurs a toujours intérêt à ce que vous ne regardiez pas trop attentivement ses propres pratiques.

# Taiwan — Pourquoi les intérêts américains et européens ne sont pas les mêmes

Taiwan est présentée dans les médias occidentaux comme un enjeu commun — la démocratie contre l'autoritarisme, la liberté contre la coercition, l'Occident contre la Chine.

Cette présentation est commode. Elle est aussi trompeuse.

Les intérêts américains et les intérêts européens concernant Taiwan sont fondamentalement différents. Confondre les deux est une erreur stratégique que l'Europe paie — et qu'elle continuera à payer si elle ne la corrige pas.

---

## Ce que Taiwan représente pour les États-Unis

---

Pour les États-Unis, Taiwan est d'abord un enjeu géostratégique dans la compétition avec la Chine pour la domination du Pacifique.

Taiwan est située à 180 kilomètres des côtes chinoises, au cœur de ce que les stratèges américains appellent la “première chaîne d'îles” — l'arc insulaire qui va du Japon aux Philippines et qui constitue la principale barrière géographique entre la Chine et l'océan Pacifique.

Si Taiwan tombait sous contrôle chinois, la marine américaine perdrait sa capacité à contenir la flotte chinoise dans ses eaux proches. La Chine aurait accès direct au Pacifique. Les bases américaines au Japon, en Corée du Sud et aux Philippines seraient encerclées.

Taiwan est donc, pour Washington, avant tout un verrou géopolitique dans la stratégie de containment de la Chine.

Il y a aussi une dimension industrielle critique. Taiwan produit, via TSMC — Taiwan Semiconductor Manufacturing Company — environ 90% des puces les plus avancées du monde. Ces puces sont indispensables aux équipements militaires américains, aux systèmes d'armes, aux satellites, aux communications sécurisées.

Une Chine qui contrôlerait TSMC contrôlerait la chaîne d'approvisionnement des armées américaines. C'est une menace existentielle pour la suprématie militaire américaine.

Pour les États-Unis, défendre Taiwan est une nécessité stratégique directe.

---

## Ce que Taiwan représente pour l'Europe

---

Pour l'Europe, le calcul est radicalement différent.

L'Europe n'a pas de présence militaire significative dans le Pacifique. Elle n'a pas d'alliances de défense avec le Japon ou les Philippines. Elle ne maintient pas de flottes de combat dans la région.

L'Europe a en revanche des intérêts économiques considérables avec la Chine. La Chine est le premier partenaire commercial de l'Union européenne — devant les États-Unis. Les exportations européennes vers la Chine représentent des centaines de milliards d'euros par an : machines allemandes, produits de luxe français, équipements industriels italiens, produits chimiques belges.

Un conflit armé américano-chinois autour de Taiwan provoquerait une rupture économique catastrophique pour l'Europe — au minimum. Au maximum, il pourrait l'entraîner dans un conflit militaire qu'elle n'a ni les moyens ni les raisons d'engager.

Et contrairement aux États-Unis, l'Europe n'a pas de frontière maritime avec le Pacifique à défendre.

---

## L'industrie de défense américaine et le récit taïwanais

---

Il existe un acteur que le débat public omet systématiquement quand il parle de Taiwan : l'industrie de défense américaine.

Les États-Unis sont le principal fournisseur d'armes de Taiwan. Entre 2017 et 2022, les ventes d'armements américains à Taiwan ont totalisé plus de 14 milliards de dollars — avions F-16, missiles Patriot, chars M1A2, systèmes de défense côtière.

Ces ventes sont légalement encadrées par le Taiwan Relations Act de 1979, qui oblige les États-Unis à fournir à Taiwan les moyens de se défendre. Mais leur volume et leur nature sont des décisions politiques qui reflètent des intérêts industriels précis.

Lockheed Martin, Raytheon, General Dynamics, Boeing — les grandes entreprises de défense américaines ont un intérêt direct à maintenir la tension autour de Taiwan à un niveau qui justifie des ventes d'armements substantielles sans déclencher un conflit réel.

Une Taiwan pacifiquement réunifiée avec la Chine ne serait plus un client. Une Taiwan détruite dans un conflit ne serait plus un client non plus.

La zone de confort commerciale pour l'industrie de défense américaine est exactement là où Taiwan se trouve aujourd'hui : une tension permanente, jamais résolue, qui justifie des dépenses de défense continues.

---

## Ce que l'Europe a dit — et ce qu'on lui a demandé de faire

---

En 2023, Emmanuel Macron a prononcé une phrase qui a provoqué une tempête médiatique atlantiste : l'Europe ne doit pas être “vassale” des États-Unis et ne doit pas se retrouver entraînée dans une confrontation sino-américaine qui n'est pas la sienne, notamment sur Taiwan.

La réaction a été immédiate et coordonnée. Médias américains, responsables de l'OTAN, gouvernements d'Europe de l'Est — tous ont dénoncé une déclaration “irresponsable” qui “affaiblissait la solidarité occidentale”.

Ce que Macron avait dit était pourtant d'une évidence stratégique élémentaire : les intérêts européens et américains concernant Taiwan ne sont pas identiques, et l'Europe n'a aucune raison d'adopter automatiquement la position américaine sur un enjeu géographiquement, stratégiquement et économiquement distant.

Il a été contraint de nuancer sa position dans les jours suivants.

C'est un exemple précis de ce que signifie la vassalité en pratique : non pas l'imposition d'une position par la force, mais l'impossibilité politique d'exprimer un intérêt distinct de celui de Washington sans subir immédiatement une pression médiatique et diplomatique suffisante pour forcer un recul.

---

## La question que l'Europe devrait poser

---

Si un conflit éclatait autour de Taiwan, quelles seraient les conséquences pour l'Europe ?

Rupture des échanges commerciaux avec la Chine — plusieurs centaines de milliards d'euros d'exportations perdues. Crise d'approvisionnement en composants électroniques — l'industrie européenne dépend massivement des semi-conducteurs asiatiques. Hausse brutale des coûts énergétiques — la Chine est un acteur majeur des marchés de l'énergie. Pressions pour participer militairement — les États-Unis demanderaient une contribution de leurs “alliés”. Risque d'escalade nucléaire — la Chine dispose de l'arme nucléaire.

Les bénéfices pour l'Europe en cas de "victoire" américaine ? Flous. Un affaiblissement de la Chine serait-il dans l'intérêt européen, qui commerce massivement avec elle ? Une consolidation de la domination américaine sur le Pacifique renforcerait-elle la souveraineté européenne ?

Ces questions ne sont pas posées dans le débat public européen. Parce que le cadre du débat a été défini ailleurs — à Washington, dans les think tanks atlantistes, dans les médias qui relaient leurs analyses.

Taiwan illustre avec une clarté particulière le problème central de la vassalité européenne : l'Europe a laissé ses intérêts être définis par quelqu'un d'autre. Et elle pourrait payer cette distraction de sa propre analyse stratégique au prix le plus élevé qui soit.

## Chapitre 3 — Bretton Woods 1944 : l'empire par les règles

En juillet 1944, 730 délégués représentant 44 nations alliées se réunissent à Bretton Woods, dans le New Hampshire. La guerre n'est pas encore finie — le débarquement en Normandie a eu lieu un mois plus tôt. Mais les Alliés planifient déjà l'ordre économique de l'après-guerre.

Deux visions s'affrontent.

D'un côté, John Maynard Keynes, au nom du Royaume-Uni. Il propose une monnaie internationale neutre — le Bancor — émise par une institution supranationale, adossée à un panier de matières premières. Aucun pays n'aurait de privilège monétaire sur les autres. Les déséquilibres commerciaux seraient corrigés symétriquement — les pays excédentaires autant que les pays déficitaires auraient intérêt à rééquilibrer.

De l'autre côté, Harry Dexter White, au nom des États-Unis. Il propose que le dollar américain devienne la monnaie de réserve mondiale, convertible en or à taux fixe, les autres monnaies étant indexées sur le dollar.

Keynes était peut-être le meilleur économiste du 20<sup>ème</sup> siècle. White représentait la seule grande puissance industrielle sortie de la guerre avec son appareil productif intact, détenant 70% des réserves d'or mondiales et produisant la moitié du PIB mondial.

White a gagné.

---

## Ce que Bretton Woods a vraiment créé

---

Les manuels d'économie présentent Bretton Woods comme la fondation de l'ordre économique libéral d'après-guerre — le FMI, la Banque mondiale, un système de taux de change stables. Un progrès vers la coopération internationale.

Ce n'est pas faux. Mais ce n'est pas complet.

Bretton Woods a gravé dans le marbre institutionnel une asymétrie fondamentale : les États-Unis et les États-Unis seuls pouvaient émettre la monnaie dans laquelle le commerce mondial se règle. Tous les autres pays devaient accumuler des dollars pour commercer, pour rembourser leurs dettes, pour stabiliser leurs monnaies.

Pour accumuler des dollars, il faut soit exporter vers les États-Unis, soit emprunter en dollars. Dans les deux cas, les États-Unis sont au centre du système.

Ce que Keynes avait voulu éviter — qu'un seul pays ait un privilège structurel sur les autres — est exactement ce que Bretton Woods a institutionnalisé. Avec la bénédiction de 44 nations qui n'avaient pas vraiment le choix.

---

## Le Plan Marshall — La diffusion du dollar à l'échelle européenne

---

L'accord de Bretton Woods posait le principe. Le Plan Marshall l'a mis en pratique à l'échelle du continent européen.

À partir de 1948, les États-Unis injectent 13 milliards de dollars — environ 140 milliards en valeur actuelle — dans les économies européennes dévastées par la guerre. L'aide est réelle, massive et bienvenue. Elle permet la reconstruction de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas.

Mais elle a une conséquence structurelle rarement mentionnée dans les célébrations de la générosité américaine : elle crée une dépendance aux dollars.

Les dollars du Plan Marshall permettent aux pays européens d'importer les machines américaines, les matières premières, les produits agricoles nécessaires à leur reconstruction. Pour rembourser et pour commercer, il faut des dollars. Pour avoir des dollars, il faut exporter vers les États-Unis ou emprunter en dollars.

En dix ans, l'Europe occidentale est structurellement intégrée dans l'orbite dollar — pas par contrainte directe, mais par nécessité économique. Le Plan Marshall a reconstruit l'Europe et, ce faisant, l'a attachée au système monétaire américain.

La générosité et l'intérêt stratégique n'étaient pas contradictoires. Ils coïncidaient parfaitement.

---

## **“L'exorbitant privilège” — L'expression qui résume tout**

---

En 1965, Valéry Giscard d'Estaing — alors ministre français des Finances, futur président de la République — forge l'expression qui définira ce chapitre de l'histoire économique mondiale : “le privilège exorbitant”.

Il décrit le fait que les États-Unis peuvent financer leurs déficits en émettant la monnaie que le monde entier est obligé d'accepter. La France, pour avoir des dollars, doit exporter des biens réels — du vin, des machines, des services. Les États-Unis, eux, peuvent simplement imprimer.

Charles de Gaulle avait dit la même chose, plus brutalement : les États-Unis exportent leur inflation au reste du monde.

La France de de Gaulle a tenté de résister. Elle a exigé des États-Unis de convertir ses excédents de dollars en or — comme le prévoyait théoriquement Bretton Woods. En 1965, de Gaulle envoie la marine française traverser l’Atlantique avec des dollars pour les échanger contre de l’or à Fort Knox.

Cette pression, conjuguée à celle d’autres pays, contribue à l’affaiblissement des réserves d’or américaines. En 1971, Nixon tirera les conséquences — en supprimant la convertibilité plutôt qu’en acceptant la discipline qu’elle imposait.

De Gaulle avait raison sur le diagnostic. Il avait sous-estimé la capacité américaine à maintenir le système sans la contrainte or.

---

## **Nixon 1971 : le privilège sans la contrainte**

---

Le système de Bretton Woods reposait sur une promesse : le dollar était convertible en or à 35 dollars l’once. Les banques centrales étrangères pouvaient théoriquement échanger leurs dollars contre de l’or américain.

C’était la contrainte. Elle empêchait les États-Unis d’imprimer des dollars sans limite — trop de dollars, et les partenaires demanderaient l’or, vidant Fort Knox.

Le 15 août 1971, un dimanche soir, Richard Nixon passe à la télévision. Il annonce la suspension de la convertibilité du dollar en or. Sans consulter ses alliés. Sans négociation internationale. Un acte unilatéral qui brise le fondement du système monétaire mondial.

Le ministre français de l’Économie de l’époque appelle ça “le défaut américain”. John Connally, secrétaire au Trésor de Nixon, résume la position américaine avec une franchise rare : *“Le dollar est notre monnaie, mais c’est votre problème.”*

Le privilège exorbitant venait de se libérer de sa seule contrainte réelle. Les États-Unis pouvaient désormais imprimer des dollars sans limite — et le monde entier devait continuer à les accepter, parce qu’il n’avait pas d’alternative.

---

## Comment le monde accepte une monnaie sans garantie

---

Si le dollar n’est plus convertible en or, pourquoi le monde continue-t-il à le tenir comme monnaie de réserve ?

Trois raisons structurelles.

**La première : l’inertie des institutions.** Le FMI, la Banque mondiale, les contrats de dette souveraine, les marchés financiers — tout était libellé en dollars. Changer de monnaie de référence aurait requis une coordination mondiale massive, politiquement quasi-impossible.

**La deuxième : la profondeur des marchés financiers américains.** Les marchés obligataires américains sont les plus liquides au monde. Les bons du Trésor américain sont l’actif “sans risque” de référence dans toute la finance mondiale. Pour placer des réserves, les banques centrales n’ont pas d’alternative comparable.

**La troisième — et la plus importante — : le pétrole.** Deux ans après Nixon, Henry Kissinger négocie un accord avec l’Arabie Saoudite qui va recréer artificiellement la demande de dollars. C’est le chapitre suivant.

---

## Le FMI : une institution, deux règles

---

Le Fonds Monétaire International a été créé à Bretton Woods pour stabiliser le système monétaire international — aider les pays en difficulté de balance des paiements, surveiller les politiques économiques, prévenir les crises.

En théorie.

En pratique, le FMI fonctionne avec un système de droits de vote pondéré par les quotes-parts — les contributions financières de chaque pays. Les États-Unis détiennent historiquement la seule quote-part suffisante pour opposer un veto sur les décisions les plus importantes.

Ce que le FMI recommande aux pays en difficulté : austérité, privatisations, ouverture des marchés aux capitaux étrangers, réduction des dépenses sociales. Le “Consensus de Washington” — un ensemble de politiques économiques imposé comme condition des prêts.

Ce que les États-Unis appliquent eux-mêmes : déficits budgétaires massifs, protectionnisme industriel (Buy American Act, CHIPS Act, Inflation Reduction Act), soutien massif à leurs entreprises nationales.

Les règles du FMI s’appliquent aux autres. Pas à ceux qui les écrivent.

---

## Ce que cette histoire dit à Éric

---

Éric n’a pas étudié Bretton Woods. Il a passé ses années d’école sur les chiffres, la technique, la gestion d’entreprise. Personne ne lui a expliqué que le système dans lequel son entreprise opère a été conçu en 1944 pour que Washington soit au centre.

Il ne comprend pas pourquoi le DOJ américain peut menacer son distributeur américain pour des transactions qui ne concernent ni le droit américain, ni le dollar, ni aucune entité américaine.

La réponse est dans ce chapitre. Le système dollar n’est pas une convention neutre — c’est une architecture de pouvoir. Tant qu’une transaction mondiale implique des dollars, passe par une banque qui opère aux États-Unis, ou implique une entité qui veut accéder au marché américain, Washington peut intervenir.

Et presque toutes les transactions mondiales impliquent l'une de ces trois conditions.

C'est ça, le privilège exorbitant. Pas une métaphore. Une architecture concrète, avec des conséquences concrètes — pour les pays, pour les entreprises, et pour les PME alsaciennes qui n'ont jamais demandé à jouer dans ce jeu.

## Le duel de Bretton Woods — Ce que Keynes avait compris et qu'on a refusé

Il y a des moments dans l'histoire où une décision technique change le destin de centaines de millions de personnes pour les siècles suivants.

Bretton Woods, juillet 1944, est l'un de ces moments.

Deux hommes s'affrontent. L'un est peut-être le plus grand économiste du 20ème siècle. L'autre représente la seule nation qui peut gagner le bras de fer. Le résultat est connu d'avance. Ce qui est moins connu, c'est ce que l'économiste avait compris — et ce que le monde a perdu en ne l'écoutant pas.

---

### John Maynard Keynes — L'homme qui avait déjà vu ça

---

Keynes n'était pas un idéaliste naïf. Il avait assisté à la conférence de Versailles en 1919, comme conseiller économique du gouvernement britannique. Il avait observé comment les réparations imposées à l'Allemagne — économiquement absurdes selon lui — allaient créer les conditions d'une catastrophe future. Il avait écrit *Les conséquences économiques de la paix* pour le dire.

Il avait raison. La catastrophe s'appelait Adolf Hitler.

À Bretton Woods, en 1944, il arrivait avec cette expérience et une conviction précise : un système monétaire international stable devait être symétrique. Les pays qui accumulent des excédents commerciaux doivent

être contraints de les recycler, tout autant que les pays déficitaires sont contraints de s'ajuster. Si seuls les débiteurs paient le coût des déséquilibres, le système est fondamentalement instable.

Sa proposition : le Bancor.

---

## **Le Bancor — La monnaie qui n'a jamais existé**

---

Le Bancor était une monnaie internationale supranationale — ni dollar, ni livre sterling, ni aucune monnaie nationale. Elle serait émise par une Clearing Union internationale, utilisée uniquement pour régler les balances commerciales entre pays. Les citoyens ordinaires ne l'utiliseraient pas. Les banques centrales si.

Le mécanisme clé : les pays qui accumulent trop de Bancors — les excédentaires — paieraient une taxe sur leurs excédents, tout comme les pays déficitaires paieraient une taxe sur leurs déficits. Les deux côtés de la balance auraient intérêt à s'ajuster.

Ce système aurait empêché la situation dans laquelle nous vivons aujourd'hui : la Chine et l'Allemagne accumulent des excédents commerciaux colossaux, les États-Unis accumulent des déficits colossaux, et c'est le reste du monde qui supporte les conséquences — sous forme d'austérité imposée par le FMI, de dettes libellées en dollars, de taux d'intérêt dictés par la Fed.

Keynes avait compris que le système de l'étalon-or avait détruit l'économie mondiale dans les années 1930 parce qu'il forçait les pays déficitaires à se déflater sans contraindre les excédentaires à se réajuster. Il voulait éviter de répéter cette erreur.

---

## Harry Dexter White — L’homme qui représentait la puissance

---

Harry Dexter White était le représentant du Trésor américain. C’était un économiste compétent, un négociateur dur, et l’homme qui savait que les États-Unis tenaient les cartes.

En juillet 1944, les États-Unis représentaient environ la moitié du PIB mondial. Ils détenaient 70% des réserves d’or mondiales — les autres pays avaient envoyé leur or à Fort Knox pendant la guerre pour payer leurs achats d’armes et de matériel américain. Ils étaient le seul grand pays dont l’industrie n’avait pas été détruite par la guerre.

La proposition de White était simple : le dollar américain, convertible en or à taux fixe, serait la monnaie de réserve mondiale. Les autres monnaies seraient indexées sur le dollar.

Ce système avait une propriété que White ne mentionnait pas explicitement : il plaçait les États-Unis au centre du système monétaire mondial de façon permanente. Pour commercer, tous les autres pays avaient besoin de dollars. Pour accumuler des réserves, ils achetaient des dollars. Pour emprunter, ils empruntaient en dollars.

Le “privilège exorbitant” dont parlait Giscard d’Estaing vingt ans plus tard était inscrit dans la proposition de White.

---

## La négociation — et pourquoi Keynes a perdu

---

La négociation entre les deux délégations a duré trois semaines. Keynes était brillant, éloquent, convainquant. Il était aussi épuisé — sa santé était défaillante, il allait mourir deux ans après la conférence — et il représentait un pays qui avait besoin d’un prêt américain pour survivre économiquement à l’après-guerre.

Le Royaume-Uni avait dépensé 25% de sa richesse nationale pendant la guerre. Il devait des milliards de dollars à ses créanciers. Sans prêt américain, il ne pouvait pas financer son redressement.

White le savait. Et il l'utilisait.

La délégation britannique avait besoin d'un accord. La délégation américaine pouvait se permettre d'attendre. Dans une négociation, celui qui peut partir sans accord a un avantage décisif.

Les autres délégations — 42 pays au total — étaient dans des positions encore plus précaires. L'Union soviétique a participé aux négociations mais n'a jamais ratifié les accords. La France était en train d'être libérée. La Chine était en guerre civile. L'Inde était encore une colonie britannique.

Keynes a obtenu quelques concessions mineures. Sur l'essentiel — qui émet la monnaie de réserve mondiale — White a gagné sur toute la ligne.

---

## **Ce que la victoire de White a produit en cinquante ans**

---

Pendant la première période de Bretton Woods — jusqu'en 1971 — le système a fonctionné raisonnablement bien. La croissance économique mondiale a été extraordinaire dans les années 1950 et 1960. La convertibilité du dollar en or maintenait une contrainte sur la politique monétaire américaine.

Le premier problème a émergé dès les années 1960, identifié par l'économiste belge Robert Triffin : le "dilemme de Triffin". Pour que le reste du monde ait des dollars, les États-Unis doivent avoir des déficits commerciaux — ils doivent dépenser plus qu'ils ne gagnent à l'international. Mais des déficits structurels érode la confiance dans le dollar et sa convertibilité en or. Le système contient en lui-même sa propre contradiction.

Nixon l’a résolue en 1971 à sa façon : en supprimant la convertibilité. Le dollar n’est plus garanti par quoi que ce soit sinon par la confiance — et par la puissance militaire qui oblige les autres à continuer à l’utiliser.

Si le Bancor de Keynes avait été adopté, ce problème n’aurait pas existé. Aucun pays n’aurait le “privilège” d’émettre la monnaie mondiale. Aucun pays n’aurait le “fardeau” d’être le déficitaire structurel nécessaire à la liquidité mondiale.

Le système monétaire international serait moins efficace pour les États-Unis. Il serait plus stable pour tout le monde.

---

## **Le Bancor aujourd’hui — L’idée qui revient**

---

L’idée de Keynes n’a pas disparu. Elle revient régulièrement quand le système dollar montre ses limites.

En 2009, Zhou Xiaochuan, gouverneur de la Banque populaire de Chine, publie un article remarqué appelant à la création d’une “monnaie de réserve internationale supranationale” — reprenant explicitement les arguments de Keynes contre le système de White.

Les Droits de Tirage Spéciaux (DTS) du FMI — un panier de monnaies utilisé pour les transactions entre banques centrales — sont la réalisation partielle et très limitée de l’idée du Bancor. Ils représentent moins de 3% des réserves mondiales.

Le projet de monnaie commune des BRICS — souvent décrit comme une alternative au dollar — est, dans ses versions les plus ambitieuses, une forme néo-keynésienne : une unité de compte commune pour les échanges au sein du groupe, sans qu’aucun pays membre n’ait le privilège de l’émettre seul.

Ce que Keynes avait compris en 1944 reste vrai en 2025 : un système dans lequel la monnaie de réserve mondiale est la monnaie nationale d'un seul pays est structurellement instable. Il favorise ce pays au détriment de tous les autres. Et il finit par se détruire — soit par la crise, soit par la transition vers autre chose.

---

## La chambre de négociation qu'on n'a pas vue

---

Il y a une dimension de Bretton Woods que les manuels d'économie n'enseignent pas.

Les délégations des 44 pays qui ont négocié l'accord en juillet 1944 représentaient formellement leurs gouvernements. Mais derrière les délégués officiels se trouvaient les représentants des grandes banques américaines — JP Morgan, Citibank, Bank of America — qui avaient un intérêt direct dans la forme du système monétaire d'après-guerre.

Un système centré sur le dollar signifiait que les prêts internationaux, les émissions d'obligations, les transactions de matières premières passeraient par les banques américaines. La City de Londres, affaiblie par la guerre, perdrait sa primauté financière mondiale au profit de Wall Street.

Ce n'était pas une conspiration. C'était de la politique économique ordinaire : les intérêts qui profitent d'un système ont intérêt à défendre ce système.

Keynes le savait. Il avait écrit, dans ses notes préparatoires à la conférence, que le système qu'il proposait était “le seul qui soit dans l'intérêt du monde dans son ensemble” — par opposition au système de White, qui était “dans l'intérêt des États-Unis et de leurs banques”.

Il avait raison. Il a quand même perdu.

La chambre où se prennent les décisions importantes n'est pas toujours celle où se tient la négociation officielle.

C'est une leçon qui vaut bien au-delà de Bretton Woods.

## Chapitre 4 — Le pétrodollar : l'impôt invisible sur le monde

En 1973, le monde traverse deux crises simultanées.

La première est géopolitique : la guerre du Kippour éclate en octobre, Israël est attaqué par l'Égypte et la Syrie. Les États-Unis soutiennent Israël massivement. En représailles, les pays arabes de l'OPEP décrètent un embargo pétrolier sur les États-Unis et leurs alliés. Le prix du pétrole quadruple en quelques mois.

La seconde est monétaire : depuis le choc Nixon de 1971, le dollar n'est plus convertible en or. Le système de Bretton Woods est cassé. La demande structurelle de dollars — qui reposait sur la convertibilité — s'est effondrée. Le dollar perd de la valeur.

Henry Kissinger, alors secrétaire d'État, voit dans ces deux crises une solution à un seul problème.

---

### L'accord Kissinger-Fayçal

---

En 1974, Kissinger se rend en Arabie Saoudite. Il rencontre le roi Fayçal. L'accord qui s'en suit n'est pas publié — il n'existe pas de traité signé, pas de document officiel dans les archives déclassifiées disponibles. Mais ses conséquences sont totalement publiques et mesurables.

Le contenu de l'accord, reconstitué par les économistes et les journalistes d'investigation : l'Arabie Saoudite vend son pétrole exclusivement en dollars américains. En échange, les États-Unis garantissent la sécurité militaire du régime saoudien, lui vendent des armements, protègent la famille royale.

Le reste des pays de l'OPEP suivra progressivement.

Le résultat est immédiat et massif : la demande de dollars se recrée artificiellement. Tout pays qui veut acheter du pétrole — c'est-à-dire tout pays qui veut faire fonctionner son économie — doit d'abord acheter des dollars. La France, l'Allemagne, le Japon, le Brésil, l'Inde — tous doivent acquérir des dollars pour payer leur énergie.

Le dollar est redevenu indispensable — sans garantie en or, sans Bretton Woods, sans aucun fondement légal international. Juste un accord bilatéral entre Washington et Riyad.

---

## La mécanique du recyclage des pétrodollars

---

Voici comment le système fonctionne en pratique.

Un pays importateur de pétrole — disons la France — exporte des biens et des services pour obtenir des dollars. Il utilise ces dollars pour acheter du pétrole saoudien. L'Arabie Saoudite reçoit des dollars — des milliards de dollars chaque année. Que fait-elle avec ?

Elle les “recycle” : elle achète des bons du Trésor américain, des actions américaines, des immeubles à New York et Washington, des avions Boeing, des armements américains. Les pétrodollars reviennent aux États-Unis sous forme de financement du déficit américain et d'achats d'actifs américains.

Le résultat : les États-Unis financent leur déficit budgétaire — leur excès de dépenses sur leurs recettes — grâce à la demande mondiale forcée de dollars créée par le système pétrolier. Le reste du monde, en achetant du pétrole en dollars, finance involontairement le gouvernement américain.

C'est ce que Giscard d'Estaing avait vu en 1965 et appelé “privilège exorbitant” — mais après 1973, le privilège est devenu bien plus exorbitant encore.

---

## Ceux qui ont voulu en sortir

---

Le pétrodollar n'est pas une loi de la nature. C'est un accord politique maintenu par la force. Quand des dirigeants ont voulu en sortir, les conséquences ont été rapides.

**Saddam Hussein, 2000.** L'Irak commence à vendre son pétrole en euros — une décision formelle annoncée et mise en œuvre. En 2003, les États-Unis envahissent l'Irak. Les armes de destruction massive n'ont jamais été trouvées. Dès la prise de Bagdad, les ventes de pétrole irakien sont reconverties en dollars.

**Mouammar Kadhafi, 2009.** La Libye et plusieurs pays africains travaillent à la création d'une monnaie africaine commune adossée à l'or — le dinar-or africain — qui permettrait aux pays producteurs de pétrole africains de facturer en or plutôt qu'en dollars. En 2011, l'OTAN intervient en Libye. Kadhafi est renversé et tué. Les câbles diplomatiques d'Hillary Clinton publiés par WikiLeaks mentionnent explicitement les réserves d'or libyennes et le projet de monnaie africaine parmi les raisons de l'inquiétude américaine.

**Hugo Chavez, Venezuela.** À partir de 2005, Chavez développe des accords bilatéraux de troc pétrolier avec Cuba et d'autres pays d'Amérique latine, contournant le dollar. Le Venezuela subit des sanctions économiques américaines croissantes, des tentatives de coup d'État documentées, des pressions politiques continues.

**L'Iran.** Depuis les années 2000, l'Iran vend une partie de son pétrole hors du système dollar — en euros, en yuans, en échanges directs. L'Iran est sous sanctions américaines permanentes.

La corrélation n'est pas parfaite — ces dirigeants avaient d'autres conflits avec Washington. Mais le motif est documenté et répété : contester le pétrodollar expose à des conséquences diplomatiques, économiques ou militaires.

---

## Ce que le pétrodollar coûte au reste du monde

---

L'impôt invisible du pétrodollar se mesure de plusieurs façons.

**Le seignuriage.** Les États-Unis impriment des dollars. Le monde entier accepte ces dollars en échange de biens et services réels — pétrole, machines, téléphones, voitures. Les États-Unis reçoivent des choses concrètes contre du papier qu'ils ont imprimé. C'est le seignuriage — le profit tiré de l'émission monétaire. Estimé entre 400 et 600 milliards de dollars par an depuis les années 2000.

**La dette à taux réduit.** Parce que le monde entier veut des bons du Trésor américain, les États-Unis empruntent à des taux inférieurs à ce que leur situation fiscale justifierait. Un pays avec les déficits et la dette des États-Unis paierait des taux bien plus élevés si sa monnaie n'était pas la devise de réserve mondiale. La différence est estimée à 1 à 2% de taux d'intérêt — sur 33 000 milliards de dettes, c'est 330 à 660 milliards d'économies annuelles.

**L'asymétrie des ajustements.** Quand les États-Unis ont des déséquilibres économiques — déficits commerciaux massifs, inflation — ils peuvent les gérer en ajustant leur politique monétaire et en laissant le dollar s'affaiblir. Le reste du monde absorbe ces ajustements sous forme d'inflation importée, de capitaux volatils, de dévaluations forcées. La crise de 2022 en est un exemple : la Fed monte ses taux pour combattre l'inflation américaine, les capitaux fuient les pays émergents, leurs monnaies s'effondrent, leurs dettes en dollars deviennent insupportables.

---

## Ce que le pétrodollar signifie pour un pays comme la France

---

Prenons un exemple concret pour mesurer l'impôt invisible.

La France importe environ 60 à 70% de son énergie. Une grande partie est du pétrole et du gaz naturel. Ces importations se règlent majoritairement en dollars.

Pour payer ses importations énergétiques en dollars, la France doit exporter suffisamment pour obtenir des dollars — ou emprunter en dollars. Ses exportations — Airbus, produits pharmaceutiques, luxe, agroalimentaire — lui rapportent des euros, des yuans, des livres sterling. Ces devises doivent être converties en dollars sur les marchés des changes pour payer l'énergie.

Ce mécanisme a plusieurs conséquences invisibles.

**La vulnérabilité au taux de change.** Quand le dollar monte — ce qu'il fait typiquement lors des crises mondiales — la facture énergétique française augmente automatiquement, en euros, même si le prix du pétrole en dollars reste stable. En 2022, la hausse du dollar a ajouté plusieurs dizaines de milliards d'euros à la facture énergétique européenne — en plus de la hausse des prix en dollars.

**Le financement involontaire du budget américain.** Les pétrodollars que la France paie pour son pétrole ne restent pas en Arabie Saoudite — ils reviennent aux États-Unis sous forme d'achats de bons du Trésor, d'immobilier, d'armements. La France, en achetant du pétrole saoudien, finance indirectement le déficit budgétaire américain. Le circuit est indirect et invisible — mais réel.

**L'impossibilité de la dévaluation compétitive.** Si l'euro baisse face au dollar — ce qui était le cas en 2022 quand l'euro est tombé sous la parité avec le dollar — la facture énergétique augmente en euros même si rien n'a changé dans les relations commerciales Franco-saoudiennes. L'Europe absorbe les effets de la politique monétaire américaine sur son propre bilan énergétique.

Pour un pays comme la France qui produit une grande partie de son électricité en nucléaire — et dont l'uranium est acheté en dollars — même le nucléaire n'échappe pas complètement à la dépendance dollar.

---

## **Le pétrodollar et le financement de la superpuissance militaire**

---

Il y a une autre dimension du circuit pétrodollar rarement explicitée.

Les pays du Golfe recyclent leurs pétrodollars en achetant massivement des armements américains. L'Arabie Saoudite est le premier importateur mondial d'armes américaines — des dizaines de milliards de dollars par an. Les Émirats arabes unis, le Qatar, le Koweït suivent.

Le résultat : les pétrodollars que le monde verse pour son énergie reviennent aux États-Unis non seulement comme financement du Trésor, mais comme financement de l'industrie de défense américaine — Lockheed Martin, Raytheon, Boeing Defense, General Dynamics.

Ce circuit signifie que le monde entier, en achetant du pétrole, finance indirectement le complexe militaro-industriel américain. L'armée américaine — la plus puissante et la plus coûteuse de l'histoire, avec un budget annuel de 800 milliards de dollars — est partiellement financée par les pétrodollars du reste du monde.

C'est une boucle remarquable : l'armée américaine protège les régimes du Golfe qui maintiennent le pétrodollar, le pétrodollar finance les armes vendues aux régimes du Golfe qui financent l'armée américaine qui protège les régimes du Golfe.

Le système est auto-entretenu depuis 1974. Il n'a eu besoin d'aucune modification majeure pendant cinquante ans.

Jusqu'à ce que l'Arabie Saoudite commence à discuter des ventes en yuan.

---

## 2022 : le pétrodollar commence à vaciller

---

En 2022, quelque chose d'historique se produit discrètement.

L'Arabie Saoudite accepte pour la première fois de discuter de ventes de pétrole en yuan chinois. La Chine — premier importateur mondial de pétrole saoudien — pousse depuis des années pour payer en sa propre monnaie. Riyad, longtemps réticent, commence à considérer l'option.

Les BRICS — Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, rejoints depuis par plusieurs autres pays — travaillent activement à des mécanismes de règlement commerciaux en monnaies locales, contournant le dollar.

Les banques centrales mondiales — Chine, Russie, Inde, Turquie, pays du Golfe — achètent de l'or à un rythme record depuis 2022. Les achats d'or des banques centrales en 2022 et 2023 sont les plus élevés depuis 1967.

Ces mouvements ne signifient pas que le dollar va s'effondrer demain. Le système dollar a une inertie considérable — il faudra des décennies pour qu'une alternative crédible émerge, si elle émerge.

Mais ils signifient que le consensus mondial autour du pétrodollar — tenu depuis 1973 — commence à se fissurer. Et que des acteurs majeurs font des paris que ce système n'est pas éternel.

Éric, lui, continue de recevoir des lettres du DOJ. Le système tient encore. Mais pour combien de temps ?

# Ceux qui ont voulu sortir du pétrodollar — Et ce qui leur est arrivé

Il existe une façon simple de tester si le pétrodollar est un système de domination ou simplement une convention commerciale neutre.

Observer ce qui arrive aux dirigeants qui ont essayé d'en sortir.

Les cas sont documentés. Les séquences sont remarquablement similaires. Et les résultats sont suffisamment cohérents pour qu'on ne puisse pas les attribuer au hasard.

---

## Saddam Hussein — Le précurseur

---

En novembre 2000, Saddam Hussein prend une décision symbolique mais lourde de conséquences : l'Irak commencera à facturer ses exportations pétrolières en euros plutôt qu'en dollars.

La décision est annoncée discrètement. Elle est reçue dans les cercles financiers et géopolitiques américains avec une attention bien supérieure à ce que sa discrétion aurait pu laisser penser.

L'Irak est membre de l'OPEP. Il produit environ 3% du pétrole mondial. Ce n'est pas assez pour menacer le système pétrodollar par lui-même. Mais si d'autres pays suivaient — si l'idée se propageait que le pétrole pouvait être vendu dans d'autres monnaies — l'effet d'entraînement pourrait être significatif.

En mars 2003, les États-Unis envahissent l'Irak. La justification officielle : les armes de destruction massive. Les armes n'ont jamais été trouvées.

L'une des premières décisions de l'administration américaine après l'invasion : rétablir la facturation du pétrole irakien en dollars. Ce changement a été effectué en juin 2003, quelques semaines après la chute de Bagdad, avant même que la situation sécuritaire soit stabilisée.

---

## **Mouammar Kadhafi — La monnaie africaine**

---

Le projet de Kadhafi était plus ambitieux que celui de Saddam Hussein — et donc plus menaçant.

Depuis la fin des années 1990, Kadhafi travaillait à l'unification économique de l'Afrique autour d'une monnaie commune — le dinar-or africain. Le projet était adossé aux réserves d'or des pays africains, nombreuses et largement sous-exploitées. Son objectif déclaré : permettre aux pays africains de commercer entre eux et avec le monde en dehors du système dollar et du franc CFA.

Le franc CFA — Franc de la Communauté Financière Africaine — est une monnaie utilisée par quatorze pays d'Afrique subsaharienne, anciennement colonisés par la France. Il est arrimé à l'euro, géré par la Banque centrale européenne avec une influence française déterminante, et oblige les pays membres à déposer 50% de leurs réserves auprès du Trésor français.

C'est une architecture monétaire coloniale qui perdure soixante ans après les indépendances formelles. Elle maintient ces pays dans une dépendance structurelle envers Paris — et, indirectement, envers le système dollar.

Un dinar-or africain aurait rompu cette architecture. Il aurait donné aux pays africains une souveraineté monétaire réelle.

La Libye de Kadhafi détenait au moment de l'intervention de 2011 environ 143 tonnes d'or — l'une des plus grandes réserves du continent. C'était la base financière du projet.

En mars 2011, l'intervention militaire de l'OTAN commence. En octobre 2011, Kadhafi est capturé et lynché. Les 143 tonnes d'or libyennes disparaissent dans le chaos qui suit — leur localisation actuelle demeure inconnue.

Le projet de dinar-or africain n'a jamais été relancé.

---

## Hugo Chávez — Le pétrole bolivarien

---

Hugo Chávez est arrivé au pouvoir au Venezuela en 1999 avec un projet explicite : utiliser les revenus pétroliers vénézuéliens — parmi les plus importantes réserves du monde — pour financer un modèle de développement alternatif en Amérique latine.

Sa stratégie pétrolière comportait plusieurs dimensions qui contrariaient directement les intérêts américains.

**L'ALBA** — Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique — un accord d'échange créé en 2004 entre le Venezuela, Cuba, la Bolivie et d'autres pays. Le Venezuela fournissait du pétrole à prix préférentiel en échange de services — médecins cubains, enseignants, conseillers techniques. Ces échanges se faisaient en partie en dehors du système dollar.

**Le Petrosur** — un projet d'intégration énergétique latinoaméricaine qui permettrait aux pays membres de commercer leur pétrole directement, sans passer par les marchés financiers new-yorkais.

**Le soutien à l'Iran** — Chávez maintenait des relations étroites avec l'Iran, pays sous sanctions américaines, et défendait ouvertement le droit des pays à commercer en dehors du système de sanctions unilatérales américaines.

**Les relations avec la Chine et la Russie** — Chávez diversifiait activement les partenaires du Venezuela, réduisant la dépendance historique envers les États-Unis qui absorbaient la majorité des exportations pétrolières vénézuéliennes.

La réponse américaine a été progressive mais systématique.

En 2002, un coup d'État contre Chávez — soutenu et peut-être organisé avec l'aide de Washington, selon des documents déclassifiés partiellement publiés. Le coup a échoué en 48 heures.

Des sanctions économiques croissantes. Un soutien documenté à l'opposition vénézuélienne. Des campagnes médiatiques internationales présentant Chávez comme un dictateur — alors que ses élections ont été validées par des observateurs internationaux, dont Jimmy Carter.

Chávez est mort d'un cancer en 2013. Son successeur Maduro a hérité d'un pays fragilisé et d'une économie sous pression croissante. Les sanctions américaines contre le Venezuela ont été progressivement renforcées jusqu'à provoquer une crise humanitaire qui a chassé des millions de Vénézuéliens de leur pays.

Le Venezuela possède les premières réserves de pétrole prouvées au monde. Son peuple vit dans la pauvreté.

---

## **L'épilogue vénézuélien — Le kidnapping d'un président en exercice**

---

En mars 2025, Nicolás Maduro — président en exercice de la République bolivarienne du Venezuela, chef d'État reconnu par une fraction significative de la communauté internationale — est arrêté et extradé vers New York pour y être jugé par la justice américaine.

L'accusation : trafic de drogue et complot en vue de terrorisme. La procédure : une inculpation scellée par un grand jury américain depuis 2020, exécutée par une opération qui relève, en droit international, du kidnapping d'un chef d'État souverain.

Aucun traité d'extradition ne lie le Venezuela aux États-Unis. Aucun mandat international n'a été émis par une juridiction reconnue universellement. La Cour pénale internationale — seule instance habilitée à juger des chefs d'État — n'a émis aucun mandat contre Maduro.

Ce qui s'est produit est sans précédent dans l'histoire moderne : un pays a appréhendé, sur le territoire d'un État tiers, le président en exercice d'une nation souveraine, pour le soumettre à sa propre juridiction nationale.

La réaction internationale a été assourdissante par son silence. Quelques déclarations de principe de la Russie, de la Chine, de Cuba. Aucune mobilisation des Nations Unies. Aucune convocation d'urgence du Conseil de sécurité. Aucun mouvement populaire dans les capitales occidentales. Les gouvernements européens, qui dissertent régulièrement sur la souveraineté des États et l'état de droit international, n'ont pas exigé la libération d'un chef d'État arrêté hors de toute procédure légale reconnue.

Ce silence dit quelque chose d'essentiel sur la structure du pouvoir mondial.

Il dit que la règle — “on n'arrête pas un président en exercice d'un État souverain” — est une règle que les États-Unis appliquent quand cela les arrange, et qu'ils violent quand cela les sert. Il dit que cette violation ne génère aucune conséquence, aucune sanction, aucune mobilisation des institutions censées protéger les règles du droit international.

Il dit, surtout, que l'empire n'a plus besoin de se justifier.

L'affaire Maduro est l'extraterritorialité poussée à son extrême logique : non plus imposer sa loi aux entreprises étrangères, non plus geler des avoirs, non plus sanctionner des échanges commerciaux — mais saisir physiquement le dirigeant d'un État souverain pour l'amener comparaître devant une cour de New York.

C'est la fin d'une fiction : celle selon laquelle le droit international s'applique universellement. La réalité, confirmée par le silence de ceux qui auraient dû protester, est que le droit international s'applique aux États qui ne peuvent pas résister à son application sélective — et pas aux États qui en définissent les exceptions.

Le Venezuela possède les premières réserves de pétrole prouvées au monde. Son pétrole est vendu en dehors du circuit dollar depuis des années. Son président vient d'être jugé sur le sol américain.

La séquence est complète.

---

## **Le schéma — Ce que ces trois cas ont en commun**

---

Saddam Hussein, Kadhafi, Chávez. Trois dirigeants de pays producteurs de pétrole. Trois tentatives de réduire la dépendance au dollar dans les transactions pétrolières. Trois trajectoires radicalement différentes dans leurs détails — mais qui convergent vers le même résultat : élimination ou neutralisation du dirigeant, maintien ou restauration du pétrole dans le circuit dollar.

Le schéma est assez régulier pour qu'on ne puisse pas l'attribuer à des coïncidences.

Il convient d'être précis : ces corrélations ne prouvent pas des causalités simples. Les régimes de Saddam Hussein et de Kadhafi avaient de réels problèmes de droits humains. Le Venezuela de Chávez avait de réelles difficultés économiques. La politique étrangère américaine n'était pas le seul facteur.

Mais la cohérence du schéma — et surtout la cohérence des résultats concernant le statut pétrodollar — mérite une attention que le récit officiel ne lui accorde pas.

---

## Ce que les autres ont compris

---

Les dirigeants qui ont observé ces trajectoires ont tiré des leçons.

L'Arabie Saoudite, malgré ses tensions croissantes avec Washington, n'a pas encore franchi le pas d'une facturation pétrolière en yuan — bien qu'elle négocie activement cette possibilité. Elle le fait avec une prudence extrême, en maintenant l'ambiguïté le plus longtemps possible.

La Russie a accéléré sa dédollarisation après les sanctions de 2014 et surtout de 2022 — mais en sachant qu'elle s'exposait à des représailles économiques massives.

La Chine développe ses alternatives — yuan numérique, CIPS, accords bilatéraux — de façon délibérément progressive, en évitant toute confrontation directe avec le système dollar tant qu'elle n'est pas en position de l'absorber.

Ces stratégies sont des leçons tirées des cas irakien, libyen et vénézuélien : on ne sort pas du pétrodollar frontalement. On construit des alternatives en parallèle, lentement, jusqu'à ce que l'alternative soit suffisamment robuste pour que la transition soit irréversible.

La dédollarisation en cours n'est pas une rébellion. C'est une migration prudente, menée par des acteurs qui ont bien compris ce qui arrive à ceux qui bougent trop vite.

# Le prix de la résistance — Ceux qui ont défié l'empire et n'ont pas survécu

Il existe une liste.

Elle n'est pas officielle. Elle n'est pas compilée par une institution. Elle est reconstituée depuis des archives déclassifiées, des enquêtes journalistiques, des commissions parlementaires, des aveux tardifs.

C'est la liste de ceux qui ont voulu que les ressources de leur pays appartiennent à leur peuple — et qui en ont payé le prix.

Ce chapitre ne spéculé pas. Il documente. Pour chaque cas, la distinction est claire entre ce qui est établi par des sources officielles et ce qui reste de l'ordre de la corrélation. Les deux méritent d'être consignés.

---

## Mohammad Mosaddegh — Iran, 1953

---

**Ce qu'il a fait :** Premier ministre démocratiquement élu d'Iran, Mosaddegh nationalise en 1951 l'Anglo-Iranian Oil Company — l'ancêtre de BP — dont les profits partaient vers Londres pendant que l'Iran restait pauvre.

**Ce qui lui est arrivé :** Le 19 août 1953, un coup d'État renverse son gouvernement. L'opération s'appelle Ajax (côté américain) et Boot (côté britannique). La CIA et le MI6 l'ont planifiée et financée — c'est confirmé par des documents déclassifiés par Washington en 2013, soixante ans après les faits.

Mosaddegh est arrêté, jugé pour trahison, condamné à trois ans de prison, puis assigné à résidence jusqu'à sa mort en 1967.

Le shah Mohammad Reza Pahlavi — maintenu au pouvoir par Washington pendant 26 ans — ouvre les puits de pétrole aux compagnies américaines. Le pétrole iranien redevient une affaire anglo-américaine.

**Niveau de documentation :** Confirmé par archives CIA déclassifiées.

---

## Jacobo Árbenz — Guatemala, 1954

---

**Ce qu'il a fait :** Président du Guatemala, Árbenz lance en 1952 une réforme agraire : les terres non exploitées des grandes propriétés — dont celles de l'United Fruit Company américaine — sont redistribuées aux paysans.

**Ce qui lui est arrivé :** L'opération PBSUCCESS, planifiée par la CIA et autorisée par Eisenhower, finance et organise un coup d'État militaire en juin 1954. Árbenz est renversé, contraint à l'exil, dépouillé de sa citoyenneté.

Il passe les années suivantes de pays en pays — Uruguay, Cuba, France, Tchécoslovaquie — avant de mourir noyé dans sa baignoire en 1971 au Mexique. Les circonstances n'ont jamais été pleinement élucidées.

L'United Fruit Company récupère ses terres. Elle deviendra Chiquita Brands.

**Niveau de documentation :** Confirmé par archives CIA déclassifiées. Opération PBSUCCESS entièrement documentée.

---

## Patrice Lumumba — Congo, 1961

---

**Ce qu'il a fait :** Premier Premier ministre de la République du Congo indépendante (1960), Lumumba veut que l'indépendance du Congo soit réelle — que les ressources minières considérables du pays (cuivre, cobalt, uranium, diamants) profitent aux Congolais.

**Ce qui lui est arrivé :** Renversé par un coup d'État soutenu par la Belgique et la CIA en septembre 1960. Arrêté. Livré aux autorités du Katanga sécessionniste — soutenu par des intérêts miniers belges et américains. Exécuté le 17 janvier 1961.

Un agent de la CIA présent au Congo a décrit plus tard comment il transportait le corps de Lumumba dans le coffre de sa voiture.

Les archives belges déclassifiées en 2001 confirment l'implication directe du gouvernement belge. La CIA a reconnu avoir planifié son assassinat — bien qu'elle affirme que le plan n'a pas été exécuté directement.

**Niveau de documentation :** Implication belge confirmée par commission parlementaire (2001). Implication CIA documentée, degré d'exécution discuté.

---

## **Kwame Nkrumah — Ghana, 1966**

---

**Ce qu'il a fait :** Père de l'indépendance ghanéenne, premier président du Ghana (1960), Nkrumah pousse à l'unification économique africaine — une banque centrale africaine, une monnaie commune, une armée continentale. Il nationalise des secteurs industriels et résiste aux conditions du FMI.

**Ce qui lui est arrivé :** Renversé par un coup d'État militaire en février 1966 pendant qu'il était en voyage à Hanoi. Les archives CIA déclassifiées révèlent que l'agence avait activement soutenu les officiers putschistes.

Nkrumah meurt en exil en Roumanie en 1972, d'un cancer. Le projet d'unification africaine meurt avec lui pour des décennies.

**Niveau de documentation :** Soutien CIA aux putschistes confirmé par archives partiellement déclassifiées.

---

## Salvador Allende — Chili, 1973

---

**Ce qu’il a fait :** Président démocratiquement élu du Chili (1970), Allende nationalise les mines de cuivre — dont certaines appartiennent à des entreprises américaines comme Anaconda Copper et Kennecott. Il réforme le système bancaire et les terres agricoles.

**Ce qui lui est arrivé :** Le 11 septembre 1973, un coup d’État militaire dirigé par Augusto Pinochet renverse son gouvernement. Le palais présidentiel de La Moneda est bombardé par des avions de l’armée chilienne.

Allende est retrouvé mort dans le palais. La version officielle : suicide. Une enquête judiciaire chilienne conclut en 2011 à un “suicide provoqué par les circonstances” — comprendre : il s’est suicidé pour ne pas être capturé, dans un palais en flammes, cerné par des militaires qui venaient de le bombarder.

Le rôle de la CIA est confirmé par des documents déclassifiés et par Henry Kissinger lui-même, qui déclarait : “Je ne vois pas pourquoi nous devrions rester à regarder un pays devenir communiste à cause de l’irresponsabilité de son propre peuple.”

Le gouvernement Pinochet — soutenu activement par Washington — ouvre immédiatement les mines aux intérêts américains.

**Niveau de documentation :** Implication CIA confirmée par archives déclassifiées et commission Church (Sénat américain, 1975).

---

## Thomas Sankara — Burkina Faso, 1987

---

**Ce qu’il a fait :** Président du Burkina Faso de 1983 à 1987, Sankara refuse de payer la dette extérieure contractée par ses prédécesseurs — “une dette néo-coloniale” dit-il à la tribune de l’OUA. Il lance des programmes de vaccination financés localement, plante des millions d’arbres, interdit les voitures de luxe pour les ministres, réduit son propre salaire.

Son discours à l’OUA en 1987 est l’un des plaidoyers les plus clairs jamais prononcés contre le système de la dette : “La dette ne peut pas être remboursée parce que, premièrement, si nous ne la remboursons pas, les prêteurs ne mourront pas. Soyez-en sûrs. Si nous ne remboursons pas la dette, nous ne mourrons pas non plus. Soyons-en sûrs.”

**Ce qui lui est arrivé :** Assassiné le 15 octobre 1987 lors d’un coup d’État organisé par son ami proche Blaise Compaoré. Douze de ses collaborateurs sont tués avec lui.

Compaoré rétablit immédiatement les relations avec le FMI et la France. Il reste au pouvoir jusqu’en 2014.

Des enquêtes judiciaires au Burkina Faso, ouvertes des décennies plus tard, examinent l’implication de réseaux français et de services étrangers. Les conclusions restent partielles — mais la séquence est claire : Sankara refuse la dette, Sankara est tué, le FMI revient.

**Niveau de documentation :** Assassinat confirmé. Commanditaires extérieurs : enquêtes en cours, implication française soupçonnée, non prouvée formellement.

---

## Omar Torrijos — Panama, 1981

---

**Ce qu’il a fait :** Chef d’État du Panama, Torrijos négocie en 1977 avec Jimmy Carter les accords qui prévoient le retour du Canal de Panama à la souveraineté panaméenne en 1999. Il résiste aux conditionnalités du FMI et aux intérêts des compagnies américaines.

**Ce qui lui est arrivé :** Mort dans un accident d’avion le 31 juillet 1981. L’appareil s’écrase dans des conditions jamais pleinement expliquées.

John Perkins, ancien “consultant économique” de la NSA, décrit dans ses mémoires (*Confessions of an Economic Hit Man*, 2004) comment les dirigeants qui résistent aux intérêts américains sont d’abord soumis à des pressions économiques — et, quand elles échouent, à des “accidents”.

**Niveau de documentation :** Accident non élucidé. Contexte documenté par témoignages de participants.

---

### **Jaime Roldós — Équateur, 1981**

---

**Ce qu’il a fait :** Président de l’Équateur, Roldós s’oppose aux conditions imposées par les compagnies pétrolières américaines opérant en Amazonie équatorienne. Il pousse à une souveraineté accrue sur les ressources naturelles du pays.

**Ce qui lui est arrivé :** Mort dans un accident d’avion le 24 mai 1981 — deux mois avant Torrijos, dans des circonstances similaires.

John Perkins cite les deux cas comme exemplaires du sort réservé aux dirigeants qui ont résisté — après avoir refusé les “arrangements” proposés.

**Niveau de documentation :** Accident non élucidé. Deux accidents similaires à deux mois d’intervalle restent une coïncidence statistiquement remarquable.

---

### **Che Guevara — Bolivie, 1967**

---

**Ce qu’il a fait :** Après la révolution cubaine, Guevara tente d’exporter le modèle révolutionnaire en Afrique puis en Amérique latine — une alternative radicale au modèle de développement par la dette et l’ouverture aux capitaux américains.

**Ce qui lui est arrivé :** Capturé en Bolivie le 8 octobre 1967 par des forces militaires boliviennes assistées par des agents de la CIA. Exécuté le lendemain sur ordre — les archives confirment que Washington a approuvé son élimination.

Félix Rodríguez, agent CIA présent lors de l'exécution, a décrit la scène dans ses mémoires.

**Niveau de documentation :** Implication CIA confirmée, y compris par participants.

---

## Saddam Hussein — Irak, 2006

---

**Ce qu'il a fait :** En novembre 2000, il décide que l'Irak facturera ses exportations pétrolières en euros plutôt qu'en dollars. (Voir chapitre précédent.)

**Ce qui lui est arrivé :** Pendu le 30 décembre 2006, après l'invasion américaine de 2003 et un procès dont les conditions ont été largement critiquées par les observateurs internationaux.

**Niveau de documentation :** Séquence publique et non contestée.

---

## Mouammar Kadhafi — Libye, 2011

---

**Ce qu'il a fait :** Il travaillait à la création d'un dinar-or africain. (Voir chapitre précédent.)

**Ce qui lui est arrivé :** Capturé le 20 octobre 2011 par des miliciens, lynché sur place. Les images ont été diffusées mondialement.

**Niveau de documentation :** Séquence publique. Rôle de l'OTAN dans l'intervention : documenté.

---

## Les suicidés — La mort propre

---

Il existe une variante dans le répertoire des éliminations : le suicide.

Pratique, le suicide. Il n’y a pas de coup de feu venu d’ailleurs à expliquer. Pas de bombe dans un avion à reconstituer. Juste une mort que personne n’a vue, dans une pièce fermée, avec une conclusion médicale que personne ne peut réfuter formellement.

**Gary Webb — 2004.** Journaliste du San Jose Mercury News, Webb publie en 1996 “Dark Alliance” — une enquête documentée sur les liens entre les réseaux de trafic de drogue nicaraguayens financés par la CIA (les Contras) et l’explosion du crack à Los Angeles dans les années 1980. L’enquête est corroborée par des documents officiels et des témoignages.

La réaction : une campagne de discréditation coordonnée par les grands journaux américains — Washington Post, New York Times, Los Angeles Times — qui publient des “corrections” sans avoir relu ses sources. Webb est marginalisé, perd son poste, ne retrouve plus de travail dans les médias nationaux.

En décembre 2004, il est retrouvé mort chez lui. Deux balles dans la tête. Le coroner de Sacramento conclut à un suicide.

Deux balles dans la tête. Suicide.

**Frank Olson — 1953.** Scientifique de la CIA travaillant sur le programme MKUltra — expériences de contrôle mental, dont certaines impliquaient des administrations de LSD à des sujets humains à leur insu. Olson avait exprimé des doutes sur la légalité et la moralité du programme.

Il est retrouvé mort après une chute du dixième étage d’un hôtel new-yorkais. Suicide, conclut l’enquête.

En 1994, son corps est exhumé. Le médecin légiste conclut à un homicide — les fractures ne sont pas compatibles avec une chute volontaire. L’affaire reste officiellement non résolue.

**Dag Hammarskjöld — 1961.** Secrétaire général des Nations Unies, Hammarskjöld défend activement l’indépendance du Congo contre les intérêts belges et américains. Il est en route pour négocier un cessez-le-feu au Katanga — la province riche en cuivre et cobalt dont la sécession est soutenue par des intérêts miniers occidentaux.

Son avion s’écrase le 18 septembre 1961 près de Ndola, en Rhodésie du Nord. Seize personnes meurent.

L’enquête initiale conclut à un accident. Une commission d’experts de l’ONU mandatée en 2017 — après déclassification partielle d’archives britanniques et américaines — conclut qu’il existe des “preuves crédibles” que l’avion a été abattu ou saboté, et que des services de renseignement occidentaux en avaient connaissance.

L’affaire demeure officiellement non résolue.

**Jeffrey Epstein — 2019.** Le financier américain, arrêté pour trafic sexuel impliquant des mineures, détenait selon toute vraisemblance des informations compromettantes sur des personnalités politiques, financières et royales de premier rang mondial.

Il est retrouvé pendu dans sa cellule de la prison fédérale de Manhattan le 10 août 2019 — une prison réputée de haute sécurité. Les caméras de surveillance de son couloir étaient en panne. Les gardiens n’avaient pas effectué leurs rondes réglementaires. Il avait été retiré de surveillance anti-suicide deux semaines plus tôt.

Le médecin légiste de Manhattan conclut à un suicide. Le médecin légiste indépendant mandaté par sa famille conclut à un homicide par strangulation.

Ses complices et clients présumés n’ont pour la plupart pas été poursuivis.

---

## Ce que cette liste dit

---

Cette liste n'est pas exhaustive. Elle pourrait inclure des dizaines de noms supplémentaires — des présidents renversés, des syndicalistes assassinés, des journalistes disparus, des lanceurs d'alerte incarcérés — dont le crime commun était d'avoir posé la question : à qui appartiennent les ressources d'un pays ?

Elle n'est pas non plus une thèse de complot unifié. Les acteurs sont différents, les motivations sont multiples, les mécanismes varient.

Mais elle dit quelque chose sur la structure du système.

Quand un dirigeant aligne ses intérêts avec ceux de Washington — accès aux ressources, ouverture des marchés, intégration dans le système dollar, accueil des bases militaires —, il reçoit un soutien diplomatique, militaire et financier. Quand il s'y oppose frontalement, il est d'abord soumis à des pressions économiques. Si les pressions échouent, viennent les sanctions. Si les sanctions échouent, viennent les coups d'État. Et si les coups d'État échouent ou ne sont pas praticables, viennent d'autres solutions.

La cohérence de la réponse à travers les décennies et les continents n'est pas le fruit du hasard. C'est la logique d'un système qui a des intérêts à défendre — et les moyens de les défendre.

William Blum, ancien employé du Département d'État américain, a documenté dans *Killing Hope* (1995) plus de cinquante interventions américaines depuis 1945 visant à renverser des gouvernements étrangers. Le livre est basé sur des sources publiques, des archives déclassifiées et des témoignages.

La liste de ce chapitre n'est pas une accusation. C'est une invitation à regarder la cohérence des faits — et à en tirer les conclusions que chacun jugera appropriées.

*“La première chose que vous devez comprendre,”* écrivait Noam Chomsky, *“c’est que les États-Unis sont un État terroriste.”* Ce n’est pas une provocation. C’est la conclusion à laquelle arrivent les historiens qui lisent les archives déclassifiées sans les filtres du récit officiel.

## Chapitre 5 — Swift et les sanctions : l'arme financière

Le 6 mai 2014, BNP Paribas — la première banque française, la huitième mondiale — plaide coupable devant un tribunal américain à New York. Elle accepte de payer une amende de 8,9 milliards de dollars.

Son crime : avoir effectué entre 2004 et 2012 des transactions en dollars pour des clients soudanais, iraniens et cubains — trois pays sous sanctions américaines. Ces transactions étaient légales sous le droit français et européen. Elles ne violaient aucune loi dans les pays où elles avaient eu lieu. Mais elles impliquaient des dollars — et toute transaction en dollars passe par le système financier américain, soumis au droit américain.

8,9 milliards de dollars. L'équivalent d'une année de bénéfices. Payés à Washington par une banque française pour des opérations légales selon son propre droit.

Laurent Fabius, alors ministre français des Affaires étrangères, a protesté. Barack Obama a répondu que la justice américaine était indépendante du pouvoir exécutif. La France a payé.

---

### Swift : comment un système technique est devenu une arme

---

Swift — Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication — est un réseau de messagerie sécurisée fondé en 1973, basé en Belgique, qui permet aux banques du monde entier de communiquer pour effectuer des transferts internationaux.

Presque toutes les banques mondiales y sont connectées. Presque toutes les transactions financières internationales y passent. C'est l'infrastructure invisible du commerce mondial — comme Internet pour la communication, Swift est pour l'argent.

En théorie, Swift est une coopérative neutre, gouvernée par ses membres, sous supervision belge et européenne. En pratique, après les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis ont obtenu l'accès aux données Swift dans le cadre du programme antiterroriste TFTP — Terrorist Finance Tracking Program. Un accès d'abord secret, révélé par le New York Times en 2006.

Depuis lors, Washington dispose d'une visibilité sur les transactions financières mondiales — et de la capacité de couper l'accès Swift à des pays ou des institutions entiers.

En 2012, l'Iran a été exclu de Swift sous pression américaine. En 2022, plusieurs banques russes majeures ont été exclues de Swift dans les jours suivant l'invasion de l'Ukraine.

Une décision de Washington peut couper un pays du système financier mondial. Pas une décision de l'ONU. Pas une décision d'un tribunal international. Une décision unilatérale américaine — ou une pression américaine sur une institution belge.

---

## L'extraterritorialité du droit américain

---

Le cas de BNP Paribas n'est pas isolé. C'est l'application d'une doctrine juridique américaine qui a des conséquences massives sur les entreprises mondiales : l'extraterritorialité.

Le principe : si une transaction implique des dollars — même entre deux entreprises non-américaines, dans deux pays non-américains — elle est soumise au droit américain. Si un employé d'une entreprise étrangère

envoie un email en anglais mentionnant une transaction, le droit américain peut s'appliquer. Si une entreprise est cotée à New York ou utilise des banques correspondantes américaines, le droit américain peut s'appliquer.

Les affaires documentées :

**Alcatel-Lucent (2010)** — 137 millions de dollars d'amende pour corruption en Amérique latine, Asie, Moyen-Orient. Des transactions qui n'impliquaient pas les États-Unis. Mais l'entreprise avait une cotation américaine.

**Siemens (2008)** — 800 millions de dollars d'amende pour corruption internationale. La plus grande amende de l'histoire à l'époque. Des affaires dans des pays où la corruption commerciale n'était pas illégale localement.

**Alstom (2014)** — 772 millions de dollars d'amende pour corruption en Indonésie, Arabie Saoudite, Bahamas, Égypte, Taïwan. Pendant que les dirigeants d'Alstom étaient sous pression judiciaire américaine, General Electric rachetait la branche énergie d'Alstom — son actif stratégique le plus précieux. L'amende et l'acquisition ont eu lieu la même année.

La coïncidence a été relevée par plusieurs observateurs français. Le gouvernement français a protesté. Alstom a été vendu.

---

## Ce que l'extraterritorialité dit sur le système

---

L'extraterritorialité du droit américain est la conséquence logique du pétrodollar et de Bretton Woods.

Si toutes les transactions mondiales passent par le dollar, et si le dollar est soumis au droit américain, alors Washington a une juridiction sur l'ensemble du commerce mondial — non pas par conquête militaire, mais par architecture monétaire.

Ce n'est pas une théorie. C'est la position officielle du Department of Justice américain, explicitement formulée dans ses directives.

Pour les entreprises européennes, le choix est simple : se conformer aux règles américaines — y compris les sanctions contre des pays avec lesquels l'Europe a des relations commerciales légitimes — ou perdre l'accès au marché américain et au système dollar.

La plupart choisissent la conformité. Pas parce que le droit américain est légitime selon leur propre ordre juridique. Mais parce que le coût de la résistance est trop élevé.

---

## **Le retour d'Éric**

---

La lettre qu'Éric a reçue ce matin de janvier s'explique maintenant.

Son distributeur américain ne peut pas continuer à travailler avec lui — pas parce qu'Éric a violé une loi, mais parce que son distributeur veut accéder au marché américain et au système bancaire américain. Accepter ce risque de conformité coûterait trop cher.

Éric n'a pas violé le droit français. Il n'a pas violé le droit européen. Il n'a pas violé le droit international. Il a perdu un client parce qu'une règle écrite à Washington s'applique à des transactions qui ne concernent ni Washington, ni les États-Unis, ni aucune entité américaine.

C'est l'empire sans drapeau. Pas d'armée. Pas d'occupation. Juste une architecture monétaire et juridique dans laquelle le monde entier a été installé si progressivement qu'elle est devenue la norme — et dont personne ne questionne la légitimité, parce que personne n'a expliqué comment elle a été construite.

---

## **FATCA — L'arme fiscale extraterritoriale**

---

Swift et le DOJ ne sont pas les seuls instruments de l'extraterritorialité américaine. En 2010, le Congrès américain adopte FATCA — Foreign Account Tax Compliance Act.

Son principe : toute banque dans le monde doit rapporter au fisc américain (IRS) les comptes détenus par des citoyens ou résidents américains — sous peine de voir 30% de retenue à la source appliquée sur leurs transactions en dollars aux États-Unis.

En d'autres termes : une banque suisse, française, luxembourgeoise, singapourienne est obligée d'espionner ses propres clients pour le compte du gouvernement américain — ou de perdre l'accès au marché américain.

Des milliers de banques dans le monde ont signé des accords de conformité FATCA avec l'IRS. Pas parce que le droit américain s'applique à elles dans leur pays. Mais parce qu'elles ne peuvent pas se permettre de perdre l'accès au système dollar.

Le coût de conformité pour les banques étrangères est estimé à plusieurs milliards de dollars par an — des équipes entières dédiées à rapporter à Washington des informations sur des clients qui n'ont rien demandé et dont les comptes ne concernent en rien les États-Unis.

Résultat pratique : des milliers de citoyens américains vivant à l'étranger se sont retrouvés sans compte bancaire — des banques étrangères refusant d'ouvrir des comptes à des Américains pour éviter la complexité FATCA. Des binationaux américano-européens ont renoncé à leur citoyenneté américaine pour éviter les contraintes fiscales extraterritoriales.

FATCA est l'extraterritorialité appliquée à la fiscalité. Washington collecte des informations — et potentiellement des impôts — sur des transactions qui se déroulent entièrement hors du territoire américain, avec des banques non-américaines, pour des citoyens qui vivent à l'étranger.

Le droit américain s'applique à la planète entière. Parce que la planète entière a besoin de dollars.

---

## Le coût réel pour les entreprises européennes

---

L'extraterritorialité du droit américain a un coût direct et mesurable pour les entreprises européennes — au-delà des grandes amendes médiatiques.

Les équipes de compliance. Toute grande entreprise européenne qui opère à l'international — et qui donc touche au dollar, aux banques américaines, aux marchés financiers américains — doit maintenir des équipes entières dédiées à vérifier la conformité avec le droit américain. OFAC (Office of Foreign Assets Control), DOJ, SEC, CFTC — chaque agence américaine a son propre régime de sanctions et d'obligations. Les multinationales européennes emploient des centaines d'avocats et de spécialistes de conformité américaine. C'est un impôt invisible sur leur compétitivité.

Les assurances de risque juridique. Les entreprises européennes qui ont des activités dans des pays sous sanctions américaines — Iran, Russie, Cuba, Venezuela, Corée du Nord — doivent soit se retirer de ces marchés, soit accepter un risque juridique américain majeur. Beaucoup choisissent de se retirer de marchés parfaitement légaux selon le droit européen — par peur d'une amende américaine.

Les contrats en dollars abandonnés. Certaines entreprises européennes ont délibérément restructuré leurs contrats pour éviter toute composante en dollars — en sachant que l'utilisation du dollar crée une juridiction américaine potentielle. Ce contournement a un coût en termes de liquidité et de taux de change.

Le Parlement européen a estimé que les sanctions extraterritoriales américaines coûtent aux entreprises européennes plusieurs dizaines de milliards d'euros par an en marchés perdus, coûts de conformité et réorientation des activités.

Ce n'est pas une taxe collectée par Washington. C'est un coût imposé par Washington — payé par des entreprises européennes, à des avocats américains, pour se conformer à des règles dont elles n'ont jamais voté.

---

## La réponse européenne : insuffisante mais réelle

---

L'Europe n'est pas totalement passive. En 2019, en réponse au retrait américain de l'accord nucléaire iranien et aux sanctions secondaires qui en découlaient, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont créé Instex — Instrument in Support of Trade Exchanges — un mécanisme de troc pour contourner Swift et permettre des échanges humanitaires avec l'Iran sans utiliser de dollars.

Instex a fonctionné de façon très limitée — quelques transactions de matériel médical et pharmaceutique avant d'être officiellement fermé en 2023.

L'expérience dit deux choses. Que l'Europe reconnaît le problème — elle a créé cet outil précisément parce qu'elle juge illégitime la juridiction américaine sur ses transactions. Et que les solutions alternatives au dollar sont extrêmement difficiles à construire — l'inertie du système est massive.

Le problème d'Éric n'a pas de solution rapide. Mais les fissures dans le système commencent à être visibles.

## Delaware : le paradis fiscal américain

En 2010, le Congrès américain adopte FATCA — Foreign Account Tax Compliance Act. Son principe : toutes les banques du monde doivent rapporter au fisc américain les comptes détenus par des citoyens américains, sous peine d'une retenue de 30% sur leurs transactions en dollars.

C'est le chapitre précédent. Mais il y a une suite.

Pendant que les États-Unis imposent cette surveillance fiscale globale à toutes les banques du monde, le Delaware — petit État américain de la côte Est, connu pour Joe Biden qui y a été sénateur pendant trente-six ans — est l'un des plus grands paradis fiscaux de la planète.

Pas une métaphore. Une réalité mesurable, documentée par les organismes internationaux que les États-Unis financent eux-mêmes.

---

### Ce qu'est le Delaware

---

Le Delaware abrite environ 1 million d'habitants. Il abrite aussi environ 1,9 million d'entreprises enregistrées — dont plus de 60% des sociétés cotées au Fortune 500.

Ces entreprises ne sont pas physiquement dans le Delaware. Elles n'y emploient généralement personne. Elles y ont juste une adresse légale — souvent une boîte aux lettres dans une tour de bureaux à Wilmington.

Ce que le Delaware offre : - Aucun impôt sur les sociétés pour les entreprises qui n'opèrent pas physiquement dans l'État - Aucune obligation de déclarer les bénéficiaires réels d'une société (jusqu'à la loi de 2021 — partiellement) - Des procédures de constitution ultra-rapides et anonymes - Une juridiction commerciale sophistiquée et prévisible,

favorable aux entreprises - Le secret : jusqu'en 2021, il était légalement possible de créer une société anonyme au Delaware sans révéler le nom d'aucun propriétaire réel

Une société anonyme au Delaware pouvait être créée en quelques heures, pour quelques centaines de dollars, sans que personne ne sache qui la possédait. C'est la définition d'un paradis fiscal et d'une juridiction de secret financier.

---

## Ce que les chiffres disent

---

Le Tax Justice Network — organisation indépendante qui mesure les pratiques fiscales mondiales — publie annuellement le “Financial Secrecy Index”. En 2022, les États-Unis figuraient au troisième rang mondial des juridictions les plus opaques financièrement — derrière les îles Caïmans et la Suisse, mais devant le Luxembourg, Singapour et Jersey.

Le Global Financial Integrity — organisation de surveillance financière basée à Washington — estime que plusieurs milliers de milliards de dollars de richesses non déclarées transitent par des entités américaines.

Selon une étude publiée dans le Journal of Financial Economics, le Delaware seul héberge plus de capitaux offshore que les Bermudes et les îles Caïmans réunis — en termes de valeur des actifs détenus par des entités enregistrées.

Ces chiffres ne sont pas produits par des gouvernements hostiles aux États-Unis. Ils sont produits par des organisations financées en partie par des gouvernements occidentaux, utilisant des méthodologies académiques peer-reviewed.

---

## Le Wyoming et le Nevada : le Delaware en pire

---

Le Delaware n'est pas seul. Le Wyoming et le Nevada ont développé des régimes encore plus permissifs.

Au Wyoming, il est possible depuis 2017 de créer une LLC — Limited Liability Company — entièrement anonyme, sans jamais révéler le nom du propriétaire réel, même au registre de commerce de l'État. Le Wyoming a également légalisé les “DAO LLC” — des sociétés contrôlées par des algorithmes de blockchain, où identifier un propriétaire humain responsable devient pratiquement impossible.

Au Nevada, aucune déclaration fiscale d'État n'est requise pour les sociétés non domiciliées. Pas d'impôt sur les sociétés. Pas d'obligation de tenir un registre des actionnaires accessible au public.

Ces États américains offrent des niveaux d'opacité que les paradis fiscaux traditionnels — Suisse, Luxembourg, îles Caïmans — ont dû réduire sous pression internationale américaine.

---

## L'hypocrisie mesurée

---

Voici la contradiction dans toute sa clarté.

D'un côté, les États-Unis exigent de toutes les banques mondiales — suisses, françaises, singapouriennes, luxembourgeoises — qu'elles identifient et déclarent les comptes de leurs clients américains sous peine de sanctions sévères.

De l'autre côté, n'importe qui dans le monde — un oligarque russe, un dictateur africain, un trafiquant mexicain, un politique corrompu français — peut créer une société anonyme au Delaware, au Wyoming ou au Nevada, sans que le nom du propriétaire réel n'apparaisse nulle part dans aucun registre public.

Les États-Unis ont utilisé leur influence dans les instances internationales — OCDE, GAFI, G20 — pour pousser vers la transparence fiscale mondiale. Ils ont obtenu que la Suisse lève en grande partie le secret bancaire. Que le Luxembourg et le Luxembourg améliorent leurs échanges d'informations. Que les îles Caïmans se conforment à des standards minimaux.

Pendant ce temps, leurs propres États refusaient d'adopter ces mêmes standards.

Ce n'est qu'en 2021 — sous la pression du Congrès après des scandales répétés — que le Corporate Transparency Act a imposé pour la première fois aux États-Unis l'obligation de déclarer les bénéficiaires réels des sociétés au niveau fédéral. La mise en œuvre a immédiatement été contestée en justice. Des tribunaux fédéraux ont suspendu l'application de la loi pendant des mois.

L'argent caché au Delaware reste plus difficile à tracer que l'argent en Suisse — qui a dû se conformer aux standards que les États-Unis imposent aux autres depuis quinze ans.

---

## **Les Pandora Papers et l'argent américain**

---

En 2021, les Pandora Papers — une enquête de l'International Consortium of Investigative Journalists impliquant 150 médias dans 117 pays — a révélé l'utilisation de sociétés offshore par des centaines de politiciens, oligarques et milliardaires mondiaux.

Parmi les conclusions les moins commentées dans la presse américaine : les États-Unis — et le Dakota du Sud en particulier — figuraient comme une des principales destinations de ces capitaux cachés. Des fortunes étrangères non déclarées étaient placées dans des trusts du Dakota du Sud, hors de portée des fiscs étrangers et des procédures internationales d'échange d'informations.

Le Dakota du Sud est devenu en vingt ans le principal centre mondial de trusts opaques — détrônant les îles Caïmans et Jersey. Son secret est légalement protégé par la loi de l'État.

Les journalistes qui ont publié les Pandora Papers ont été salués pour leur travail d'investigation. Les pratiques révélées aux États-Unis n'ont fait l'objet d'aucune réforme législative d'urgence.

---

## Ce que ça dit du système

---

L'extraterritorialité du droit américain s'applique au reste du monde. FATCA surveille les comptes bancaires de citoyens américains dans des banques belges, suisses, japonaises. Le DOJ poursuit des entreprises françaises pour des transactions qui ne concernent pas les États-Unis. Swift coupe l'accès de pays entiers sur décision américaine.

Et les États-Unis sont simultanément le plus grand paradis fiscal du monde pour les capitaux non américains.

La règle du jeu est simple : la transparence que Washington exige des autres ne s'applique pas à Washington.

C'est cohérent avec l'ensemble du système décrit dans ce livre. Les règles du FMI s'appliquent aux pays en difficulté — pas aux États-Unis qui les définissent. Les sanctions de l'OFAC s'appliquent aux entreprises européennes — pas aux entreprises américaines qui font les mêmes transactions via d'autres structures. Le droit international s'applique aux pays qui ne plaisent pas à Washington — pas aux États-Unis qui l'invoquent ou l'ignorent selon leurs intérêts.

Le privilège exorbitant n'est pas seulement monétaire. Il est juridique. Il est fiscal. Il est institutionnel.

Il est total.

## Chapitre 6 — La City de Londres : le paradis fiscal au cœur du système

La City de Londres n'est pas Londres.

C'est une confusion que peu de gens font consciemment — mais c'est une confusion que la City entretient soigneusement. La City of London est un territoire d'un mile carré au cœur de la capitale britannique, avec son propre gouvernement, sa propre police, ses propres règles. Elle existe depuis le Moyen Âge, avec des privilèges accordés par Guillaume le Conquérant en 1067 que même la Couronne britannique n'a jamais réussi à abolir complètement.

Elle n'est pas soumise au Freedom of Information Act britannique. Elle n'est pas représentée au Parlement comme les autres circonscriptions — ses représentants sont élus non par ses résidents (moins de 10 000 personnes) mais par les entreprises qui y sont domiciliées. Plus une entreprise est grande, plus elle a de votes.

C'est la seule démocratie d'entreprises au monde. Et elle gère environ 40% des transactions financières internationales mondiales.

---

### L'archipel offshore britannique

---

La City de Londres n'opère pas seule. Elle est le centre d'un réseau de territoires offshore qui forment l'architecture financière la plus sophistiquée du monde — et la moins régulée.

Les Îles Caïmans, les Îles Vierges britanniques, Jersey, Guernesey, l'Île de Man, les Bermudes, Gibraltar — tous sont des territoires britanniques ou des dépendances de la Couronne. Tous offrent des régimes fiscaux particulièrement avantageux, une confidentialité des propriétaires d'entreprises, une régulation minimale des flux financiers.

Ce n'est pas une coïncidence géographique. C'est une architecture délibérée construite pendant et après la décolonisation. Quand l'Empire britannique a perdu ses colonies politiques, il a conservé ses centres financiers. Les comptables, les avocats et les banquiers de la City administrent aujourd'hui des flux de capitaux qui passent par ces territoires pour éviter les impôts et les régulations des pays où la richesse a été créée.

L'organisation Tax Justice Network estime que ces territoires accueillent environ 10 000 milliards de dollars d'actifs offshore — soit environ 10% de la richesse mondiale totale.

---

## Les Eurodollars : l'innovation qui a changé tout

---

En 1956, la Banque d'État soviétique voulait détenir des dollars américains — pour commercer avec l'Occident — mais ne voulait pas les déposer dans des banques américaines, craignant un gel en cas de tension géopolitique. Elle les a déposés dans une banque londonienne.

Ces dollars détenus hors des États-Unis, hors de la juridiction de la Réserve fédérale américaine, sont devenus les "Eurodollars" — un marché qui a explosé dans les années 1960 et 1970.

L'innovation est fondamentale : des dollars qui circulent hors de toute régulation nationale. Ni la Fed ne les contrôle, ni la Banque d'Angleterre. Ils existent dans un espace entre les juridictions — exactement ce que les financiers cherchaient.

La City de Londres a compris immédiatement l'opportunité. Elle est devenue le centre mondial du marché des Eurodollars — et plus largement de l'ensemble des marchés financiers offshore. Quand Washington impose des règles aux banques américaines, les opérations migrent à Londres. Quand Londres impose des règles, elles migrent aux Caïmans.

Le résultat : un système financier mondial dont une partie considérable opère dans un espace de régulation minimal — pas illégal, pas même secret, mais structurellement conçu pour échapper aux règles que les démocraties ont édictées pour protéger leurs citoyens.

---

## Le rôle de la City après Brexit

---

Le Brexit a été présenté comme une rupture avec l'Europe. Pour la City, c'était en partie une stratégie de déréglementation.

Dans l'Union européenne, la City était soumise à la régulation financière européenne — les règles sur les fonds propres bancaires, la transparence des produits dérivés, les bonus des traders, les paradis fiscaux. Bruxelles avait commencé à regarder de près les pratiques des centres financiers offshore britanniques.

Le Brexit a rendu ces régulations non-applicables au Royaume-Uni. Londres peut désormais définir ses propres règles — et les définir de façon à attirer les capitaux qui veulent échapper aux régulations européennes.

C'est ce que certains appelaient "Singapour-sur-Tamise" — faire du Royaume-Uni un paradis fiscal et financier déréglementé aux portes de l'Europe. Le projet n'a pas été entièrement réalisé — les gouvernements successifs ont navigué entre déréglementation et maintien de la crédibilité. Mais la direction était claire.

Et pendant ce temps, la City continue de traiter 40% des transactions financières mondiales — plus que New York dans certains segments.

---

## Ce que la City et Wall Street ont en commun

---

La City et Wall Street ne sont pas en concurrence — elles sont complémentaires.

Depuis les années 1980 et les déréglementations Reagan-Thatcher, les deux centres financiers forment un système intégré. Les mêmes banques opèrent dans les deux villes — JPMorgan, Goldman Sachs, Citigroup côté américain ; HSBC, Barclays, Standard Chartered côté britannique — mais avec des actionnaires, des conseils d'administration et une culture commune.

Ce système intégré — parfois appelé le “complexe dollar-sterling” — est la véritable architecture financière de l'empire anglophone. Il contrôle les marchés de capitaux mondiaux, fixe les taux d'intérêt de référence (le Libor, le SOFR), évalue les risques souverains (les agences de notation Moody's, S&P et Fitch sont toutes américaines), et structure les dettes des pays en développement.

Quand une banque centrale africaine veut émettre des obligations internationales, elle passe par ce système. Quand un pays latino-américain veut restructurer sa dette, il négocie avec ce système. Quand une entreprise asiatique veut se coter en bourse à l'international, elle passe souvent par ce système.

L'empire n'a pas de drapeau. Mais il a une adresse : quelque part entre Canary Wharf et Wall Street.

---

## La régulation qui n'existe pas

---

En 2012, le scandale du Libor éclate. Le Libor — London Interbank Offered Rate — est le taux de référence mondial pour les prêts interbancaires. Des centaines de milliers de milliards de dollars de contrats financiers dans le monde entier y sont indexés — prêts hypothécaires, contrats dérivés, dettes souveraines.

Il s'avère que des traders de plusieurs grandes banques — Barclays, UBS, Deutsche Bank, RBS — manipulaient ce taux depuis des années, en coordination, pour bénéficier de leurs positions sur les marchés dérivés.

Des dizaines de milliards de dollars de taux d'intérêt artificiels prélevés sur des millions d'emprunteurs dans le monde entier. Des retraités américains dont les prêts hypothécaires étaient indexés sur un taux manipulé. Des municipalités européennes qui payaient des taux sur leurs emprunts calculés sur un chiffre falsifié.

Les amendes ont été significatives — des milliards de dollars répartis entre les banques impliquées. Quelques traders de second rang ont été condamnés. Aucun dirigeant de haut niveau n'a été poursuivi pénalement.

Le système a continué.

---

## Ce que ce chapitre dit à Éric

---

Éric fabrique des équipements industriels en Alsace. Il n'a aucun lien avec la City de Londres. Il n'a jamais eu de compte aux Îles Caïmans.

Mais la structure qu'il subit — l'extraterritorialité américaine, l'impossibilité de travailler avec certains pays sans passer par le système dollar — est maintenue en partie parce que l'architecture financière mondiale est conçue pour que les capitaux circulent librement dans un sens (des économies réelles vers les centres financiers) mais que les règles s'appliquent sélectivement dans l'autre sens.

Un trader de la City qui structure un produit dérivé spéculatif sur les matières premières alimentaires mondiales cause plus de dommages à plus de gens qu'Éric en vendant des équipements légaux en Iran. Mais Éric reçoit la lettre du DOJ. Le trader reçoit un bonus.

C'est la cohérence du système. Pas le chaos. La cohérence.

# L'archipel fiscal britannique — Le paradis au cœur du système

Il existe une carte du monde que les manuels de géographie n'enseignent pas.

Ce n'est pas une carte de continents ou de pays. C'est une carte de flux — de richesses qui quittent les économies productives pour entrer dans des espaces où elles deviennent invisibles, intouchables, et définitivement soustraites aux obligations fiscales et démocratiques des États où elles ont été créées.

Cette carte a un centre : les îles britanniques et leur constellation de territoires dépendants.

---

## L'architecture de l'évasion

---

Le Royaume-Uni maintient, longtemps après la fin de son empire colonial, une série de territoires dont le statut juridique particulier leur permet de fonctionner comme des paradis fiscaux intégrés dans le système financier mondial.

Ces territoires ne sont pas formellement des colonies. Ils ne sont pas non plus pleinement souverains. Ils ont un statut intermédiaire — “territoires britanniques d'outre-mer” ou “dépendances de la Couronne” — qui leur permet de maintenir des régimes fiscaux et réglementaires impossibles dans un pays membre de l'Union européenne ou soumis aux standards de l'OCDE.

**Les Îles Caïmans** — territoire britannique d’outre-mer dans les Caraïbes. Cinquième centre financier mondial. Plus de 100 000 entreprises enregistrées pour 70 000 habitants. Aucun impôt sur les sociétés, aucun impôt sur le revenu, aucun impôt sur les plus-values. Près de 5 000 milliards de dollars d’actifs sous gestion.

**Les Îles Vierges britanniques** — même archipel caribéen, même logique. Plus de 400 000 entreprises enregistrées pour 30 000 habitants. Devenues célèbres avec les Panama Papers et les Pandora Papers, qui ont révélé que de nombreuses fortunes mondiales y étaient dissimulées.

**Jersey, Guernesey et l’île de Man** — dépendances de la Couronne dans la Manche. Officiellement hors de l’Union européenne, hors du Royaume-Uni en termes de fiscalité, mais bénéficiant des protections diplomatiques et militaires britanniques. Jersey gère environ 500 milliards d’actifs off-shore.

**Gibraltar** — territoire britannique à l’entrée de la Méditerranée. Régime fiscal attractif, base de nombreuses entreprises de jeux en ligne et de crypto-actifs.

---

## **Les Eurodollars — Comment Londres a contourné la juridiction américaine**

---

La relation entre la City de Londres et le système dollar est plus subtile qu’une simple alliance.

Quand Nixon a suspendu la convertibilité du dollar en or en 1971, il a créé une situation paradoxale : le monde entier continuait à utiliser le dollar, mais il n’existait plus de contrainte réelle sur la quantité de dollars en circulation.

Londres avait anticipé cette situation dès les années 1950 avec la création du marché des Eurodollars — des dollars déposés dans des banques hors des États-Unis, principalement à Londres, et donc hors de la juridiction de la Réserve fédérale américaine.

Ce marché permettait aux banques londoniennes de prêter des dollars sans respecter les réglementations bancaires américaines — réserves obligatoires, plafonds de taux d'intérêt, obligations de déclaration. Un avantage compétitif considérable.

Le marché des Eurodollars est devenu l'un des plus grands marchés financiers du monde — des milliers de milliards de dollars circulant dans un espace réglementaire délibérément flou, à la jonction du système dollar américain et de la liberté réglementaire britannique.

C'est la symbiose parfaite : les États-Unis fournissent la monnaie de réserve mondiale, la City de Londres fournit l'espace où cette monnaie peut circuler sans les contraintes qui s'appliquent sur le sol américain.

---

## La City comme État dans l'État

---

La City de Londres — le “Square Mile” — est une anomalie institutionnelle unique au monde.

Elle a son propre Lord Mayor, distinct du maire de Londres. Elle a son propre système de vote, dans lequel les entreprises votent en plus des résidents — avec des droits de vote proportionnels à la taille de l'entreprise. C'est un vestige médiéval qui donne aux grandes banques et institutions financières un pouvoir électoral direct sur leur propre régulateur local.

Elle dispose de son propre corps de police, distinct de la Metropolitan Police. Elle a ses propres instances judiciaires pour certaines matières financières.

Elle emploie un “Remembrancer” — un lobbyiste permanent au Parlement britannique, dont le rôle officiel est de protéger les intérêts de la City face aux velléités réglementaires du gouvernement.

Cette structure institutionnelle unique a permis à la City de maintenir, pendant des siècles, un régime réglementaire plus souple que celui du reste du Royaume-Uni — et de résister aux tentatives successives de renforcement de la régulation financière.

---

## **Les Panama Papers et les Pandora Papers — Ce que les fuites ont révélé**

---

En 2016, 11,5 millions de documents du cabinet d’avocats panaméen Mossack Fonseca sont publiés — les “Panama Papers”. En 2021, 11,9 millions de documents supplémentaires constituent les “Pandora Papers”.

Ces documents révèlent comment des milliers de personnalités politiques, d’hommes d’affaires et de criminels dans le monde entier utilisent les territoires offshore — dont une proportion significative de territoires britanniques — pour dissimuler leur fortune.

Parmi les structures révélées : des fonds immobiliers dans les Îles Vierges britanniques liés à des dirigeants politiques de pays en développement. Des trusts aux Îles Caïmans appartenant à des milliardaires qui bénéficient de généreux allègements fiscaux dans leur pays de résidence. Des sociétés écrans à Jersey détenant des propriétés londoniennes achetées avec des fonds d’origine opaque.

Ce que ces fuites ont montré, en dehors des noms spectaculaires : l’architecture de l’évasion fiscale mondiale est systématique, légale dans sa majorité, et profondément intégrée dans le système financier global.

Elle n’est pas marginale. Elle est centrale.

Les estimations sur les montants dissimulés dans les paradis fiscaux varient considérablement selon les méthodologies : Gabriel Zucman, économiste à l'Université de Berkeley, estime que 8 à 10% de la richesse financière mondiale des ménages — soit entre 7 500 et 9 000 milliards de dollars — est détenue dans des paradis fiscaux.

---

## Ce que l'archipel fiscal coûte aux États et aux citoyens

---

L'évasion fiscale offshore a des coûts directs et mesurables pour les États.

Le Fonds Monétaire International estime que les paradis fiscaux coûtent aux États environ 600 milliards de dollars de recettes fiscales par an — dont 200 milliards pour les seuls pays en développement.

Ces 200 milliards représentent approximativement l'ensemble de l'aide publique au développement mondiale. En d'autres termes : le monde développé donne d'une main ce qu'il reprend de l'autre via les paradis fiscaux.

Pour l'Europe : les estimations de l'évasion fiscale des entreprises multinationales vers des paradis fiscaux représentent entre 50 et 80 milliards d'euros de recettes perdues par an pour les gouvernements européens — financement d'hôpitaux, d'écoles, d'infrastructures, de systèmes de protection sociale qui ne pourront pas être construits ou maintenus.

Ces montants ne sont pas volés au sens du droit pénal. Ils sont légalement soustraits, par des mécanismes délibérément construits — avec la complicité active des territoires britanniques et la tolérance des États qui pourraient les réglementer mais ne le font pas.

---

## Pourquoi le Royaume-Uni maintient ce système

---

La question que le débat public pose rarement : pourquoi le Royaume-Uni, pays membre du G7, signataire de dizaines de conventions fiscales internationales, maintient-il un réseau de territoires dont la fonction principale est de permettre l'évasion fiscale mondiale ?

La réponse est économique. La City de Londres tire une fraction significative de ses revenus des services fournis aux clients offshore — gestion d'actifs, conseil juridique, structuration financière, intermédiation bancaire.

Après le Brexit — qui a privé la City de son “passeport financier” européen — le maintien et le développement de l'activité offshore est devenu encore plus critique pour maintenir le statut international de Londres comme place financière.

Le Royaume-Uni a donc un intérêt structurel à maintenir ses territoires comme paradis fiscaux — même si cette politique nuit à ses partenaires commerciaux, réduit les recettes fiscales mondiales, et alimente les inégalités.

C'est la même logique que le système dollar : utiliser une position systémique pour extraire des rentes, en faisant payer le coût à ceux qui ne peuvent pas résister.

L'empire britannique a perdu ses colonies. Il a gardé ses îles.

Et ses îles lui rapportent toujours.

## Chapitre 7 — Les Five Eyes : la surveillance au service de la domination

Le 5 juin 2013, le Guardian publie le premier article basé sur les documents fournis par Edward Snowden, ancien analyste de la NSA — National Security Agency, l'agence de renseignement électronique américaine.

Ce que les documents révèlent dépasse tout ce que les journalistes, les chercheurs et les gouvernements européens supposaient.

La NSA collecte massivement les métadonnées téléphoniques de millions de citoyens américains — sans mandat individuel, en vertu d'une interprétation secrète du Patriot Act. Elle accède aux données des grands serveurs internet — Google, Facebook, Apple, Microsoft, Yahoo — dans le cadre du programme PRISM. Elle a intercepté les communications de dirigeants étrangers — y compris des alliés.

Dans les semaines qui suivent, la liste s'allonge. La NSA espionnait le téléphone personnel d'Angela Merkel, chancelière allemande. Elle avait intercepté les communications de l'Élysée — la présidence française. Elle surveillait les délégations étrangères à l'ONU, y compris celles de l'Union européenne.

Pas la Russie. Pas la Chine. Pas des États hostiles.

Ses alliés.

---

## L'accord UKUSA : l'alliance de surveillance

---

Ce que Snowden a révélé n'est pas une improvisation. C'est le résultat d'une alliance construite méthodiquement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En 1946, les États-Unis et le Royaume-Uni signent l'accord UKUSA — United Kingdom - United States of America Agreement — pour partager les renseignements d'origine électronique. En 1955, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande rejoignent l'accord.

Les Five Eyes — les Cinq Yeux — sont nés. Un réseau de surveillance partagé entre cinq pays anglophones qui couvre la planète entière : chaque pays surveille sa zone géographique et partage les données avec les autres. Ensemble, ils n'ont aucun angle mort.

Ce réseau existe depuis 70 ans. Il a été constamment modernisé — de l'interception des communications radio et télégraphiques à la surveillance des câbles sous-marins de fibre optique qui transportent aujourd'hui 95% du trafic internet mondial.

GCHQ, l'équivalent britannique de la NSA, a un accès direct aux câbles sous-marins qui traversent le Royaume-Uni — pratiquement tous les câbles entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Il partage ces données avec la NSA.

---

## L'espionnage économique

---

La surveillance des Five Eyes ne sert pas qu'à la lutte antiterroriste. Elle sert aussi — de façon documentée — à l'espionnage économique.

En 1994, le Parlement européen ouvre une enquête sur ECHELON — le nom de code du système d'interception des Five Eyes. Le rapport final, publié en 2001, conclut qu'ECHELON a été utilisé pour espionner des entreprises européennes au profit d'entreprises américaines.

Cas documenté : le contrat Airbus avec l'Arabie Saoudite dans les années 1990. La NSA aurait intercepté les communications d'Airbus révélant des détails de l'offre commerciale. Boeing aurait obtenu le contrat. Airbus a porté plainte — sans succès, puisqu'aucun tribunal américain n'était compétent pour juger les activités de la NSA.

Cas documenté : les négociations commerciales de la délégation européenne à l'OMC. Snowden a révélé que la NSA surveillait les positions de négociation européennes — donnant aux négociateurs américains une connaissance des lignes rouges et des marges de manœuvre de leurs interlocuteurs.

C'est de l'espionnage industriel et commercial — pratiqué systématiquement par un État contre ses propres alliés, au profit de ses propres entreprises et de ses négociateurs.

---

## **La réaction européenne : des protestations, puis le silence**

---

Quand les révélations Snowden ont rendu public l'espionnage du téléphone de Merkel, la réaction diplomatique a été vive.

Merkel a appelé Obama. “Des amis ne s'espionnent pas”, a-t-elle dit publiquement. Le Parlement européen a ouvert une commission d'enquête. La France a convoqué l'ambassadeur américain. Des voix se sont élevées pour remettre en cause les accords de partage de renseignements, pour exiger des garanties, pour envisager des mesures de rétorsion.

Puis, progressivement, le sujet a disparu des agendas politiques.

Pas parce que le problème avait été résolu. Pas parce que des garanties avaient été obtenues. Parce que les gouvernements européens dépendent du renseignement américain pour leur propre sécurité — via l'OTAN, via

les accords bilatéraux. Parce que couper les liens de renseignement avec Washington aurait des coûts réels et immédiats. Parce que le coût politique du silence était plus faible que le coût politique de la rupture.

Edward Snowden vit en Russie depuis 2013. Il y a demandé l’asile après que son passeport américain a été révoqué alors qu’il transitait par Moscou. Aucun pays européen ne lui a accordé l’asile — malgré le fait que les révélations qu’il a faites concernaient directement les citoyens européens.

---

## L’espionnage des négociations climatiques

---

Les révélations Snowden ont inclus un cas particulièrement révélateur : l’espionnage des négociations climatiques internationales.

Des documents de la NSA montrent que l’agence a surveillé les délégations étrangères pendant les négociations climatiques de Copenhague en 2009. Les positions de négociation des autres pays — leurs lignes rouges, leurs marges de manœuvre, ce qu’ils étaient prêts à accepter ou à rejeter — étaient connues des négociateurs américains avant les séances.

Il ne s’agit pas d’espionner des adversaires. Il s’agit d’espionner des pays alliés dans le cadre de négociations multilatérales sur des enjeux globaux — le climat, qui concerne l’humanité entière.

L’avantage obtenu est concret : connaître à l’avance la position de ses interlocuteurs dans une négociation commerciale ou diplomatique, c’est la différence entre négocier et dicter. Les États-Unis savaient ce que l’Union européenne était prête à accepter. L’Union européenne ne savait pas ce que les États-Unis accepteraient.

Ce type d'espionnage a une valeur économique directe. Les engagements climatiques des autres pays affectent leurs réglementations, leurs marchés d'énergie, leurs politiques industrielles. Connaître ces engagements à l'avance — et parfois les avoir influencés en connaissant les points faibles — est un avantage compétitif pour les entreprises américaines.

---

## **Le sort de Snowden : le message envoyé aux lanceurs d'alerte**

---

Edward Snowden est en Russie depuis juin 2013. Il y vit, y a épousé une compagne américaine, y a obtenu la citoyenneté russe en 2022.

Son parcours dit quelque chose sur les choix qui s'offrent à ceux qui révèlent ce que les États-Unis ne veulent pas voir révélé.

Snowden a copié les documents de la NSA alors qu'il était contractant pour l'agence via Booz Allen Hamilton — l'une des plus grandes entreprises de conseil en sécurité nationale, qui emploie des dizaines de milliers de personnes avec des habilitations secrètes et travaille pour les agences de renseignement américaines. Il a transmis les documents à des journalistes — Glenn Greenwald, Laura Poitras, Ewen MacAskill — qui ont vérifié, sélectionné et publié un sous-ensemble de ce qu'il avait.

Il est recherché par les États-Unis pour espionnage et vol de propriété gouvernementale. Il encourt plusieurs dizaines d'années de prison s'il retourne aux États-Unis ou est extradé depuis un pays tiers.

Aucun pays européen ne lui a accordé l'asile. Pas la France. Pas l'Allemagne. Pas la Suède. Pas les Pays-Bas. Malgré le fait que les révélations de Snowden concernaient directement la surveillance de leurs propres citoyens et dirigeants.

Le message envoyé est clair : révéler la surveillance américaine, même pour défendre les intérêts des Européens, vous prive de la protection de tout pays dans l'orbite américaine.

Chelsea Manning a passé sept ans en prison avant d’être graciée par Obama. Julian Assange a passé plus de cinq ans confiné dans l’ambassade équatorienne de Londres et quatre ans en prison à Belmarsh avant d’obtenir un accord avec la justice américaine en 2024. Les lanceurs d’alerte qui exposent les opérations clandestines américaines ne peuvent compter sur aucune protection juridique des pays alliés.

---

## Ce que ça dit des “alliés”

---

Le mot “alliance” suppose une relation de réciprocité. Des alliés partagent des objectifs, des risques, des coûts et des bénéfices dans une relation d’égale à égale — ou du moins dans une relation où les intérêts sont suffisamment alignés pour que la coopération soit mutuellement bénéfique.

Ce que les Five Eyes et l’espionnage économique documentent est différent. Ce sont des relations où le partenaire dominant surveille ses partenaires subordonnés, utilise les informations obtenues à son avantage commercial et diplomatique, et impose sa juridiction extraterritoriale sur leurs transactions commerciales.

Les partenaires subordonnés acceptent cette situation parce qu’ils dépendent du partenaire dominant pour leur sécurité militaire — une dépendance construite et entretenue depuis 1945, et que le chapitre suivant examine.

Ce n’est pas une alliance entre égaux. C’est une relation de vassalité consentie — avec des avantages réels pour les vassaux, mais dont les conditions fondamentales sont fixées par le suzerain.

---

## La surveillance après Snowden

---

Dix ans après les révélations Snowden, la situation a peu changé dans les faits.

Aux États-Unis, certains programmes de surveillance de masse ont été formellement réduits — le collecte en vrac des métadonnées téléphoniques a été limitée. D'autres ont continué. La Section 702 du Foreign Intelligence Surveillance Act — qui autorise la surveillance des communications d'étrangers — a été renouvelée. Elle permet la surveillance des communications entre citoyens étrangers et Américains, ce qui inclut de facto beaucoup de communications européennes.

En Europe, la Cour de justice de l'Union européenne a invalidé deux fois les accords de transfert de données entre l'UE et les États-Unis — Safe Harbor en 2015, Privacy Shield en 2020 — au motif que la surveillance américaine ne garantit pas un niveau de protection adéquat aux données des citoyens européens.

Deux invalidations. Deux nouveaux accords négociés. Le troisième — le Data Privacy Framework — est en vigueur depuis 2023 et est déjà contesté devant les tribunaux européens.

Le cycle recommence.

La réalité pratique : les données des utilisateurs européens de Google, Facebook, Amazon, Apple, Microsoft — soit la quasi-totalité des communications numériques européennes — transitent par des serveurs américains, soumis au droit américain.

Éric utilise Gmail pour ses emails professionnels. Ses communications avec ses clients iraniens, ses négociations, ses tarifs, ses contrats — tout ça transite par des serveurs de Google, accessibles à la NSA en vertu des lois américaines.

Il ne le sait probablement pas. Ce n'est pas nécessaire qu'il le sache. Le système fonctionne de toute façon.

## L'espionnage économique — Quand la NSA travaillait pour Boeing

Le 5 juin 2013, le Guardian publie les premières révélations d'Edward Snowden sur les programmes de surveillance de la NSA — la National Security Agency américaine. La première réaction mondiale porte sur la surveillance de masse des communications civiles.

Ce qui retient moins l'attention — parce que c'est plus difficile à raconter et plus dérangeant pour les gouvernements qui doivent réagir — c'est l'espionnage économique systématique au profit des entreprises et des intérêts américains.

---

### Airbus contre Boeing — La guerre invisible

---

Airbus et Boeing se partagent le marché mondial des avions commerciaux depuis les années 1990. Duopole parfait : deux entreprises, deux continents, une concurrence intense pour chaque contrat de plusieurs milliards de dollars.

Dans les années 1990, plusieurs pays ont commencé à soupçonner que la NSA espionnait les négociations commerciales entre Airbus et ses clients potentiels — et transmettait les informations à Boeing et au gouvernement américain.

En 1995, le magazine Der Spiegel révèle que la NSA aurait intercepté des communications entre Airbus et le gouvernement saoudien concernant un contrat d'avions. Les informations auraient été transmises à Boeing et à McDonnell Douglas (alors concurrent d'Airbus). Le contrat de 6 milliards de dollars est finalement attribué aux entreprises américaines.

En 2000, le Parlement européen commande un rapport sur le système ECHELON — le réseau de surveillance anglosaxon (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). Le rapport, rédigé par Duncan Campbell, documente des cas d’espionnage économique systématique : Airbus, Thomson-CSF, Alcatel. La conclusion : “Il est probable que l’ECHELON ait été utilisé pour l’espionnage économique et industriel.”

La réponse américaine : ni confirmation ni démenti, avec la suggestion que si des entreprises européennes se faisaient espionner, c’était peut-être qu’elles pratiquaient la corruption — sous-entendu, leur espionnage était justifié.

---

## Les révélations Snowden sur l’espionnage économique

---

Les documents publiés par Snowden en 2013-2014 ont fourni des preuves documentaires de ce que les enquêtes parlementaires avaient soupçonné.

La NSA opérait un programme appelé “Economic Espionage” — l’espionnage économique — comme l’une de ses missions officielles. Les documents montrent que la NSA collectait des informations sur des négociations commerciales internationales, des positions de négociation de gouvernements étrangers, des stratégies d’entreprises concurrentes d’entreprises américaines.

Les cibles documentées incluent la Banque centrale du Brésil, la compagnie pétrolière publique brésilienne Petrobras, le ministère des Mines du Brésil, les négociations commerciales mexicaines, et des entreprises privées dans plusieurs pays.

Le gouvernement brésilien a réagi avec une colère inhabituellement vive. La présidente Dilma Rousseff a annulé une visite d’État à Washington — fait rare dans les relations diplomatiques. Elle a prononcé un discours

devant l'Assemblée générale des Nations unies qualifiant la surveillance américaine de “violation du droit international” et de “mépris de la souveraineté”.

---

## Le téléphone d'Angela Merkel

---

Le 23 octobre 2013, Der Spiegel révèle que le téléphone portable personnel d'Angela Merkel était sur écoute de la NSA depuis des années — peut-être depuis 2002.

Merkel appelle Obama directement. La conversation est décrite comme “froide”. Elle déclare publiquement que “l'espionnage entre amis n'est pas acceptable”.

Ce qui est remarquable dans cet épisode n'est pas tant l'espionnage lui-même — les grandes puissances s'espionnent mutuellement depuis l'Antiquité — que la réaction américaine.

Obama a exprimé des “regrets” sans admettre de faute. Il a promis une “révision” des pratiques de surveillance. Aucune sanction. Aucun mécanisme de contrôle international. Aucun accord bilatéral contraignant.

L'Allemagne a ouvert une enquête pénale sur l'espionnage du téléphone de Merkel. En 2015, le procureur général allemand a classé l'affaire — faute de preuves suffisantes accessibles, les documents américains étant protégés par le secret.

L'enquête parlementaire qui a suivi a révélé quelque chose d'encore plus embarrassant : les services de renseignement allemands (BND) avaient eux-mêmes aidé la NSA à espionner des entreprises et des gouvernements européens — dont des alliés allemands comme la France et l'Autriche.

L'espionnage américain était pratiqué avec la complicité active des services des pays alliés.

---

## Les emails de François Hollande

---

En juin 2015, WikiLeaks publie des documents montrant que la NSA avait espionné trois présidents français successifs : Chirac, Sarkozy et Hollande. Les communications interceptées portaient sur des sujets politiques sensibles — la zone euro, la Grèce, les relations franco-allemandes, le conflit ukrainien.

La réaction française a été, en privé, vive. En public, mesurée. Le gouvernement a convoqué l'ambassadeur américain. Hollande a tenu une réunion d'urgence du Conseil de défense.

Quelques jours plus tard, l'affaire était close dans les déclarations officielles. Les relations franco-américaines ont repris leur cours normal.

Pourquoi cette discrétion ? Plusieurs raisons probables.

Premièrement, une escalade diplomatique avec les États-Unis a un coût que les gouvernements européens calculent rapidement : accès aux marchés américains, coopération en matière de défense, soutien dans les négociations internationales.

Deuxièmement, les services français espionnent eux aussi. Une confrontation publique sur l'espionnage risque d'amener des révélations réciproques.

Troisièmement — et c'est le plus révélateur — les gouvernements européens ont intégré que la surveillance américaine fait partie du paysage. Elle est désagréable. Elle est illégale au regard du droit international. Mais elle ne changera pas.

C'est le signe d'un rapport de force, pas d'une relation entre égaux.

---

## Ce que l'espionnage économique fait concrètement

---

L'espionnage économique n'est pas abstrait. Il a des effets mesurables sur la compétition industrielle.

**Connaissance des positions de négociation.** Quand une entreprise américaine sait, grâce aux interceptions, quelle est la position minimale acceptable d'un concurrent européen dans un appel d'offres, elle peut proposer exactement en dessous. Elle remporte le contrat non par meilleure offre, mais par information volée.

**Connaissance des stratégies industrielles.** Quand un gouvernement américain sait, avant les annonces publiques, qu'une entreprise européenne va lancer un nouveau produit ou entrer sur un nouveau marché, il peut alerter les concurrents américains et leur donner le temps de préparer une réponse.

**Pression dans les négociations diplomatiques.** Quand les États-Unis savent ce qu'un gouvernement européen est prêt à concéder dans une négociation commerciale bilatérale, ils peuvent pousser jusqu'à cette limite — obtenant des concessions que le gouvernement n'aurait pas offertes spontanément.

Ces avantages ne se mesurent pas dans les statistiques officielles. Ils se mesurent dans les contrats remportés, les marchés perdus, les négociations déséquilibrées.

---

## La réponse européenne — Ou son absence

---

La réponse européenne aux révélations Snowden a été, globalement, insuffisante.

Le Parlement européen a adopté des résolutions. Des enquêtes ont été ouvertes. Des discussions ont eu lieu sur un "cloud européen" souverain, sur des alternatives aux services américains pour les communications gouvernementales.

La plupart de ces initiatives n'ont pas abouti. Les gouvernements européens continuent à utiliser des services américains — Microsoft, Google, Amazon Web Services — pour des communications sensibles. Les entreprises européennes continuent à utiliser des logiciels américains dont les données transitent par des serveurs soumis à la juridiction américaine.

Le Patriot Act américain — et sa version renforcée, le USA Freedom Act — oblige les entreprises américaines à communiquer aux autorités américaines, sur demande et sans notification à l'utilisateur, les données qu'elles détiennent, même si ces données concernent des non-Américains situés en dehors des États-Unis.

Cela signifie que les emails d'Éric stockés sur Gmail, les réunions planifiées dans son agenda Google, les documents de son entreprise sur OneDrive — tout cela est potentiellement accessible aux services américains sans qu'il en soit informé.

Ce n'est pas une hypothèse théorique. C'est le droit américain en vigueur.

---

## **Le renseignement comme avantage compétitif systémique**

---

L'espionnage économique américain n'est pas une aberration. C'est une politique.

La CIA publie annuellement un rapport sur les menaces économiques mondiales. Le rapport identifie des secteurs d'activité et des technologies dans lesquels la compétitivité américaine est menacée. Le renseignement est mobilisé en conséquence.

Cette pratique n'est pas propre aux États-Unis — la Chine fait de même, de façon documentée et encore plus systématique. La Russie, la France, Israël pratiquent l'espionnage économique.

Mais il y a une différence d'échelle. Les capacités techniques de la NSA — budget estimé à 10 milliards de dollars par an, accès aux câbles sous-marins qui transportent la majorité du trafic internet mondial, accords avec les grandes plateformes américaines — n'ont pas d'équivalent.

Et la légitimité : les États-Unis présentent leur système de surveillance comme une nécessité de sécurité nationale dans la lutte contre le terrorisme. Cette justification a été acceptée par leurs alliés européens — qui ont signé des accords de partage de renseignement dans ce cadre — sans toujours réaliser que le même système était utilisé à des fins économiques.

Le système Five Eyes — États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande — est officiellement un accord de partage de renseignement en matière de sécurité. C'est aussi le réseau qui permet aux États-Unis d'espionner des alliés sans techniquement "les espionner eux-mêmes" : le Royaume-Uni espionne l'Allemagne et partage avec les États-Unis, qui n'ont ainsi pas violé leurs engagements formels de non-espionnage envers Berlin.

Ce mécanisme a un nom dans le renseignement : le "proxy collection" — la collecte par procuration.

---

## Ce que cela dit du système dans sa totalité

---

L'espionnage économique est l'un des instruments du système que ce livre décrit.

Le dollar crée la dépendance financière. Swift crée la dépendance des paiements. L'OTAN crée la dépendance militaire. L'espionnage économique crée un avantage informationnel systémique.

Ces quatre éléments se renforcent mutuellement. Un pays qui dépend du dollar pour ses réserves et de Swift pour ses paiements est moins enclin à réagir fermement quand il apprend que ses négociations commerciales sont

espionnées. Un gouvernement qui dépend de l'OTAN pour sa sécurité calcule le coût d'une confrontation diplomatique avec Washington avant de protester trop fort.

La dépendance multiple crée une paralysie multiple.

Éric a reçu une lettre du Department of Justice parce qu'il vend des équipements légaux à un pays sous sanctions américaines. Cette lettre est possible parce que le droit américain a une portée extraterritoriale que le droit européen n'a pas — et cette extraterritorialité est possible parce que les autres pays ne peuvent pas se permettre de la contester.

La même logique s'applique à l'espionnage. Il est connu. Il est documenté. Il est toléré.

Parce que le rapport de force ne permet pas autre chose — pour l'instant.

# Les GAFAs et le Cloud Act — La colonisation numérique

Il existe une forme de domination que les Européens utilisent chaque jour sans la voir.

Chaque fois qu'un médecin belge ouvre son dossier patient stocké sur Microsoft Azure. Chaque fois qu'une PME française utilise Google Workspace pour envoyer ses emails. Chaque fois qu'une administration allemande héberge ses services sur Amazon Web Services. Chaque fois qu'un citoyen européen utilise Gmail, WhatsApp, Instagram, ou cherche quelque chose sur Google.

Ces actes quotidiens ont une dimension géopolitique que peu de gens mesurent : les données produites sont stockées sur des serveurs contrôlés par des entreprises américaines, soumises au droit américain, accessibles aux autorités américaines — indépendamment de ce que dit le droit européen.

C'est la colonisation numérique. Elle est invisible. Elle est consentie. Et elle coûte aux Européens bien plus qu'une simple question de vie privée.

---

## Le Cloud Act — La loi dont personne ne parle

---

En mars 2018, le Congrès américain adopte le CLOUD Act — Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act.

Son principe est simple et radical : toute entreprise technologique américaine est obligée de fournir aux autorités américaines les données qu'elle détient — où que ces données soient stockées dans le monde.

AWS stocke les données d'une entreprise française à Francfort ? Les autorités américaines peuvent y accéder sans mandat européen, sans notification aux autorités françaises, sans passer par les procédures d'entraide judiciaire internationale.

Microsoft héberge les emails d'un cabinet d'avocats bruxellois à Dublin ?  
Même chose.

Le RGPD — Règlement général sur la protection des données, adopté par l'Union européenne en 2016 avec une grande fierté — ne protège pas contre le Cloud Act. Les deux lois sont fondamentalement incompatibles. Quand un conflit survient entre le droit européen à la protection des données et l'obligation américaine de les fournir, c'est le droit américain qui s'applique — parce que les entreprises concernées sont américaines.

L'Union européenne a tenté deux fois de créer un cadre légal pour les transferts de données entre l'Europe et les États-Unis. Safe Harbor, adopté en 2000, a été invalidé par la Cour de justice de l'UE en 2015 — parce qu'incompatible avec les pratiques de surveillance américaines révélées par Snowden. Privacy Shield, son successeur, a été invalidé en 2020 pour les mêmes raisons. Le troisième accord — le “Data Privacy Framework” — est en vigueur depuis 2023. Les experts en droit numérique s'attendent à ce qu'il soit également invalidé.

La conclusion s'impose : aucun accord ne peut réconcilier le droit européen à la vie privée avec la surveillance américaine — parce que cette surveillance est structurelle, pas accidentelle.

---

## **PRISM — Quand la NSA lisait vos emails**

---

En juin 2013, les documents Snowden révèlent l'existence du programme PRISM.

PRISM donne à la NSA — et par extension aux Five Eyes — un accès direct aux serveurs de Google, Apple, Facebook, Microsoft, Yahoo, YouTube, Skype, AOL et PalTalk. Pas un accès demandé au cas par cas avec des mandats. Un accès structurel, permanent, automatisé.

Des milliards d'emails, de messages, d'appels, de fichiers de citoyens du monde entier — dont des dizaines de millions d'Européens — étaient lisibles par les services de renseignement américains.

Les entreprises concernées ont démenti, puis reconnu partiellement, puis plaidé la contrainte légale. La loi FISA (Foreign Intelligence Surveillance Act) les y oblige — et les interdit d'en parler publiquement sous peine de poursuites.

Ce que Snowden a révélé, c'est que la NSA et les Five Eyes n'avaient pas besoin de pirater les serveurs européens. Ils y étaient déjà — légalement, par la porte des fournisseurs américains.

---

## **L'évasion fiscale numérique — La version GAFA du paradis fiscal**

---

Les entreprises technologiques américaines ont appliqué en Europe exactement le même modèle que les banques dans les îles Caïmans : extraire la valeur, minimiser la contribution.

Le mécanisme — le “Double Irlandais” et le “Sandwich Néerlandais” — a permis à Google, Apple, Facebook et Amazon de facturer leurs services européens depuis l'Irlande ou les Pays-Bas, où les taux effectifs d'imposition étaient proches de zéro, puis de transférer les profits vers des filiales aux Bermudes ou aux Îles Caïmans.

Apple a payé pendant des années un taux effectif d'imposition de 0,005% sur ses profits européens — confirmé par une enquête de la Commission européenne en 2016. 0,005%. Pas 0,5%. Pas 5%. Zéro virgule zéro zéro cinq pour cent.

La Commission européenne a ordonné à l'Irlande de récupérer 13 milliards d'euros d'impôts non payés par Apple. L'Irlande a refusé — parce que son modèle économique repose précisément sur ces arrangements fiscaux préférentiels. Apple a fait appel. La procédure a duré huit ans.

En 2024, la Cour de justice de l'UE a finalement confirmé que Apple devait payer. Mais pendant ces huit ans, les profits avaient circulé, les actionnaires avaient été servis, et les contribuables européens avaient financé des services publics sans la contribution des entreprises qui utilisaient leurs infrastructures, leur main-d'œuvre formée et leurs marchés.

Le manque à gagner fiscal lié aux GAFAs en Europe est estimé à plusieurs dizaines de milliards d'euros par an — s'ajoutant aux 50 à 80 milliards perdus par les paradis fiscaux traditionnels.

---

## **La dépendance aux infrastructures — Le point de vulnérabilité**

---

Au-delà des données et de la fiscalité, la domination numérique américaine a créé une dépendance infrastructurelle dont les implications géopolitiques sont rarement discutées.

Les hôpitaux européens stockent les dossiers patients sur des serveurs américains. Les administrations publiques utilisent des logiciels américains. Les systèmes de paiement reposent sur des infrastructures partiellement contrôlées par des entreprises américaines. Les réseaux de télécommunications européens utilisent des équipements dont les mises à jour logicielles viennent de fournisseurs américains.

Cette dépendance crée un levier de pression que Washington n'a pas encore utilisé frontalement contre l'Europe — mais qu'il a utilisé contre d'autres. L'exclusion de Huawei des réseaux 5G occidentaux, présentée

comme une mesure de sécurité contre l'espionnage chinois, est aussi un signal : les États-Unis contrôlent quelles entreprises peuvent équiper les infrastructures numériques de leurs alliés.

Si Washington peut imposer à ses alliés d'exclure Huawei de leurs réseaux, il peut théoriquement conditionner l'accès aux infrastructures numériques américaines à d'autres formes de coopération.

La dépendance numérique, comme la dépendance au dollar, n'a pas besoin d'être exploitée pour exercer un effet de dissuasion. Son existence suffit.

---

## L'IA — Le prochain verrou

---

La révolution de l'intelligence artificielle s'ajoute à ces dépendances existantes.

Les modèles d'IA de grande taille — GPT, Gemini, Claude, Llama — sont développés par des entreprises américaines (OpenAI soutenu par Microsoft, Google DeepMind, Anthropic soutenu par Amazon, Meta). Les infrastructures de calcul nécessaires — puces graphiques NVIDIA, centres de données — sont majoritairement américaines ou soumises à des contrôles à l'exportation américains.

En 2023, Washington a restreint les exportations de puces NVIDIA vers la Chine — et par extension vers tout pays jugé susceptible de les transférer. Cette restriction démontre que les États-Unis considèrent les composants d'IA comme une arme stratégique soumise à leur contrôle.

Pour l'Europe, la dépendance en IA signifie que les systèmes qui vont de plus en plus gouverner les décisions médicales, judiciaires, administratives et économiques seront développés selon des valeurs, des priorités et des architectures définies à San Francisco et Seattle — et hébergés sur des infrastructures soumises au Cloud Act.

C'est la version numérique de ce que le dollar fait à la finance : celui qui contrôle l'infrastructure décide des règles.

---

## Ce que l'Europe a fait — Et pourquoi c'est insuffisant

---

L'Union européenne n'est pas restée inactive.

Le RGPD (2018) a imposé des standards de protection des données qui font référence mondiale. Le Digital Services Act et le Digital Markets Act (2022) tentent de réguler les pratiques anticoncurrentielles des grandes plateformes. Le Data Act (2023) essaie de créer des droits sur les données industrielles.

Ces textes ont une réelle valeur — ils ont imposé des milliards d'euros d'amendes aux GAFA et forcé des changements de pratiques.

Mais ils ont une limite fondamentale : ils régulent le comportement des entreprises américaines en Europe sans remettre en cause leur domination structurelle. Amender Google de 4 milliards d'euros ne crée pas un moteur de recherche européen concurrent. Imposer la portabilité des données ne crée pas une infrastructure cloud européenne indépendante.

La régulation sans souveraineté industrielle, c'est imposer des règles de conduite à un locataire sans jamais cesser d'être son propriétaire.

Gaia-X — le projet européen de cloud souverain annoncé en 2019 — reste, six ans plus tard, une ambition plus qu'une réalité opérationnelle, tandis qu'AWS, Azure et Google Cloud continuent d'héberger les données des entreprises et administrations européennes.

---

## La logique est identique

---

Ce chapitre aurait pu s'appeler "Le SWIFT numérique". Ou "Le pétrodollar de la donnée". Ou "Les îles Caïmans de l'économie numérique".

Parce que la logique est la même dans chaque cas.

Les États-Unis ont construit une infrastructure mondiale — financière avec le dollar, énergétique avec le pétrodollar, informationnelle avec les Five Eyes, et maintenant numérique avec les GAFAs — dont ils contrôlent les règles, les accès et les exceptions.

Ceux qui utilisent cette infrastructure en paient les règles. Ceux qui la refusent en paient le coût de l'exclusion.

L'Europe utilise l'infrastructure numérique américaine. Elle en paie les règles — sans les avoir négociées, sans avoir le pouvoir de les modifier, et souvent sans même les connaître.

C'est le privilège exorbitant appliqué aux données.

Et comme pour le dollar, personne n'a voté pour ce système. Il s'est imposé par la supériorité technologique américaine, par la rapidité d'adoption, par la commodité — et par l'absence de volonté politique européenne de construire une alternative quand il en était encore temps.

## Chapitre 8 — L’OTAN : alliance ou dépendance ?

Lord Hastings Ismay, premier secrétaire général de l’OTAN nommé en 1952, a un jour résumé la mission de l’organisation avec une franchise désarmante : *“Keep the Russians out, the Americans in, and the Germans down.”*

Garder les Russes dehors. Garder les Américains dedans. Maintenir les Allemands en bas.

Trois objectifs. Seul le premier est présenté publiquement dans les discours officiels.

---

### La création de l’OTAN : qui avait besoin de quoi

---

En 1949, quand l’OTAN est créée, la logique de surface est claire : l’Union soviétique vient d’installer des régimes communistes en Europe de l’Est, la guerre froide commence, l’Europe occidentale a besoin d’une garantie de sécurité.

Mais les intérêts américains dans cette architecture dépassent la sécurité de l’Europe.

Premier intérêt : le marché européen. Une Europe stable et reconstruite — via le Plan Marshall lancé en 1947 — est un marché pour les exportations américaines et un espace d’investissement pour le capital américain. La sécurité militaire est la condition de cette stabilité économique.

Deuxième intérêt : empêcher une Europe autonome. Une Europe qui gérerait sa propre défense développerait une industrie militaire propre, une capacité de projection indépendante, une politique étrangère autonome.

Elle deviendrait un pôle de puissance concurrent. L'OTAN, avec son commandement intégré sous direction américaine, structure une dépendance qui empêche cette autonomie.

Troisième intérêt : la présence militaire permanente. Les bases américaines en Europe — encore plus de 60 000 soldats en 2024, cent bases dans une vingtaine de pays — donnent aux États-Unis une présence permanente au cœur du continent le plus riche du monde.

---

## Les tentatives d'autonomie européenne

---

L'Europe a plusieurs fois tenté de construire une défense autonome. Chaque fois, Washington a exercé une pression pour l'en dissuader.

**1954 — La Communauté Européenne de Défense.** Un projet de traité pour créer une armée européenne intégrée, avec un état-major commun, sous autorité politique européenne. Le traité est négocié, signé par six pays. L'Assemblée nationale française le rejette en août 1954 — après une intense campagne américaine contre le projet. L'OTAN reste le seul cadre de défense collectif.

**1966 — De Gaulle quitte le commandement intégré de l'OTAN.** Le général de Gaulle considère que l'OTAN place la France sous commandement américain en temps de guerre — incompatible avec la souveraineté française. La France reste membre de l'Alliance mais quitte sa structure militaire intégrée. Elle y retourne en 2009 sous Sarkozy.

**1999-2003 — La PESD.** La Politique Européenne de Sécurité et de Défense est lancée après la guerre du Kosovo — l'Europe, incapable d'agir sans les États-Unis dans ses propres backyard, prend conscience de sa dépendance militaire. Des projets de capacités autonomes sont lancés. Washington exprime des réserves constantes — l'OTAN doit rester le “premier forum” de la défense collective.

**2017-2022 — La Boussole stratégique européenne.** L'UE adopte en 2022 un document ambitieux pour construire des capacités de défense européennes autonomes. Il est adopté... quatre jours avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La crise ukrainienne réactualise immédiatement la dépendance européenne vis-à-vis de l'OTAN et des États-Unis.

Chaque tentative d'autonomie se heurte soit à une opposition américaine directe, soit à une crise qui recrée la dépendance.

---

## L'expansion de l'OTAN après 1991

---

Avec la fin de l'URSS, la logique de l'OTAN — contenir l'expansion soviétique — disparaît. L'organisation aurait pu être dissoute, ou transformée en structure de sécurité coopérative incluant la Russie.

Ce n'est pas ce qui s'est passé.

James Baker, secrétaire d'État américain, avait promis à Gorbatchev en février 1990 que l'OTAN ne s'étendrait "pas d'un pouce vers l'est" si la Russie acceptait la réunification allemande. Cette promesse — orale, non écrite dans un traité — n'a pas été tenue.

En 1999 : Pologne, Hongrie, République tchèque rejoignent l'OTAN. En 2004 : sept pays rejoignent l'OTAN, dont les trois États baltes — directement aux frontières russes. En 2008 : le sommet de Bucarest promet l'adhésion future à l'Ukraine et à la Géorgie.

En août 2008, la Russie intervient militairement en Géorgie — quelques mois après le sommet de Bucarest. En 2014, après le coup d'État à Kiev qui renverse le président Ianoukovitch — élu démocratiquement, pro-russe — la Russie annexe la Crimée. En 2022, elle envahit l'Ukraine.

John Mearsheimer, professeur à l'Université de Chicago et l'un des théoriciens les plus respectés des relations internationales, disait depuis 2014 dans ses conférences publiques : l'expansion de l'OTAN est la cause principale de la crise ukrainienne. Ce n'est pas approuver l'invasion russe.

C'est analyser la mécanique des grandes puissances — qui réagissent à l'expansion d'alliances hostiles à leurs frontières, exactement comme les États-Unis l'ont montré avec Cuba en 1962.

Henry Kissinger, dans ses derniers écrits avant sa mort en 2023, estimait que l'Ukraine devait adopter un statut de neutralité — comme la Finlande pendant la guerre froide — pour permettre une solution négociée. Cette position n'a pas été celle de Washington.

---

## Qui finance l'OTAN : l'asymétrie des contributions

---

Les membres de l'OTAN se sont engagés à consacrer 2% de leur PIB à la défense. En 2023, seulement 11 des 31 membres atteignent cet objectif.

Mais la contribution américaine va bien au-delà de 2% de son PIB — les États-Unis représentent environ 70% des dépenses militaires totales de l'OTAN.

Cela crée une dépendance structurelle : les armées européennes sont dimensionnées, entraînées, équipées en interopérabilité avec les standards américains. Les avions de combat de la plupart des armées de l'air européennes sont américains — F-16, F-35. Les systèmes de commandement et de communication sont compatibles avec les standards de l'US Army.

Une armée européenne autonome devrait reconstruire non seulement ses capacités matérielles, mais toute son architecture doctrinale et logistique. C'est une dépendance technique et opérationnelle qui se compte en décennies, pas en années.

Et les États-Unis vendent leurs équipements militaires à leurs alliés — l'industrie de défense américaine bénéficie directement de la dépendance militaire européenne.

---

## Trump et la logique du protectorat

---

Donald Trump a brisé un tabou en parlant de l'OTAN comme d'une transaction commerciale. En 2024, lors d'une réunion de campagne, il a déclaré qu'il n'aiderait pas les membres de l'OTAN qui ne paient pas leurs "factures" — et qu'il laisserait même la Russie "faire ce qu'elle veut" avec eux.

Le scandale diplomatique a été immense. Les dirigeants européens ont protesté. Mais Trump disait tout haut ce que beaucoup pensaient tout bas à Washington.

L'OTAN n'est pas une alliance entre égaux partageant des valeurs. C'est un protectorat. Les États-Unis fournissent la sécurité. Les protégés acceptent en échange des contraintes sur leur politique étrangère, ouvrent leurs marchés, achètent les équipements militaires américains, et s'alignent sur les positions américaines dans les organisations internationales.

Trump a simplement explicité les termes du contrat que tous ses prédécesseurs avaient maintenu implicitement.

La demande d'augmenter les budgets de défense à 2%, puis 2,5% du PIB n'est pas seulement une question de partage du fardeau. C'est aussi une demande d'acheter plus d'équipements américains — F-35, systèmes Patriot, armements et munitions. Chaque euro supplémentaire de budget de défense européen dépensé en équipements américains est un euro qui finance l'industrie de défense américaine plutôt que l'industrie de défense européenne.

Le mécanisme est élégant : les États-Unis exigent que leurs alliés dépensent plus pour leur défense, et ces dépenses supplémentaires reviennent en grande partie vers les États-Unis.

---

## L'Ukraine et la facture européenne

---

Depuis 2022, l'Europe est engagée dans le soutien à l'Ukraine face à l'invasion russe. Ce soutien est politiquement et humanitairement justifiable. Mais ses coûts méritent d'être nommés clairement.

L'Ukraine a reçu des dizaines de milliards d'euros d'aide militaire et civile européenne. Les sanctions contre la Russie — décidées en grande partie sous pression américaine — ont des effets massifs sur l'économie européenne. L'explosion des prix de l'énergie en 2022-2023 a coûté à l'industrie européenne plusieurs centaines de milliards d'euros.

Pendant ce temps, les États-Unis ont augmenté massivement leurs exportations de gaz naturel liquéfié vers l'Europe — à des prix trois à quatre fois supérieurs à ceux du gaz russe qu'il remplace. Les exportateurs américains de GNL ont réalisé des profits records. L'industrie américaine bénéficie de la délocalisation d'entreprises européennes qui fuient les coûts énergétiques.

L'engagement américain dans le conflit ukrainien est réel. Mais ses coûts sont asymétriquement répartis. L'Europe supporte la proximité géographique, l'afflux de réfugiés, le coût de l'énergie, les pertes commerciales avec la Russie. Les États-Unis, séparés du conflit par l'Atlantique, renforcent leur présence militaire en Europe, vendent du gaz et des armements, et voient leurs industries bénéficier des difficultés énergétiques européennes.

Ce n'est pas nécessairement délibéré. C'est structurel. Quand la géographie vous met à l'abri des conséquences directes d'un conflit, vos intérêts et ceux de vos alliés de première ligne ne sont pas les mêmes.

---

## L'industrie de défense européenne asphyxiée

---

Une conséquence moins visible de la dépendance OTAN : l'industrie de défense européenne n'a jamais pu atteindre sa taille critique.

L'Europe possède des industries de défense nationales de qualité — Airbus Defence & Space, MBDA (missiles franco-britannique-italien-allemand), Thales, Leonardo, Rheinmetall, Dassault, Saab. Mais ces industries opèrent dans des marchés nationaux fragmentés, avec des standards incompatibles entre eux, des duplications coûteuses et des volumes insuffisants pour amortir les coûts de développement.

Un avion de combat européen — l'Eurofighter, le Rafale, le Gripen — coûte plus cher à développer et à produire qu'un F-35, dont les États-Unis ont amortis les coûts sur des commandes de milliers d'appareils pour une douzaine de pays.

Quand un pays européen achète des F-35 plutôt que des Eurofighter ou des Rafale, il choisit la solution américaine moins chère à court terme — et renforce la dépendance structurelle à long terme. Les pièces de rechange, les mises à jour logicielles, les formations : tout reste sous contrôle américain.

La règle non écrite de l'OTAN : les standards militaires sont américains. S'intégrer dans la structure OTAN, c'est adopter progressivement des équipements compatibles avec les standards américains. C'est l'interopérabilité comme outil de dépendance.

---

## Ce que l'OTAN dit vraiment

---

L'OTAN n'est pas une arnaque. Elle a fourni une garantie de sécurité réelle à des pays qui en avaient besoin, dans un contexte géopolitique qui était réellement menaçant.

Mais l'OTAN est aussi une architecture qui maintient une dépendance européenne vis-à-vis des États-Unis — une dépendance qui bénéficie à l'industrie de défense américaine, qui donne aux États-Unis un droit de regard permanent sur la politique étrangère européenne, et qui empêche l'émergence d'une Europe comme pôle de puissance autonome.

Ces deux choses sont vraies simultanément. L'OTAN a protégé l'Europe. L'OTAN a aussi structuré la vassalité européenne.

Comprendre les deux — sans adopter le récit simpliste “l'OTAN c'est bien” ou “l'OTAN c'est mal” — est la condition pour penser de façon autonome la sécurité européenne du 21ème siècle.

Éric, lui, exporte des équipements industriels. La politique de défense lui semble lointaine. Mais c'est la même architecture qui lui envoie des lettres du DOJ et qui maintient ses gouvernements dans une posture de non-contestation de la juridiction américaine.

Le lien est là. Il est juste moins visible que les missiles.

# Nous, les vassaux — Comment l'Europe a choisi sa dépendance

Il y a une question que ce livre pose implicitement depuis le premier chapitre, et qu'il faut maintenant poser explicitement.

Pourquoi l'Europe accepte-t-elle ça ?

Pas comme une anomalie. Pas comme une erreur temporaire en attente de correction. Comme une politique stable, reconduite génération après génération, par des gouvernements de gauche comme de droite, dans des pays riches et éduqués avec des institutions démocratiques fonctionnelles.

La réponse courte : parce que la vassalité est confortable. Et parce que ceux qui en paient le prix ne sont pas ceux qui prennent les décisions.

---

## Ce qu'on ne nous a pas imposé — ce qu'on a choisi

---

La colonisation militaire laisse des traces visibles. Des soldats, des drapeaux, des administrateurs coloniaux. Elle engendre de la résistance — parce qu'elle est reconnaissable.

La colonisation par le softpower ne ressemble pas à une colonisation. Elle ressemble à un choix.

Personne n'a obligé les Européens à regarder des séries américaines. On les a regardées parce qu'elles étaient bonnes — et parce que Hollywood disposait de budgets que les industries culturelles européennes ne pouvaient pas égaler, eux-mêmes alimentés par le marché intérieur américain de 330 millions de consommateurs anglophones.

Personne n'a forcé les jeunes Européens à rêver en anglais. Ils l'ont fait parce que l'anglais était devenu la langue du succès, de la technologie, de la recherche académique, des affaires internationales — une réalité auto-réalisatrice : l'anglais est utile parce que tout le monde l'apprend, et tout le monde l'apprend parce qu'il est utile.

Personne n'a contraint les entreprises européennes à adopter les logiciels américains, à stocker leurs données sur des serveurs américains, à utiliser des plateformes américaines pour leur communication interne. Elles l'ont fait parce que c'était pratique, moins cher, et que tout le monde faisait pareil.

La colonisation douce fonctionne par accumulation de choix individuellement rationnels qui produisent collectivement une dépendance structurelle.

À la fin du processus, quand vous réalisez que votre industrie culturelle produit en anglais pour espérer exister, que vos données stratégiques sont chez Amazon Web Services, que votre défense repose sur des avions F-35 dont le code source appartient aux États-Unis — il est tard pour rebrousser chemin. Le réseau d'effets est trop profond.

---

## La génération des dirigeants atlantistes

---

Les dirigeants européens qui ont présidé à cette dépendance ne sont pas, pour la plupart, des traîtres ou des corrompus. Ils sont le produit d'un système de formation et de sélection qui a produit des atlantistes convaincus.

Les grandes écoles d'administration européennes — Sciences Po à Paris, la London School of Economics, l'Université libre de Bruxelles, les grandes universités allemandes — ont envoyé leurs meilleurs étudiants dans des universités américaines. Harvard, Princeton, Columbia, MIT. Ces étudiants sont revenus avec des réseaux, des références intellectuelles, une vision du monde.

Les think tanks qui informent les décisions politiques européennes — le German Marshall Fund, le European Council on Foreign Relations, Bruegel, Chatham House — sont financés partiellement par des fondations américaines et des entreprises américaines. Leurs chercheurs publient dans des revues anglophones. Leurs conférences se tiennent en anglais. Leurs recommandations s’inscrivent dans un cadre intellectuel qui a été largement défini à Washington et dans les universités de la côte Est.

Ce n’est pas une conspiration. C’est une hégémonie culturelle — au sens gramscien du terme. L’empire américain n’a pas eu besoin d’imposer ses vues par la force. Il les a rendues si naturelles, si évidentes, si “raisonnables” qu’elles sont devenues le cadre de pensée des élites qui prennent les décisions.

Un dirigeant européen formé dans ce système ne voit pas la vassalité. Il voit une alliance. Il ne voit pas la dépendance. Il voit de la coopération. Il ne voit pas la subordination. Il voit du leadership partagé.

Et quand les faits deviennent trop difficiles à nier — quand Merkel apprend que son téléphone est sur écoute, quand la France doit rembourser 1,2 milliard pour une vente annulée sur pression américaine, quand Nord Stream explose et que personne ne poursuit d’enquête sérieuse — il trouve des formulations pour minimiser, relativiser, passer à autre chose.

Parce que la conclusion logique de ces faits est insupportable pour quelqu’un dont toute la carrière repose sur la croyance en l’alliance atlantique.

---

## **Le prix de la résistance — Ce que De Gaulle nous a appris**

---

Il serait injuste de dire que personne n’a résisté.

Charles de Gaulle a résisté. Il a retiré la France du commandement intégré de l'OTAN en 1966, développé une force de frappe nucléaire nationale indépendante, reconnu la Chine communiste avant les États-Unis, dénoncé le privilège exorbitant du dollar, refusé l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun qu'il considérait comme un cheval de Troie américain.

Il a payé le prix. Les États-Unis ont soutenu ses opposants politiques. La CIA a maintenu des contacts avec des factions de l'armée française pendant la guerre d'Algérie. Quand mai 68 a failli emporter son gouvernement, des questions ont été posées — jamais définitivement répondues — sur le rôle des services américains dans l'agitation.

Il a survécu à tout ça. Il a même maintenu sa ligne. Mais ses successeurs ont tiré la leçon : la résistance à l'empire américain a un coût personnel et politique élevé, et les bénéfices sont diffus et à long terme.

Helmut Schmidt a essayé, dans une moindre mesure, de maintenir un dialogue avec Moscou indépendamment de Washington. Il a été marginalisé au sein de son propre parti.

Gerhard Schröder a refusé de participer à la guerre en Irak en 2003 — aux côtés de Chirac. Les deux ont été traités en parias par Washington pendant des années. Schröder a maintenu le projet Nord Stream malgré les pressions américaines. Il est aujourd'hui présenté dans les médias européens comme un symbole de compromission avec la Russie.

La leçon que les dirigeants tirent de ces exemples : la résistance isole, coûte, et finit par être présentée comme une faute morale plutôt que comme une défense des intérêts européens.

La leçon qu'ils devraient en tirer : la résistance est possible. Elle a un coût. Ce coût est inférieur à celui de la dépendance permanente.

---

## Ce que la vassalité nous a coûté — Le bilan concret

---

La dépendance européenne envers les États-Unis n'est pas abstraite. Elle a des coûts mesurables.

**Sur le plan industriel.** L'Europe a laissé se délocaliser son industrie manufacturière dans la même logique que les États-Unis — mais sans le privilège du dollar pour absorber les déséquilibres. Elle a perdu des secteurs entiers : l'électronique grand public, les semi-conducteurs, une grande partie de la chimie et de la pharmacie. La dépendance aux composants asiatiques, révélée brutalement pendant la pandémie de COVID-19, est la conséquence de trente ans de désindustrialisation silencieuse.

**Sur le plan énergétique.** Nord Stream était un projet de souveraineté énergétique européenne — du gaz russe moins cher que le GNL américain, livré directement sans intermédiaire. Il a été détruit. L'Europe achète maintenant du GNL américain à des prix plus élevés. Les entreprises européennes énergivores — chimie, sidérurgie, papier — supportent des coûts énergétiques deux à trois fois supérieurs à leurs concurrentes américaines ou asiatiques.

**Sur le plan numérique.** Les données des citoyens et des entreprises européennes sont stockées sur des serveurs américains, soumises au Patriot Act et à ses successeurs. L'Europe n'a pas de cloud souverain à l'échelle. Elle n'a pas de système d'exploitation, pas de moteur de recherche, pas de réseau social, pas de plateforme de commerce en ligne à l'échelle mondiale. Le marché numérique européen est un marché captif des entreprises américaines.

**Sur le plan militaire.** Les pays européens achètent des avions de combat américains — F-35, F-16 — dont le code de vol est propriété américaine et peut être désactivé à distance. Ils utilisent des systèmes de communication et de renseignement qui transitent par des infrastructures américaines. Une

Europe qui voudrait conduire une opération militaire autonome sans accord américain découvrirait rapidement les limites de sa souveraineté réelle.

**Sur le plan juridique.** Les entreprises européennes opèrent sous la menace permanente de l'extraterritorialité du droit américain. BNP Paribas a payé 8,9 milliards de dollars d'amende pour des transactions légales sous droit français. Alstom a subi des poursuites américaines qui ont précédé et peut-être facilité son rachat par General Electric. Airbus a payé 4 milliards de dollars en 2020 pour solder des enquêtes américaines sur des pratiques commerciales.

Ce n'est pas le coût de la guerre. C'est le coût de la paix vassale.

---

## **Nous avons subi sans avoir eu voix au chapitre**

---

Il y a une dimension de cette histoire qui devrait provoquer une colère froide.

Les décisions qui ont organisé cette dépendance — l'intégration dans le commandement militaire de l'OTAN, l'acceptation de l'extraterritorialité du droit américain, le choix des infrastructures numériques américaines, la tolérance de l'espionnage des dirigeants européens — n'ont jamais été soumises à un vote démocratique.

Aucun parlement européen n'a débattu sérieusement de la question : "Acceptons-nous que nos données soient soumises au Patriot Act ?"

Aucun référendum n'a posé la question : "Voulons-nous que notre défense repose sur des équipements dont le code appartient à un pays étranger ?"

Aucune élection n'a mis en débat réel : "Voulons-nous une politique industrielle qui protège notre base productive, ou acceptons-nous les délocalisations qui enrichissent les actionnaires et appauvrissent les travailleurs ?"

Ces questions n'ont pas été posées parce que les élites qui auraient dû les poser étaient précisément celles qui bénéficiaient du statu quo — en accès aux réseaux transatlantiques, en postes dans des organisations internationales, en carrières dans des entreprises multinationales.

La vassalité européenne n'est pas le résultat d'une décision démocratique. C'est le résultat d'une série de non-décisions prises par des élites qui n'avaient pas intérêt à poser les bonnes questions.

Nous avons subi de plein fouet les contradictions d'un empire dont nous n'avons jamais eu le pouvoir législatif. Nous avons payé l'énergie plus cher après Nord Stream. Nous avons vu nos entreprises sanctionnées par des lois que nous n'avons pas votées. Nous avons financé par nos achats numériques des entreprises qui stockent nos données pour les mettre à disposition d'un gouvernement étranger sur simple demande.

Et personne ne nous a demandé notre avis.

---

## Ce qui reste possible

---

La vassalité n'est pas une fatalité. Elle est un choix — ou plutôt une accumulation de non-choix que des choix différents peuvent commencer à défaire.

Des pays européens ont montré que des alternatives existent.

La France maintient une force de frappe nucléaire nationale — la seule en Europe continentale. Elle maintient une industrie de défense capable de produire des équipements souverains. Elle a maintenu, malgré les pressions, des positions diplomatiques indépendantes sur plusieurs dossiers — la guerre en Irak en 2003, les relations avec l'Afrique, la politique vis-à-vis de la Chine.

L'Allemagne, sous Schröder puis Merkel, a maintenu Nord Stream malgré une pression américaine intense pendant vingt ans. Elle avait compris que la souveraineté énergétique était une condition de la souveraineté industrielle.

Les pays nordiques ont développé des systèmes de messagerie sécurisés, des standards de protection des données, des politiques numériques qui réduisent partiellement la dépendance aux plateformes américaines.

Ces exemples sont insuffisants. Ils sont dispersés, non coordonnés, facilement contournés. Mais ils prouvent que la résistance n'est pas impossible — seulement inconfortable.

La vraie question n'est pas technique. Elle est politique.

Est-ce que les citoyens européens sont prêts à exiger de leurs dirigeants qu'ils posent les bonnes questions ? Qu'ils choisissent la souveraineté sur le confort de la dépendance ? Qu'ils paient le coût à court terme d'une autonomie qui paiera à long terme ?

Ce choix commence par la compréhension.

Éric a compris pourquoi il a reçu la lettre du DOJ. Vous venez de comprendre pourquoi votre dirigeant préféré n'a pas protesté plus fort quand le téléphone de Merkel était sur écoute.

La compréhension ne change pas le rapport de force immédiat.

Mais un peuple qui comprend les mécanismes qui l'asservissent est moins facile à asservir.

C'est le début.

## Chapitre 9 — Nord Stream, Alstom, Mistral : les conflits cachés

Le 26 septembre 2022, à 2h03 du matin, des capteurs sismiques en Suède et au Danemark enregistrent deux explosions sous-marines dans la Baltique. Magnitude 2,1 et 2,3 sur l'échelle de Richter. Quelques heures plus tard, les opérateurs de Nord Stream 1 et Nord Stream 2 constatent des chutes de pression brutales dans leurs pipelines.

Quatre fuites sont identifiées sur les deux gazoducs qui relient la Russie à l'Allemagne via la Baltique. Des bulles de gaz remontent à la surface sur une zone de plusieurs kilomètres carrés.

Nord Stream 1 et Nord Stream 2 sont sabotés.

---

### L'enquête qui n'aboutit pas

---

Trois pays ouvrent des enquêtes : l'Allemagne, la Suède, le Danemark. Les trois gazoducs traversent leurs zones économiques exclusives ou leurs eaux territoriales.

En février 2023, le journaliste d'investigation Seymour Hersh — auteur d'enquêtes sur le massacre de My Lai au Vietnam, sur les tortures d'Abu Ghraib en Irak, récipiendaire du Prix Pulitzer — publie un article détaillé sur Substack. Selon ses sources, des plongeurs de la Marine américaine ont posé les explosifs pendant des exercices OTAN en juin 2022. La Norvège a assisté à l'opération. L'ordre venait de la Maison Blanche.

L'administration Biden a démenti. Hersh n'a pas eu accès aux preuves directes — il travaille sur des sources anonymes, comme pour toutes ses enquêtes précédentes.

Ce qu'on sait avec certitude :

En février 2022, quelques semaines avant l'invasion russe de l'Ukraine, Joe Biden déclare en conférence de presse : *“Si la Russie envahit, il n’y aura plus de Nord Stream. Nous y mettrons fin. Je vous le promets.”* La journaliste lui demande comment, étant donné que c’est un projet sous contrôle allemand. Il répète : *“Nous trouverons le moyen.”*

La Suède a classé son enquête en février 2024 — sans identifier de responsable, sans expliquer pourquoi elle était classée. Le Danemark a fait de même. L’Allemagne continue une enquête dont les résultats ne sont pas publics.

---

## **Les conséquences économiques : qui a perdu, qui a gagné**

---

Nord Stream transportait environ 55 milliards de mètres cubes de gaz par an vers l’Europe. Ce gaz russe coûtait en 2021 environ 250 dollars les 1000 mètres cubes.

Le gaz naturel liquéfié américain — GNL — coûtait à la même époque environ 750 à 900 dollars les 1000 mètres cubes, une fois liquéfié, transporté par méthaniers et regazéfié.

L’Europe a remplacé le gaz russe par du GNL principalement américain. Les exportations américaines de GNL vers l’Europe ont été multipliées par cinq entre 2021 et 2023. Les revenus des exportateurs américains de gaz naturel — Cheniere Energy, EQT Corporation, entre autres — ont explosé.

L’industrie européenne — notamment l’industrie allemande, grande consommatrice de gaz pour ses process industriels — a payé trois à quatre fois plus cher pour son énergie. Plusieurs secteurs industriels énergétivores ont délocalisé aux États-Unis, où l’énergie reste moins chère.

Les perdants : les consommateurs et l’industrie européens. Les gagnants : les exportateurs américains de GNL et les industries américaines qui attirent les délocalisations européennes.

---

## L'affaire Alstom : quand l'amende précède l'acquisition

---

En 2013, le Department of Justice américain ouvre une enquête sur Alstom — géant français de l'énergie et des transports, fabricant de turbines, de réacteurs nucléaires, de trains à grande vitesse. L'accusation : corruption dans des contrats en Indonésie, Arabie Saoudite, Bahamas, Égypte, Taïwan.

Frédéric Pierucci, directeur commercial d'Alstom, est arrêté à l'aéroport JFK à New York en 2013 alors qu'il y fait une escale. Il sera détenu deux ans dans des prisons américaines. Dans son livre — *Le piège américain*, publié en 2019 — il décrit comment le système de poursuites américain est utilisé comme levier de pression contre les entreprises étrangères.

Pendant que Pierucci est en détention et que la direction d'Alstom est sous pression du DOJ, General Electric approche Alstom pour racheter sa branche énergie — le cœur industriel de l'entreprise, incluant ses turbines à gaz et ses technologies nucléaires.

En 2014 : Alstom plaide coupable, paie 772 millions de dollars d'amende. La même année, GE rachète la branche énergie d'Alstom pour 12,35 milliards de dollars. Arnaud Montebourg, alors ministre de l'Économie français, tente de bloquer la vente ou d'imposer des conditions. Il n'y parvient pas.

La séquence est troublante : enquête du DOJ → pression sur la direction → acquisition par une entreprise américaine → amende. Pierucci est explicite dans son livre : il estime que la procédure américaine a été utilisée délibérément pour affaiblir Alstom et faciliter son acquisition.

Le gouvernement français a protesté. Alstom a été vendu. Les technologies de turbines d'Alstom — utilisées dans des centrales électriques dans le monde entier, y compris dans des centrales nucléaires — sont maintenant propriété américaine.

---

## L'affaire Mistral

---

En 2011, la France signe avec la Russie un contrat pour la livraison de deux navires de guerre de type Mistral — des bâtiments de projection amphibie, capables de transporter hélicoptères, chars et soldats. Le contrat est à 1,2 milliard d'euros. Les navires sont construits en France, avec une partie de la construction en Russie pour le transfert de technologie.

En 2014, après l'annexion de la Crimée, les États-Unis et leurs alliés imposent des sanctions à la Russie. Washington fait pression sur Paris pour annuler le contrat Mistral.

La France résiste d'abord — le contrat est légal, il représente des milliers d'emplois dans les chantiers navals de Saint-Nazaire, l'annulation coûterait cher. Mais la pression américaine, relayée par les pays d'Europe de l'Est membres de l'OTAN, augmente.

En 2015, François Hollande annule le contrat. La France rembourse 1,2 milliard d'euros à la Russie. Les deux navires sont finalement vendus à l'Égypte.

C'est la première fois depuis l'affaire Suez en 1956 qu'une grande puissance européenne est contrainte par Washington d'annuler un contrat commercial légal avec un tiers.

---

## STX / Chantiers de l'Atlantique : la séquence se répète

---

En 2017, le chantier naval STX France — les Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire, constructeur des plus grands paquebots du monde — est mis en vente. L'acheteur pressenti est Fincantieri, le chantier naval italien.

À priori, une transaction entre deux pays européens. Mais le gouvernement français de l'époque impose à l'État français de prendre une participation temporaire pour bloquer la vente, invoquant des enjeux stratégiques — les Chantiers construisent aussi des navires militaires.

Ce qui est moins discuté : les Chantiers de l'Atlantique travaillaient sur des projets d'énergie flottante offshore, des navires de recherche, des plateformes susceptibles d'intéresser l'industrie américaine. Et le rachat finalement opéré — en 2022 — par Fincantieri, avec une part de l'État français, a stabilisé la situation. Mais l'épisode illustre à quel point les actifs industriels stratégiques européens sont des cibles permanentes.

Le cas le plus documenté reste Alstom. Frédéric Pierucci, l'ancien directeur d'Alstom arrêté à JFK, a témoigné devant la Commission des affaires économiques du Sénat français en 2019. Il a décrit comment les procureurs américains lui ont proposé de coopérer contre Alstom en échange d'une réduction de peine — et comment cette coopération a facilité l'acquisition par General Electric. Il a également décrit comment d'autres dirigeants d'Alstom ont reçu des propositions similaires.

Son livre, *Le piège américain*, cite un chiffre éloquent : entre 2010 et 2018, les entreprises étrangères ont payé 26 milliards de dollars d'amendes au DOJ américain au titre de l'extraterritorialité. Les entreprises américaines, pour les mêmes types d'infractions, ont payé 4 milliards.

Le droit s'applique inégalement selon la nationalité de celui qui le viole.

---

## **La crise énergétique comme opportunité américaine**

---

Le sabotage de Nord Stream doit être analysé dans son contexte économique complet.

Avant septembre 2022, l'Europe importait environ 40% de son gaz naturel de Russie via plusieurs routes — dont Nord Stream 1, Nord Stream 2 (jamais mis en service), le corridor ukrainien, le TurkStream. Ce gaz coûtait environ 250 à 350 dollars les 1000 mètres cubes.

Après le sabotage et les sanctions, l'Europe a basculé vers le GNL — Gaz Naturel Liquéfié — principalement américain, norvégien et qatari. Le GNL américain coûte environ 600 à 900 dollars les 1000 mètres cubes, une fois les coûts de liquéfaction, transport et regazéification inclus.

En 2023, les États-Unis sont devenus le premier exportateur mondial de GNL. Les exportations américaines vers l'Europe ont quintuplé par rapport à 2021. Les revenus de l'industrie gazière américaine — Cheniere Energy, EQT, cotées à Wall Street — ont explosé.

L'industrie européenne a payé cette énergie entre deux et trois fois plus cher que ce qu'elle payait avant. BASF, le géant chimique allemand, a annoncé en 2023 des réductions drastiques de ses capacités en Europe et l'expansion de ses investissements aux États-Unis, où l'énergie reste moins chère. D'autres industriels ont suivi.

Des usines européennes qui ferment. Des usines américaines qui ouvrent. Des producteurs américains de GNL qui s'enrichissent. La géopolitique et l'économie coïncident parfaitement — pour les États-Unis.

---

## Le motif

---

Ces affaires — Nord Stream, Alstom, Mistral, STX — ont des spécificités différentes. Elles ne sont pas nécessairement le résultat d'une coordination unique.

Mais elles partagent un motif commun.

Dans chaque cas, des intérêts économiques européens significatifs ont été sacrifiés sous pression américaine directe ou indirecte. Dans chaque cas, les gouvernements européens ont protesté puis se sont conformés. Dans chaque cas, des acteurs américains ont bénéficié des décisions prises.

Ce n'est pas forcément de la malveillance coordonnée. C'est de la géopolitique. Les États-Unis défendent leurs intérêts — comme toutes les grandes puissances. La question n'est pas de les en blâmer. La question est de comprendre pourquoi l'Europe accepte systématiquement de sacrifier ses intérêts économiques à sa relation avec Washington.

La réponse est dans ce chapitre précédent : la dépendance militaire. Tant que l'Europe ne peut pas assurer sa propre sécurité sans les États-Unis, elle ne peut pas tenir une position économique indépendante face à Washington.

La dépendance militaire produit la dépendance politique. La dépendance politique produit la dépendance économique.

C'est le système. Pas le complot. Le système.

# Les guerres européennes et les intérêts américains — Ce que les archives disent

Il existe une version officielle de chaque guerre dans laquelle les États-Unis ont été impliqués depuis 1990.

La version officielle de la guerre du Golfe de 1991 : défense de la souveraineté du Koweït contre l'agression irakienne. La version officielle de l'intervention en Yougoslavie en 1999 : protection des populations civiles albanaises du Kosovo contre les milices serbes. La version officielle de l'invasion de l'Irak en 2003 : destruction des armes de destruction massive de Saddam Hussein. La version officielle de l'intervention en Libye en 2011 : protection des civils contre Kadhafi.

Ces versions officielles ont toutes des éléments de vérité. Elles ont toutes aussi des éléments qu'elles ne mentionnent pas.

---

## Yougoslavie 1999 — L'OTAN sans mandat de l'ONU

---

Le 24 mars 1999, l'OTAN commence à bombarder la Yougoslavie. C'est la première opération militaire offensive de l'OTAN depuis sa création en 1949.

Deux éléments de contexte sont généralement absents du récit officiel.

**Premièrement, l'absence de mandat onusien.** L'opération n'a pas été autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU — parce que la Russie et la Chine auraient mis leur veto. L'OTAN a agi unilatéralement, en violation du droit international au sens strict. C'est un précédent important : pour la première fois, l'alliance atlantique s'arrogeait le droit d'intervenir militairement sans autorisation internationale.

**Deuxièmement, le contexte géopolitique.** La guerre du Kosovo s’est produite au moment où les États-Unis cherchaient à justifier l’expansion de l’OTAN vers l’Est — l’intégration de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque venait d’être actée. Une démonstration de la capacité militaire et de la “nécessité” de l’OTAN dans les Balkans servait un objectif stratégique clair.

La base américaine de Camp Bondsteel, construite au Kosovo pendant la guerre, est devenue l’une des plus grandes bases américaines d’Europe — dans un pays dont l’indépendance a été reconnue par les États-Unis avant d’être reconnue par la plupart des autres.

Les populations albanaises du Kosovo ont réellement souffert. L’intervention a réellement mis fin à cette souffrance. Et elle a simultanément servi des intérêts géopolitiques américains précis.

Les deux choses peuvent être vraies en même temps.

---

## **Irak 2003 — Le mensonge documenté**

---

Le 5 février 2003, Colin Powell, Secrétaire d’État américain, présente au Conseil de sécurité de l’ONU les “preuves” des armes de destruction massive irakiennes. Il brandit un tube d’anthrax (simulé), montre des images satellites, cite des sources de renseignement.

Il savait que la plupart de ces “preuves” étaient douteuses. Il a déclaré lui-même plus tard que cette présentation était une “tache” sur son bilan.

Les armes de destruction massive n’existaient pas. Les inspecteurs de l’ONU l’avaient dit avant l’invasion. Hans Blix, chef des inspecteurs, avait demandé plus de temps. Washington a ignoré la demande et envahi.

Ce qui existait : les réserves pétrolières irakiennes — les troisièmes du monde. Et un Saddam Hussein qui avait commencé en 2000 à vendre son pétrole en euros plutôt qu'en dollars — une décision symbolique mais chargée de sens pour le système pétrodollar.

Ce qui s'est passé après l'invasion : les contrats pétroliers irakiens ont été attribués majoritairement à des entreprises américaines — ExxonMobil, Chevron, Halliburton (dont l'ancien PDG était Dick Cheney, vice-président de Bush). Le pétrole irakien est revenu au dollar.

La France et l'Allemagne ont refusé de participer à l'invasion. Chirac a exercé son droit de veto au Conseil de sécurité. La réaction américaine a été disproportionnée : “frites françaises” rebaptisées “frites de la liberté” au Congrès américain, campagne médiatique contre la “vieille Europe”, pressions économiques discrètes.

Deux pays européens avaient osé dire non à Washington. Ils ont payé un prix politique réel pendant des années.

---

## **Libye 2011 — L'or africain et la monnaie qui n'a pas eu lieu**

---

Mouammar Kadhafi dirigeait la Libye depuis 1969. Son régime était autoritaire, violent par moments, et assis sur les troisièmes réserves pétrolières d'Afrique.

Il avait aussi un projet qui inquiétait plusieurs capitales.

Depuis les années 2000, Kadhafi travaillait à la création d'une monnaie africaine commune — le dinar-or africain — adossée aux réserves d'or des pays africains. L'objectif déclaré : permettre aux pays africains de vendre leurs matières premières en or plutôt qu'en dollars, sortir progressivement de la dépendance au franc CFA contrôlé par la France, et créer une banque centrale africaine indépendante des institutions de Bretton Woods.

Les réserves d'or de la Libye au moment de l'intervention : 143 tonnes, soit environ 7 milliards de dollars.

En mars 2011, l'intervention militaire de l'OTAN commence — officiellement pour “protéger les civils” menacés par les forces de Kadhafi, sous la résolution 1973 du Conseil de sécurité. La France de Nicolas Sarkozy est à l'initiative.

Des emails de Hillary Clinton, rendus publics par une décision judiciaire en 2015, révèlent les analyses internes du gouvernement américain sur la Libye. L'un d'eux, envoyé par Sidney Blumenthal à Clinton, identifie explicitement parmi les motivations françaises la crainte que Kadhafi n'utilise ses réserves d'or pour supplanter le franc CFA et réduire l'influence française en Afrique.

Kadhafi a été tué en octobre 2011. Le projet de dinar-or africain est mort avec lui. Les réserves d'or libyennes ont disparu dans le chaos qui a suivi — leur localisation actuelle est inconnue.

La Libye est depuis 2011 un État faillié traversé par des guerres civiles, utilisé comme route de transit pour des millions de migrants vers l'Europe, et divisé entre factions concurrentes soutenues par des puissances étrangères différentes.

La “protection des civils” a produit une catastrophe humanitaire durable. Mais le projet de monnaie africaine en or n'existe plus.

---

## **Ukraine — Ce que Mearsheimer avait prévu en 2015**

---

En septembre 2015, le politologue américain John Mearsheimer — professeur à l'Université de Chicago, l'un des théoriciens les plus respectés des relations internationales — donne une conférence qui sera visionnée des millions de fois.

Sa thèse : la crise ukrainienne est “fondamentalement une faute de l’Occident”. L’expansion de l’OTAN vers l’Est — en violation des engagements verbaux donnés à Gorbatchev en 1990 — et la politique d’intégration de l’Ukraine dans les structures euro-atlantiques constituaient, selon lui, une menace existentielle pour la Russie que tout stratège réaliste aurait pu prévoir.

“Les Russes nous ont dit très clairement, depuis au moins 2008, que l’expansion de l’OTAN en Ukraine est une ligne rouge”, déclarait-il. “Nous avons ignoré ces avertissements.”

Mearsheimer n’est pas pro-russe. Il est réaliste — il analyse les comportements des États selon leurs intérêts géopolitiques, pas selon leur morale. Et selon cette analyse, une grande puissance qui voit une alliance militaire hostile s’approcher de ses frontières réagira, quelles que soient les justifications normatives que l’autre camp avance.

Ce qu’il prédit en 2015 : si l’Occident continue sa politique, il y aura une guerre. Et dans cette guerre, l’Ukraine paiera le prix le plus élevé.

Il avait raison.

Ce que les archives diplomatiques publiées depuis montrent : dès les années 1990, des diplomates américains et des stratèges de l’OTAN avertissaient que l’expansion vers l’Est risquait de provoquer exactement ce scénario. George Kennan — l’architecte de la politique de containment américaine pendant la Guerre froide — avait décrit l’expansion de l’OTAN vers l’Est comme “une erreur tragique” dès 1997.

Ces avertissements ont été ignorés.

L’Ukraine est le pays qui paie le prix de cette erreur de calcul — en vies, en destructions, en déplacements de population. Les États-Unis et l’OTAN fournissent des armes à distance. L’Europe subit les conséquences économiques — énergie, inflation, réfugiés. Les Ukrainiens meurent.

---

## Le fil conducteur — Les guerres comme instrument de politique monétaire et géopolitique

---

Ces quatre guerres — Golfe, Yougoslavie, Irak, Libye — semblent disparates. Elles ont des contextes différents, des justifications différentes, des résultats différents.

Elles partagent un fil conducteur.

### **Chacune a servi à maintenir ou étendre l'ordre dollar.**

La guerre du Golfe a démontré que les États-Unis pouvaient projeter la force dans la région pétrolière — renforçant la crédibilité de la garantie militaire sur laquelle repose le pétrodollar.

L'intervention en Yougoslavie a démontré la “nécessité” de l'OTAN après la fin de la Guerre froide — justifiant son expansion vers l'Est et le maintien de la dépendance militaire européenne.

L'invasion de l'Irak a éliminé un dirigeant qui vendait son pétrole en euros et a restauré le pétrole irakien dans le circuit dollar.

L'intervention en Libye a éliminé un projet de monnaie africaine en or qui aurait réduit la dépendance au dollar et au franc CFA dans une région clé pour les ressources mondiales.

La guerre en Ukraine maintient la pression sur la Russie — le principal partenaire énergétique de l'Europe — et a abouti à la destruction de Nord Stream, forçant l'Europe à acheter du GNL américain plus cher.

Ce n'est pas une théorie du complot. C'est une observation structurelle : les guerres dans lesquelles les États-Unis s'impliquent tendent à servir les intérêts du système dollar. Ce n'est pas une coïncidence — c'est de la politique étrangère cohérente.

---

## Ce que l'Europe aurait dû voir

---

L'Europe a participé à ces guerres. Elle a fourni des soldats, des avions, des justifications diplomatiques.

Elle en a rarement tiré des bénéfices proportionnels à ses contributions.

La Yougoslavie a produit le Kosovo — un protectorat américain aux portes de l'Europe. L'Irak a produit une vague migratoire vers l'Europe. La Libye a produit une déstabilisation du Sahel et une route migratoire qui alimente les crises politiques européennes depuis dix ans. L'Ukraine a produit une crise énergétique qui affecte l'industrie européenne et un réarmement précipité qui coûte des centaines de milliards aux contribuables européens.

Dans chacun de ces cas, les États-Unis ont défini les objectifs, l'Europe a contribué aux moyens, et ce sont les populations européennes — et bien sûr les populations des pays concernés — qui ont payé les coûts.

La prochaine fois qu'un dirigeant américain appellera ses alliés européens à "faire leur part", il vaudrait la peine de se demander : quelle part, pour quels objectifs, et au bénéfice de qui ?

La réponse à cette question définit la différence entre une alliance et une vassalité.

# L'Ukraine comme business — Burisma, Biden et le peuple sacrifié

Il y a deux histoires parallèles sur l'Ukraine depuis 2014.

La première est officielle : la démocratie ukrainienne se défend contre l'agression russe. Les États-Unis soutiennent un peuple souverain dans son droit à l'autodétermination. C'est une guerre pour les valeurs de l'Occident libre.

La seconde est documentée dans les archives publiques, les vidéos enregistrées, les témoignages de participants, les décisions judiciaires : l'Ukraine est aussi un terrain de valorisation d'intérêts privés américains, où des familles politiques, des contractants de défense et des lobbyistes ont prospéré pendant que le peuple ukrainien mourait.

Les deux histoires sont vraies simultanément. C'est ce qui rend le sujet difficile à traiter — et d'autant plus nécessaire.

---

## Burisma : le modèle de la “porte d'entrée familiale”

---

En avril 2014 — quelques semaines après le renversement du président Ianoukovitch et la prise de pouvoir du gouvernement pro-occidental soutenu par Washington — Hunter Biden, fils du vice-président américain Joe Biden, rejoint le conseil d'administration de Burisma Holdings.

Burisma est la plus grande entreprise gazière privée d'Ukraine, fondée et contrôlée par Mykola Zlochevsky, un oligarque ukrainien qui avait été ministre de l'Énergie sous l'ère Ianoukovitch. Une entreprise dont les méthodes d'acquisition de licences d'exploration faisaient l'objet d'enquêtes en Ukraine, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Hunter Biden n'avait aucune expertise en énergie. Aucune connaissance de l'Ukraine. Il ne parlait pas ukrainien. Sa qualification principale : être le fils du vice-président américain qui supervisait la politique américaine en Ukraine.

Sa rémunération : environ 83 000 dollars par mois, soit près d'un million de dollars par an. Pendant environ cinq ans.

---

## La “valeur” d'un nom

---

Le modèle Burisma n'est pas unique. Il illustre une pratique systémique dans la politique étrangère américaine.

Quand un pays étranger veut s'assurer l'accès ou la bienveillance du pouvoir américain, une des méthodes les moins risquées est de recruter un membre de la famille d'un décideur — dans un conseil d'administration, comme conseiller, comme partenaire dans un projet immobilier ou commercial.

Ce n'est pas de la corruption directe — il n'y a pas d'échange argent contre décision identifiable avec précision. C'est plus subtil : on paie pour le réseau, la protection, l'accès informel. La famille perçoit l'argent. Le décideur garde les mains juridiquement propres.

Ce modèle a été documenté au-delà de Biden. Paul Manafort, conseiller de la campagne Trump en 2016, avait travaillé pendant des années comme lobbyiste rémunéré par le Parti des Régions ukrainien pro-russe — condamné pour fraude et évasion fiscale en relation avec ces activités. Tony Podesta, frère du directeur de campagne de Hillary Clinton, avait également travaillé pour des intérêts ukrainiens dans le même circuit.

L'Ukraine n'est pas qu'un enjeu géopolitique. C'est aussi un distributeur de revenus pour l'élite politique américaine — des deux partis.

---

## Joe Biden et le procureur général

---

Le 23 janvier 2018, Joe Biden, alors ancien vice-président, s'exprime lors d'un événement organisé par le Council on Foreign Relations — le plus influent think tank de politique étrangère américain.

Il raconte une anecdote avec satisfaction apparente.

En 2015, alors qu'il était vice-président en charge du dossier ukrainien, il a déclaré au gouvernement ukrainien que les États-Unis retireraient leur garantie de prêt d'un milliard de dollars si Viktor Shokin — le Procureur Général d'Ukraine — n'était pas renvoyé dans les six heures.

“Ils ont appelé pendant neuf heures”, raconte Biden. “Janoukovitch est parti. J'ai dit : ‘Je pars dans six heures. Si le procureur n'est pas viré, vous n'obtenez pas l'argent.’ Fils de p\*\*\*, il a été viré.”

Le public rit. Biden sourit.

Ce que Biden ne mentionne pas : Viktor Shokin menait à l'époque une enquête sur Burisma — l'entreprise qui employait son fils Hunter à 83 000 dollars par mois.

---

## La version officielle et ses limites

---

La version officielle américaine sur le renvoi de Shokin : c'était un procureur corrompu qui n'enquêtait pas sérieusement sur la corruption ukrainienne. Son renvoi était une demande légitime de la communauté internationale — FMI, Union européenne, autres alliés — qui considéraient tous Shokin comme un obstacle aux réformes.

Cette version n'est pas entièrement fausse. Shokin était critiqué par de nombreux acteurs. Le FMI avait effectivement conditionné son aide à des réformes judiciaires.

Mais elle omet un fait : un vice-président américain dont le fils siège au conseil d'administration d'une entreprise sous enquête a exigé — avec succès, sous peine de sanction financière — le renvoi du procureur qui conduisait cette enquête.

Dans le droit de n'importe quel pays, cette configuration s'appelle un conflit d'intérêts. Dans la pratique politique américaine, elle s'appelle une conversation au Council on Foreign Relations.

L'enquête sur Burisma a été classée. La garantie de prêt a été accordée.

---

## **Le Maidan 2014 : qui était dans la cuisine**

---

En novembre 2013, le président ukrainien Viktor Ianoukovitch — élu démocratiquement en 2010 dans un scrutin jugé libre et équitable par les observateurs internationaux — décide de suspendre les négociations d'association avec l'Union européenne, préférant un accord avec la Russie.

Des manifestations éclatent sur la place Maidan à Kiev. Elles dégénèrent en affrontements violents. En février 2014, Ianoukovitch fuit le pays. Un gouvernement provisoire pro-occidental prend le pouvoir.

Ce qui s'est passé en coulisses est documenté par un enregistrement téléphonique intercepté et publié en ligne en février 2014.

Victoria Nuland, secrétaire d'État adjointe aux affaires européennes, et Geoffrey Pyatt, ambassadeur américain en Ukraine, discutent de la composition du nouveau gouvernement ukrainien — plusieurs jours avant que celui-ci ne soit officiellement formé.

“Je pense que Yats est l'homme qu'il nous faut”, dit Nuland, en référence à Arseni Iatseniouk, qui deviendra effectivement Premier ministre quelques jours plus tard. Elle discute également de qui devrait ou non obtenir un poste ministériel.

Et quand Pyatt suggère d’impliquer l’Union européenne dans la validation du processus, Nuland répond avec la désormais célèbre formule : “Fuck the EU.”

Ce n’est pas une interprétation. C’est la transcription d’un appel téléphonique disponible sur YouTube.

La même Victoria Nuland avait déclaré en décembre 2013 devant l’US-Ukraine Foundation que les États-Unis avaient “investi plus de 5 milliards de dollars” dans le soutien aux “aspirations démocratiques” du peuple ukrainien depuis 1991.

---

## **Le peuple ukrainien dans ce calcul : un million de morts**

---

Posons les chiffres.

Entre 2014 et 2022, la guerre dans le Donbass — entre les forces ukrainiennes et les séparatistes pro-russes soutenus par Moscou — a tué environ 14 000 personnes et déplacé des millions. Les accords de Minsk, négociés pour geler le conflit, n’ont jamais été pleinement mis en œuvre. Angela Merkel et François Hollande ont admis publiquement, après 2022, que ces accords servaient principalement à “gagner du temps” pour réarmer l’Ukraine — pas à établir une paix durable.

Depuis l’invasion russe de février 2022, les estimations convergent vers un bilan catastrophique. Les pertes militaires ukrainiennes — tués et blessés graves — dépassent plusieurs centaines de milliers. Les pertes russes également. Les estimations les plus sérieuses des services de renseignement occidentaux et des instituts d’analyse militaire (RUSI, ISW, Kofman) situent le total des pertes combinées des deux côtés — morts et blessés graves, hors invalides — à proximité ou au-delà du million de personnes depuis début 2022.

Un million de victimes. Des millions de déplacés. Des villes rasées. Une génération ukrainienne sacrifiée.

Pour quoi ? Pour les beaux yeux de qui ?

Pas pour le peuple américain : aucun soldat américain n'est mort en Ukraine, la sécurité du territoire américain n'était pas menacée. Pas pour le peuple européen : l'Europe subit une crise énergétique, une inflation, un réarmement d'urgence qui coûte des centaines de milliards à ses contribuables. Pas pour les Ukrainiens eux-mêmes : personne ne leur a demandé s'ils voulaient servir de terrain de friction stratégique entre Washington et Moscou.

Pour qui, alors ?

Pour les contractants de défense américains qui ont vendu des dizaines de milliards d'armements. Pour les exportateurs de GNL dont les revenus ont explosé. Pour les fonds d'investissement positionnés sur la reconstruction. Pour les familles politiques qui ont monétisé leur accès à l'Ukraine depuis 2014. Pour les stratèges qui voulaient "affaiblir la Russie" — selon les mots du secrétaire à la Défense américain Lloyd Austin en avril 2022, premier responsable américain à énoncer publiquement cet objectif réel de la guerre.

La trajectoire qui a mené à cette catastrophe — l'expansion de l'OTAN malgré les avertissements, le Maidan comme point de bascule, les accords de Minsk utilisés comme leurre — a été définie par des décideurs américains dans leurs propres intérêts stratégiques et financiers.

L'ancien conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski avait écrit dans *Le Grand Échiquier* en 1997 que l'Ukraine était le pivot géopolitique dont dépendait la capacité de la Russie à être une puissance eurasienne. Il suggérait explicitement que l'intégration de l'Ukraine dans l'orbite occidentale affaiblirait structurellement la Russie.

C'est la stratégie qui a été mise en œuvre. Les Ukrainiens sont le peuple sur l'échiquier.

Ils le savent de moins en moins — ou de plus en plus.

---

## **Le business de la reconstruction**

---

La guerre n'est pas terminée qu'on parle déjà de reconstruction.

Le plan de reconstruction de l'Ukraine — évalué à plusieurs centaines de milliards d'euros selon les estimations de la Banque mondiale et de l'Union européenne — est déjà objet d'appétits. Des conférences internationales sur la reconstruction ukrainienne se tiennent à Londres, à Berlin, à Washington.

Les contractants de défense américains ont fourni des armements. Les banques d'investissement américaines organisent le financement de la dette ukrainienne. Les fonds d'investissement américains — Blackrock en tête — ont signé des accords avec le gouvernement ukrainien pour “conseiller” la reconstruction économique du pays.

Blackrock — le plus grand gestionnaire d'actifs du monde avec plus de 10 000 milliards de dollars sous gestion — a signé en novembre 2022 un mémorandum d'accord avec le gouvernement ukrainien pour aider à “coordonner les investissements” dans la reconstruction. JP Morgan et Goldman Sachs ont suivi.

Des terres agricoles ukrainiennes — les plus fertiles d'Europe, le “grenier de l'Europe” — font l'objet d'acquisitions par des fonds étrangers depuis la levée du moratoire sur la vente de terres en 2021.

Le cycle est familier : instabilité politique, guerre, destruction — puis reconstruction financée par de la dette, avec des actifs stratégiques qui changent de mains.

---

## L'autre côté du miroir : Trump et les délits d'initiés familiaux

---

Insister uniquement sur les Biden serait inexact et servirait un récit partisan. Ce que le cas ukrainien illustre est un phénomène bipartisan : l'utilisation du pouvoir politique pour des gains privés familiaux.

Donald Trump et ses fils ont lancé en 2024 et 2025 plusieurs ventures financières directement liées à la position présidentielle.

**World Liberty Financial** — une plateforme de cryptomonnaie lancée par la famille Trump en septembre 2024, pendant la campagne présidentielle. Des gouvernements étrangers, des fonds souverains et des oligarques cherchant la faveur du futur président ont investi dans cette plateforme. Après l'élection de Trump, la valeur des tokens WLFI a bondi. La famille Trump détient la majorité des revenus générés.

**Les memecoins Trump et Melania** — deux jours avant l'inauguration présidentielle de janvier 2025, Donald Trump lance un memecoin à son effigie sur les réseaux sociaux. En quelques heures, la capitalisation dépasse un milliard de dollars. La famille Trump contrôle 80% de l'offre. Ceux qui ont acheté au lancement et revendu rapidement ont réalisé des gains considérables. Ceux qui ont acheté plus tard, attirés par l'association avec le président des États-Unis, ont essuyé des pertes massives quand le prix s'est effondré.

Un président qui lance un actif spéculatif deux jours avant sa propre inauguration, en sachant que sa fonction va créer une demande artificielle, pratique ce que tout régulateur financier ordinaire appellerait un délit d'initié.

**Les nominations comme marchandise** — des donateurs de campagne et des actionnaires de World Liberty Financial ont reçu des accès privilégiés, des invitations à Mar-a-Lago, et dans certains cas des nominations ou des exemptions de droits de douane dont ils bénéficient directement.

Tout cela est documenté, public, et n'a fait l'objet d'aucune poursuite judiciaire — parce que le président américain bénéficie d'une immunité substantielle et que les agences de régulation financière (SEC, CFTC) sont dirigées par des personnes nommées par lui.

La différence avec Hunter Biden : Trump fait ça ouvertement, en son propre nom, depuis la Maison Blanche. Le niveau d'impudeur est inédit dans l'histoire présidentielle américaine moderne. Mais la logique est la même : utiliser le pouvoir politique pour enrichir sa famille, avec le système comme complice par inaction.

---

### **Ce que cette histoire dit du “soutien à la démocratie”**

---

Le soutien américain à l'Ukraine est réel. Des milliards de dollars d'aide militaire ont permis à l'Ukraine de résister à l'invasion russe. Sans ce soutien, le pays aurait peut-être été envahi en quelques semaines.

Mais le soutien américain à la démocratie ukrainienne est une chose plus ambivalente.

Un vice-président dont le fils est rémunéré par une oligarchie corrompue supervise la politique américaine en Ukraine. Des responsables américains choisissent les membres du gouvernement ukrainien dans des appels téléphoniques interceptés. Les mises en garde de stratèges expérimentés sur les risques d'un conflit sont ignorées. Les accords de paix sont utilisés comme tactique dilatoire.

Et quand la guerre éclate, les bénéficiaires sont les contractants de défense américains, les exportateurs de GNL, les fonds d'investissement en position pour participer à la reconstruction.

Ce n'est pas une théorie du complot. Ce sont des faits documentés, des vidéos disponibles, des déclarations publiques, des contrats signés.

La question n'est pas de savoir si la Russie a tort d'envahir l'Ukraine — elle a tort, l'invasion est un crime contre le droit international. La question est de comprendre qui a préparé les conditions de ce conflit, qui en profite, et qui paie le prix.

La réponse à la troisième question est sans ambiguïté : le peuple ukrainien.

---

## Les signes de la fin

---

L'historien Gibbons, dans son analyse de la chute de l'Empire romain, identifiait un indicateur constant : la corruption de l'élite dirigeante. Pas la corruption au sens anecdotique — quelques fonctionnaires qui s'enrichissent — mais la corruption systémique, quand les règles qui protègent les citoyens ordinaires ne s'appliquent plus à ceux qui les édictent.

La République romaine a eu ses Gracques, ses Catilina, ses Verres. L'Empire romain a eu ses empereurs qui s'octroyaient des provinces entières. Chaque fois, le même mécanisme : ceux qui administrent le système commencent à le piller.

Ce que les cas Biden-Burisma, Trump-WLFI, Manafort-Ukraine, Podesta-Ukraine illustrent ensemble n'est pas la méchanceté de quelques individus. C'est la banalisation d'une pratique : utiliser la fonction politique pour des gains privés, sans conséquences réelles, parce que les mécanismes de contrôle ont été progressivement capturés.

La SEC ne poursuit pas le président qui lance des memecoins depuis la Maison Blanche. Le DOJ ne poursuit pas l'ancien vice-président dont le fils a encaissé des millions d'une oligarchie sous supervision américaine. Les think tanks qui auraient dû alerter sont financés par les mêmes réseaux.

Les empires ne tombent pas de l'extérieur. Ils se décomposent de l'intérieur — quand le système de règles que l'empire impose au reste du monde cesse de s'appliquer à ceux qui le dirigent. Quand la corruption devient le mode de fonctionnement normal de l'élite, et non l'exception sanctionnée.

La Chine regarde. La Russie regarde. Les BRICS regardent. Les banques centrales qui achètent de l'or en quantités record regardent.

Ce qu'ils voient, c'est un empire qui ne croit plus en ses propres règles.

C'est généralement le dernier stade avant la transition.

# Le bilan humain — Compter les morts de l'empire

Il existe un exercice que personne ne fait officiellement : additionner les morts de toutes les guerres menées depuis 1945 pour maintenir ou étendre l'ordre dollar et la domination américaine.

Pas parce que le chiffre est incertain. Parce qu'il est trop grand pour être confortable.

Faisons-le.

---

## Les guerres comptées

---

**Corée, 1950-1953.** Environ 36 000 soldats américains tués. Estimations civiles : entre 2 et 3 millions de Coréens — Nord et Sud confondus — tués pendant le conflit. Un pays entier ravagé pour un résultat : la même ligne de division qu'avant la guerre, toujours en place soixante-dix ans plus tard.

**Vietnam, 1955-1975.** 58 220 soldats américains tués. Estimations des morts vietnamiens : entre 2 et 3,5 millions, dont une majorité de civils. Des millions d'autres victimes au Laos et au Cambodge — les “dommages collatéraux” des bombardements massifs sur des pays non combattants. L'agent orange — défoliant chimique déversé sur des millions d'hectares — a causé des malformations congénitales chez des centaines de milliers d'enfants vietnamiens, des décennies après la fin du conflit.

**Golfe, 1991.** 292 soldats américains tués au combat. Entre 20 000 et 35 000 soldats irakiens tués. Les estimations civiles varient — mais les conséquences de l'après-guerre sont documentées : les sanctions américaines imposées à l'Irak entre 1991 et 2003 ont, selon l'UNICEF, contribué à la mort de 500 000 enfants irakiens de moins de cinq ans par

privation médicale et alimentaire. Interrogée en 1996 sur ce chiffre sur CBS, la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright a répondu : “C’est un choix très difficile. Mais nous pensons que le prix en vaut la peine.”

**Afghanistan, 2001-2021.** 2 461 soldats américains tués. Selon le projet Brown University “Costs of War” : 176 000 morts au total, dont 47 000 civils afghans. Plus de 5 millions de déplacés. Vingt ans de guerre. Résultat : les Talibans contrôlent à nouveau 100% du pays.

**Irak, 2003-2011 et au-delà.** 4 598 soldats américains tués. Selon l'étude Lancet de 2006 — la plus rigoureuse publiée à l'époque — environ 655 000 morts irakiens causalement attribuables à l'invasion dans les trois premières années. Le projet “Iraq Body Count” documente entre 185 000 et 209 000 civils irakiens tués directement. Le chaos post-invasion a créé les conditions d'émergence de Daesh — l'État islamique — dont la violence a fait des dizaines de milliers de victimes supplémentaires en Irak, en Syrie et au-delà.

**Libye, depuis 2011.** Pas de soldats américains au sol, mais une intervention aérienne décisive. La Libye — qui était avant 2011 le pays africain avec le plus haut IDH (Indice de Développement Humain) — est depuis un État failli en guerre civile permanente. Estimations des morts depuis 2011 : plusieurs dizaines de milliers. Des millions de migrants ont transité par la Libye vers l'Europe, beaucoup mourant en Méditerranée.

**Yémen, depuis 2015.** La guerre au Yémen est menée par l'Arabie Saoudite — principal allié pétrodollar — avec un soutien actif américain : renseignement, ravitaillement en vol, ventes d'armes. L'ONU estimait en 2021 : 377 000 morts, dont 70% indirects — famine, maladie, effondrement du système de santé. Le Yémen est la pire catastrophe humanitaire de la planète depuis des années. La couverture médiatique occidentale en est inversement proportionnelle.

**Ukraine, depuis 2022.** Abordé au chapitre précédent : proximité du million de victimes combinées (tués et blessés graves) des deux côtés.

---

## **Le bilan américain : les victimes oubliées de la patrie**

---

La propagande de guerre présente les soldats américains morts au combat comme des héros qui ont donné leur vie pour la liberté. C'est vrai — ils ont donné leur vie, souvent avec sincérité et courage.

Ce qu'on dit moins : combien sont morts ou ont été détruits pour des guerres basées sur des mensonges documentés, conduites pour des intérêts que leurs familles n'auraient pas approuvés.

Mais les morts au combat ne sont pas le chiffre le plus frappant.

### **Les suicides de vétérans.**

Le Département américain des Anciens Combattants (VA) publie chaque année des statistiques sur les suicides de vétérans. La moyenne documentée : **17 à 22 suicides de vétérans américains par jour.**

Par jour.

Depuis 2001, plus de 30 000 vétérans américains des guerres d'Irak et d'Afghanistan se sont suicidés. C'est plus de quatre fois le nombre de soldats américains tués au combat dans ces deux guerres.

Ces hommes et ces femmes ne sont pas morts sur le champ de bataille. Ils sont rentrés chez eux — dans des banlieues du Tennessee, du Texas, de l'Ohio — et n'ont pas survécu à ce qu'ils avaient vu et fait. Les troubles de stress post-traumatique (PTSD) touchent environ 20% des vétérans des guerres post-2001. La dépression chronique. Les addictions — aux opioïdes prescrits par les médecins militaires, à l'alcool. La désintégration des familles, des mariages, des liens sociaux.

Le rapport du Pentagone sur les suicides de vétérans est publié. Il n'est pas commenté en prime time. Il n'y a pas de cérémonie nationale pour les 22 suicides du jour.

### **Les traumatisés à vie.**

Au-delà du PTSD cliniquement diagnostiqué, les études de santé publique sur les populations de vétérans documentent des taux plus élevés que la moyenne nationale pour : les maladies cardiovasculaires, les troubles neurologiques, les cancers (liés à l'exposition aux "puits de combustion" — burn pits — utilisés en Irak et Afghanistan pour incinérer les déchets militaires, dont des substances toxiques). La loi PACT Act, signée en 2022, a reconnu officiellement les maladies causées par ces burn pits — après des années de déni par le Pentagone.

Des soldats ont aussi été exposés à des agents chimiques lors de la destruction de stocks d'armes irakiens après 2003. Le gouvernement américain a mis des années à reconnaître ces expositions.

---

## La comptabilité totale

---

Voici ce que donnent les chiffres agrégés des principales guerres américaines depuis 1945 — soldats américains morts, civils étrangers tués directement ou indirectement, sur la base des études académiques les plus sérieuses (Brown University "Costs of War", Lancet, UNICEF, ONU) :

**Soldats américains tués au combat depuis 1945** : environ 100 000 à 110 000.

**Suicides de vétérans américains des seules guerres post-2001** : plus de 30 000.

**Morts dans les pays où les États-Unis ont intervenu militairement depuis 1945** — en comptant les décès directs et les décès indirects causalement liés aux conflits et à leurs conséquences (famines, destructions d'infrastructures, chaos sanitaire) : les estimations sérieuses convergent entre **20 et 30 millions de personnes**.

Vingt à trente millions. En moins de quatre-vingts ans.

Ce chiffre n'inclut pas les guerres par procuration — où les États-Unis ont armé et financé des belligérants sans intervenir directement. Il n'inclut pas les victimes des coups d'État soutenus par la CIA (Chili, Iran, Guatemala, République dominicaine, Congo). Il n'inclut pas les victimes des sanctions économiques — l'arme silencieuse dont les effets sont moins visibles mais statistiquement comparables.

---

## Pour qui, pour quoi

---

Les soldats américains qui sont morts croyaient défendre leur pays, leurs valeurs, leur famille. Certains l'étaient réellement — les guerres menées depuis 1945 n'étaient pas toutes sans justification.

Mais la corrélation entre ces guerres et la protection des intérêts du système dollar est documentée au fil de ce livre.

La guerre de Corée : verrouiller la péninsule coréenne dans l'orbite américaine, point de projection dans le Pacifique. Le Vietnam : empêcher un "effet domino" communiste qui aurait réduit les marchés accessibles au capital américain. Le Golfe 1991 : protéger les monarchies pétrolières garantes du pétrodollar. L'Irak 2003 : éliminer un dirigeant qui vendait son pétrole en euros. La Libye 2011 : écraser un projet de monnaie africaine en or. L'Ukraine : affaiblir la Russie et capturer le marché énergétique européen pour le GNL américain.

Chaque fois, le récit officiel parle de liberté, de démocratie, de sécurité internationale. Chaque fois, les bénéficiaires identifiables sont les contractants de défense, les exportateurs d'énergie, les banques d'investissement, les fonds de reconstruction.

Les soldats américains morts et leurs familles ne font pas partie de ces bénéficiaires. Les vétérans qui se suicident à raison de vingt par jour ne sont pas les bénéficiaires du système. Les civils irakiens, afghans, vietnamiens, yéménites, libyens ne sont pas les bénéficiaires.

Ce sont les coûts. Externalisés, comme les coûts de santé des ouvriers d'usine ou les coûts écologiques d'une mine. Portés par ceux qui ne décident pas. Payés par ceux qui ne bénéficient pas.

---

## Ce que les familles de soldats ne savent pas

---

Une mère américaine dont le fils est mort en Irak en 2005 croit, souvent sincèrement, que son enfant est mort pour quelque chose qui en valait la peine.

Elle n'a probablement pas lu les mémos internes du Pentagone publiés par les "Pentagon Papers" ou leurs équivalents modernes. Elle n'a probablement pas suivi les audiences du Sénat où des officiers ont témoigné que les justifications de l'invasion étaient fabriquées. Elle ne sait peut-être pas que la reconstruction de l'Irak a coûté 60 milliards de dollars américains, dont une grande partie a disparu dans la corruption des contractants privés — KBR, filiale de Halliburton, ancienne entreprise de Dick Cheney.

Elle ne sait pas que Halliburton a déménagé son siège social de Houston à Dubaï en 2007 — pour des raisons fiscales — pendant que ses contrats irakiens continuaient d'être payés par le contribuable américain.

Son fils est mort. Halliburton a déménagé à Dubaï.

C'est le système. Pas le complot. Le système — dans lequel les profits sont privés et les coûts sont collectifs. Dans lequel les bénéficiaires sont actionnaires et les payeurs sont soldats.

Ce livre ne parle pas à des extrémistes. Il parle à cette mère. À son voisin vétéran qui dort mal depuis vingt ans. À l'ouvrier de Detroit dont l'usine a fermé pendant que Boeing touchait des contrats de défense à Washington.

Ces gens-là ne sont pas les ennemis du système. Ils en sont les victimes les plus directes.

---

## Le peuple américain n'est plus dupe

---

Quelque chose a changé en Amérique. Pas soudainement — progressivement, imperceptiblement, puis d'un coup.

Le peuple américain ne croit plus au récit.

Il faut commencer par reconnaître ce qui était réel.

Le 6 juin 1944, sur les plages de Normandie, des dizaines de milliers de jeunes Américains ont débarqué sous le feu. Omaha Beach. Utah Beach. Pointe du Hoc. Ils sont morts dans l'eau, sur le sable, dans les barbelés. Ils sont morts pour libérer des peuples qu'ils ne connaissaient pas, sur un continent qu'ils n'avaient jamais vu. Ce sacrifice était réel, désintéressé, et nous leur en devons une dette permanente.

Ce que le système a fait de ce sacrifice est une autre histoire.

Il a utilisé le capital moral de Normandie pour justifier toutes les guerres qui ont suivi. La même rhétorique — défendre la liberté, protéger les démocraties, combattre le mal — a été appliquée au Vietnam, en Irak, en Afghanistan, en Libye. Le même appel aux mêmes valeurs. Avec des objectifs radicalement différents.

Les soldats qui mouraient croyaient être les héritiers d'Omaha. Ils étaient en réalité les instruments d'une politique étrangère au service d'intérêts identifiables — pétroliers, financiers, géopolitiques — qui n'avaient rien à voir avec la liberté des peuples.

On les a sacrifiés sur les plages de Normandie. Et le système a continué.

---

Pas tous. Pas de façon homogène. Mais les sondages, les élections, les mouvements de rue, la désaffection envers les institutions disent la même chose depuis la fin des années 2000 : la confiance s'est brisée.

En 2023, un sondage Gallup mesurait la confiance des Américains dans leurs institutions. Le Congrès : 8%. Les grandes entreprises : 14%. Les médias : 17%. L'armée restait l'institution la plus respectée — à 60% — mais en baisse de dix points par rapport à 2020.

Ce n'est pas du cynisme. C'est de la lucidité acquise à prix élevé.

La génération qui a perdu ses emplois dans les années 1980-2000 avec la désindustrialisation — on lui a dit que c'était le progrès, que les emplois de services compenseraient. Ils n'ont pas compensé.

La génération qui a envoyé ses fils et ses filles en Irak et en Afghanistan — on lui a dit qu'ils combattaient pour la liberté. Les armes de destruction massive n'existaient pas.

La génération qui a perdu sa maison en 2008 — on lui a dit que les banques avaient pris des risques inconsidérés et qu'il fallait les sauver. Aucun banquier n'est allé en prison. Les banques ont été sauvées avec l'argent du contribuable et ont versé des bonus records l'année suivante.

Trois trahisons en une génération. Chacune documentée. Chacune impunie.

Et aujourd'hui le peuple américain n'est plus dupe.

---

## La misère dans les rues

---

Le rêve américain était une promesse : si tu travailles dur, si tu joues le jeu, tu peux t'en sortir. Cette promesse a tenu — pour certains, dans certaines décennies. Elle ne tient plus.

Les États-Unis ont le taux de pauvreté le plus élevé parmi les pays développés — environ 17% selon les mesures complémentaires du Census Bureau qui intègrent les coûts réels de la vie. 40 millions d'Américains

vivent en dessous du seuil de pauvreté. 600 000 personnes sont sans domicile fixe chaque nuit — le chiffre le plus élevé depuis que la mesure existe.

Dans les grandes villes — San Francisco, Los Angeles, Portland, Seattle, New York — des campements de sans-abri occupent des quartiers entiers. Des gens vivent dans des tentes à quelques pâtés de maisons des sièges de Google, Apple et Amazon. Le pays le plus riche de l’histoire humaine a des enfants qui ne mangent pas à leur faim le soir.

44 millions d’Américains ont des dettes d’études — le “student loan” qui a permis à des générations de financer des diplômes dont le retour sur investissement diminue. La dette totale d’études dépasse 1 700 milliards de dollars. Des quadragénaires remboursent encore leurs prêts étudiants.

L’espérance de vie américaine — qui avait progressé pendant des décennies — a baissé trois années de suite entre 2019 et 2022. Ce recul est sans précédent dans un pays développé en temps de paix. Il est alimenté par les overdoses d’opioïdes, les suicides, les maladies chroniques liées au stress et à la malnutrition.

Dans les campagnes du Midwest et des Appalaches — les terres de la “rust belt” désindustrialisée — des communautés entières ont été ravagées. Les épiceries ont fermé, les médecins sont partis, les jeunes sont partis, les vieux sont restés. Le taux de mortalité dans ces zones a augmenté. Les démographes appellent ça les “deaths of despair” — les morts du désespoir. Alcool, drogues, suicide.

---

## **Le soft power ne fait plus effet**

---

Le soft power américain — Hollywood, le rock, les jeans, le mythe de la liberté individuelle — a été l’arme culturelle la plus efficace de l’histoire. Pendant des décennies, le monde voulait devenir américain.

Cette aspiration s’est érodée. Pas uniformément. Mais structurellement.

Quand les jeunes du monde entier voient en temps réel, sur leurs téléphones, des images de campements de sans-abri à Los Angeles. Quand ils voient des personnes mourir dans une salle d'attente des urgences parce qu'elles n'ont pas d'assurance maladie. Quand ils voient un ancien président lancer des memecoins depuis la Maison Blanche et un fils de vice-président siéger dans des conseils d'administration corrompus sans conséquences — le récit craque.

La démocratie américaine était le modèle exporté au reste du monde — parfois à la pointe des fusils. Aujourd'hui, les États-Unis ont un score de démocratie en baisse dans les index internationaux. L'Economist Intelligence Unit a reclassé les États-Unis comme “démocratie défaillante” plutôt que “démocratie complète” depuis 2017. Freedom House note un recul des libertés civiles sur dix ans consécutifs.

L'empire vend un produit qu'il ne consomme plus lui-même.

---

## **Pourquoi ça n'intéresse pas les décideurs**

---

On pourrait penser que la détresse du peuple américain serait au cœur des préoccupations de ses dirigeants. Elle ne l'est pas — ou seulement comme rhétorique électorale.

La raison est structurelle : le système politique américain répond aux donateurs, pas aux électeurs.

Une étude publiée en 2014 par les politologues Martin Gilens (Princeton) et Benjamin Page (Northwestern) — l'une des plus citées en science politique — a analysé 1 779 décisions politiques américaines sur vingt ans et leur corrélation avec les préférences exprimées par différents groupes de citoyens.

Conclusion : les préférences des citoyens ordinaires ont un impact statistiquement proche de zéro sur les décisions politiques. Les préférences des élites économiques et des groupes organisés d'intérêts ont un impact significatif.

Les États-Unis ne sont pas une oligarchie selon leur constitution. Ils le sont selon leurs pratiques mesurables.

Un sénateur américain doit lever en moyenne 3 à 4 millions de dollars pour être élu — dans les petits États. Dans les grands États, des dizaines de millions. Cet argent vient des grands donateurs, des PACs, des lobbyistes. Un sénateur qui passerait sa carrière à défendre les intérêts de l'ouvrier du Midwest sans accès aux financements de Wall Street ne serait pas réélu.

Le système est fermé sur lui-même. Et le peuple américain le sait.

---

## Ce que ça signifie pour l'empire

---

Un empire dont la population ne croit plus au projet impérial est un empire en fin de cycle.

Rome a cessé de recruter des légions nationales — elle a payé des mercenaires barbares. L'Empire britannique a perdu la volonté de maintenir ses possessions coloniales quand le coût humain et financier est devenu insupportable pour le peuple britannique après 1945.

Les États-Unis recrutent encore — mais les inégalités sociales font que l'armée est largement composée de jeunes des classes populaires qui s'engagent faute d'alternatives économiques. Les fils des décideurs qui envoient les troupes ne s'engagent généralement pas.

Dick Cheney — architecte de la guerre en Irak, où 4 500 soldats américains ont été tués — a bénéficié de cinq reports successifs pour éviter le Vietnam. "J'avais d'autres priorités", a-t-il déclaré. Aucun de ses enfants n'a servi en Irak.

Le peuple américain a commencé à faire ce calcul. Il a voté Trump en 2016 en partie sur le message “America First” — pas de nouvelles guerres inutiles. Il a voté Biden en 2020. Il a revoté Trump en 2024. La constante dans ces votes contradictoires : un rejet de l’establishment qui a mené ces guerres, géré ces crises financières, présidé à cette désindustrialisation.

Ce rejet est réel. Ses directions sont encore confuses. Mais le fait de base est là : le consentement du peuple américain au projet impérial s’effrite.

Les empires ont besoin du consentement de leur propre population pour fonctionner. Quand ce consentement se retire, l’empire peut encore tenir par l’inertie des institutions et la force des habitudes. Mais il ne peut plus se renouveler.

C’est là où en est l’Amérique aujourd’hui.

## Chapitre 10 — Le FMI, la Banque mondiale et la dette comme arme

En 1997, la Thaïlande connaît une crise de sa monnaie — le baht s’effondre. La contagion se propage rapidement à l’Indonésie, à la Corée du Sud, aux Philippines, à la Malaisie. C’est la crise financière asiatique — la pire depuis des décennies pour la région.

Le FMI intervient avec des prêts de sauvetage. Les conditions : austérité budgétaire drastique, hausse des taux d’intérêt, ouverture des marchés financiers, privatisation des entreprises publiques, fin des protections commerciales.

En Indonésie, les conditions du FMI incluent l’élimination des monopoles d’État sur les aliments de base — le riz, le sucre — au moment même où la population subit une crise économique sévère. Des émeutes éclatent. Le président Suharto — au pouvoir depuis 32 ans, soutenu par Washington — chute.

Après la crise, une analyse devient dominante parmi les économistes asiatiques : les conditions imposées par le FMI ont aggravé la crise plutôt que de la résoudre. La hausse des taux d’intérêt a étranglé les entreprises. L’austérité a réduit la demande intérieure. L’ouverture des marchés financiers a facilité la fuite des capitaux.

La Malaisie, qui a refusé le FMI et imposé des contrôles de capitaux — une hérésie selon le consensus financier dominant — s’en est sortie plus vite que ses voisins qui avaient suivi les prescriptions du Fonds.

---

## Le Consensus de Washington : des règles pour les autres

---

Le “Consensus de Washington” est le terme utilisé pour désigner l’ensemble des politiques économiques que le FMI, la Banque mondiale et le Trésor américain ont promu — et souvent imposé — aux pays en développement depuis les années 1980.

Les dix commandements : discipline budgétaire, réorientation des dépenses publiques, réforme fiscale, libéralisation des taux d’intérêt, taux de change compétitif, libéralisation du commerce, libéralisation des investissements étrangers, privatisation, déréglementation, protection de la propriété intellectuelle.

Ces politiques ont des vertus théoriques — dans certains contextes, certaines d’entre elles sont pertinentes. Le problème est leur application universelle et dogmatique, indépendamment du contexte spécifique de chaque pays.

Et surtout : les États-Unis ne les appliquent pas eux-mêmes.

Les États-Unis ont des déficits budgétaires massifs depuis des décennies. Ils pratiquent un protectionnisme industriel actif — le Buy American Act, le CHIPS Act, l’Inflation Reduction Act subventionnent massivement les industries nationales. Ils imposent des tarifs douaniers quand leurs industries sont menacées — l’acier, l’aluminium, les semi-conducteurs. Ils maintiennent des subventions agricoles colossales.

Le FMI ne prescrit pas l’austérité aux États-Unis quand leur déficit dépasse les niveaux qu’il juge inacceptables ailleurs. La Banque mondiale ne conditionne pas ses relations avec les États-Unis à l’élimination de leurs subventions industrielles.

Les règles s’appliquent aux emprunteurs. Pas aux créanciers.

---

## La dette souveraine comme instrument de contrôle

---

La mécanique de la dette souveraine dans les pays en développement est l'un des mécanismes les plus puissants de contrôle géopolitique du 20ème siècle — et du 21ème.

Voici comment elle fonctionne dans sa version de base.

Un pays en développement emprunte en dollars sur les marchés internationaux — parce que c'est la seule façon d'accéder aux capitaux étrangers. Il paie des intérêts en dollars. Pour obtenir les dollars nécessaires au service de sa dette, il doit exporter — des matières premières, des produits agricoles, des ressources naturelles — pour gagner des devises.

Cette exportation de ressources maintient le pays dans un rôle de fournisseur de matières premières plutôt que de producteur de valeur ajoutée. La valeur ajoutée est créée ailleurs — dans les pays qui transforment les matières premières en produits manufacturés.

Quand le pays ne peut plus rembourser — à cause d'une baisse des prix des matières premières, d'une hausse des taux américains, d'une récession mondiale — il va voir le FMI. Le FMI prête, avec des conditions : réduire les dépenses publiques (y compris l'éducation, la santé, les subventions alimentaires), ouvrir les marchés, privatiser les entreprises publiques.

Les privatisations sont achetées par des entreprises étrangères — souvent américaines ou européennes — à des prix déprimés par la crise. Le pays a vendu ses actifs stratégiques pour rembourser une dette en dollars.

C'est une mécanique documentée par des économistes de toutes les tendances — de Joseph Stiglitz (Prix Nobel, ancien économiste en chef de la Banque mondiale) à Michael Hudson.

---

## Les dirigeants qui ont refusé

---

Certains dirigeants africains ont refusé cette mécanique. Leurs histoires sont courtes.

**Thomas Sankara, Burkina Faso.** Président de 1983 à 1987. Il refuse de payer la dette extérieure contractée par ses prédécesseurs — au motif qu'elle a été contractée avec des régimes corrompus pour acheter des armes contre les peuples africains, et non pour leur développement. Il nationalise les terres, lance des campagnes de vaccination massives financées localement, réduit les salaires des fonctionnaires incluant le sien. Il est assassiné en 1987 dans un coup d'État organisé par son ami Blaise Compaoré — qui rétablit immédiatement les relations avec le FMI et la France.

**Patrice Lumumba, Congo.** Premier ministre du Congo indépendant en 1960. Il refuse de laisser les puissances occidentales contrôler les immenses ressources minières congolaises — uranium, cuivre, cobalt, or. Il est renversé en quelques mois avec l'aide de la CIA — les documents déclassifiés l'attestent — et assassiné en janvier 1961.

**Kwame Nkrumah, Ghana.** Premier président du Ghana indépendant. Il milite pour une Afrique unie capable de contrôler collectivement ses ressources. Il est renversé par un coup d'État en 1966 pendant qu'il est en voyage à Hanoï — le coup a eu lieu avec la connaissance et le soutien de la CIA, selon les archives déclassifiées.

Ce ne sont pas des coïncidences. C'est le motif documenté de la réponse à toute tentative sérieuse d'autonomie économique des pays du Sud global.

---

## La Grèce : le Consensus de Washington en Europe

---

En 2010, la Grèce est en crise financière. Elle ne peut plus rembourser sa dette — principalement détenue par des banques françaises et allemandes.

La “Troïka” — FMI, Banque centrale européenne, Commission européenne — impose des conditions à l’aide financière : austérité sévère, réductions des retraites, privatisations, réforme du marché du travail.

Le résultat en dix ans : une perte de 25% du PIB grec — une dépression économique comparable à la Grande Dépression américaine des années 1930. Un quart de la population sous le seuil de pauvreté. Un tiers des jeunes qui émigrent. Le système de santé effondré.

Les banques françaises et allemandes — qui avaient prêté de façon irresponsable à la Grèce — ont été remboursées. Les créanciers ont été sauvés. Les citoyens grecs ont payé.

En 2015, le gouvernement Tsipras est élu avec un mandat explicite de renégociation des conditions. Il organise un référendum — 61% des Grecs votent Non aux conditions de la Troïka. Tsipras accepte les conditions de la Troïka deux semaines plus tard.

Wolfgang Schäuble, ministre des Finances allemand, avait proposé une “sortie temporaire” de la zone euro. La pression a fonctionné.

Un pays européen, membre de l’Union européenne, s’est vu imposer des conditions qui ont produit une dépression économique majeure — et n’a pas eu de véritable choix, parce que sa monnaie était celle de l’eurozone et qu’il ne pouvait pas dévaluer.

Le Consensus de Washington n’est pas réservé aux pays du Sud. Il s’applique à tous ceux qui ont besoin des créanciers — et qui ne sont pas les créanciers.

---

## Ce que cela dit du système

---

Éric a son entreprise, ses 80 salariés, ses clients en Iran. Il n’a pas de dette en dollars. Il ne négocie pas avec le FMI.

Mais il est dans le même système que Thomas Sankara, que la Grèce, que BNP Paribas. Un système conçu pour que les règles s'appliquent à ceux qui ont besoin d'accéder à la monnaie de réserve, aux marchés financiers, aux capitaux internationaux — et pas à ceux qui les contrôlent.

Comprendre ce système ne le change pas immédiatement. Mais c'est la condition pour ne pas en être la victime inconsciente.

## **Wall Street et les crises exportées — Quand les États-Unis privatisent les profits et socialisent les pertes au niveau mondial**

En septembre 2008, Lehman Brothers s’effondre. La quatrième banque d’investissement américaine, avec 600 milliards de dollars d’actifs, dépose le bilan en une nuit.

C’est la plus grande faillite de l’histoire financière américaine.

Ce qui se passe ensuite illustre avec une précision remarquable le fonctionnement du privilège exorbitant dans sa dimension la plus cynique : les États-Unis privatisent leurs profits pendant les années fastes, et exportent leurs pertes au reste du monde pendant les crises.

---

### **Comment Wall Street a fabriqué la crise — Et l’a vendue au monde entier**

---

La crise de 2008 n’est pas née d’un choc extérieur — d’une sécheresse, d’une guerre, d’une catastrophe naturelle. Elle est née dans les bureaux des grandes banques américaines, par des décisions délibérées et documentées.

Le mécanisme est complexe dans ses détails, simple dans sa logique.

Les banques américaines ont accordé des crédits immobiliers à des emprunteurs qui ne pouvaient pas les rembourser — les fameux “sub-primes”. Elles ont ensuite regroupé ces créances douteuses dans des produits financiers complexes — les CDO, Collateralized Debt Obligations — et leur ont fait attribuer des notes “triple A” par les agences de notation Moody’s, S&P et Fitch, qui étaient payées par les banques qu’elles notaient.

Ces produits notés “triple A” — censés être aussi sûrs que les bons du Trésor américain — ont été vendus dans le monde entier. À des fonds de pension allemands. À des caisses d’épargne françaises. À des compagnies d’assurance japonaises. À des banques islandaises. À des fonds souverains du Moyen-Orient.

Quand les emprunteurs subprimes ont commencé à ne plus rembourser leurs crédits en 2007, les CDO se sont révélés sans valeur. Les institutions qui les avaient achetés — partout dans le monde — ont subi des pertes massives.

Les banques américaines avaient fabriqué le poison, l’avaient fait certifier “inoffensif” par leurs complices des agences de notation, et l’avaient vendu à leurs partenaires internationaux.

---

## La Fed comme banque centrale du monde

---

Ce qui se passe après l’effondrement de Lehman est révélateur d’une autre dimension du privilège exorbitant.

La Réserve fédérale américaine — la Fed — est la banque centrale des États-Unis. Elle a un mandat national : stabilité des prix et plein emploi américains.

Mais dans les mois qui suivent la crise de 2008, la Fed devient de facto la banque centrale du monde entier.

Pourquoi ? Parce que les marchés financiers mondiaux fonctionnent en dollars. Quand la confiance s’effondre et que tout le monde veut des dollars — considérés comme la valeur refuge ultime — les dollars manquent partout. Les taux d’intérêt explosent. Le crédit se fige.

La Fed résout le problème en ouvrant des “lignes de swap” avec les banques centrales étrangères — en leur prêtant des dollars en échange de leurs monnaies locales. Ces lignes ont bénéficié à la Banque centrale européenne, à la Banque d’Angleterre, à la Banque du Japon, à la Banque nationale suisse, et à plusieurs autres.

En clair : la crise a été créée à Wall Street, et c’est la Fed qui a décidé quels pays recevraient des dollars de sauvetage — et à quelles conditions.

Les pays dont la banque centrale n’avait pas accès aux swaps de la Fed — la grande majorité des pays en développement — ont subi la crise sans filet. Les flux de capitaux se sont retirés brutalement, leurs monnaies se sont effondrées, leurs économies sont entrées en récession.

Le privilège exorbitant fonctionne aussi dans le sens de la crise : les États-Unis peuvent exporter leurs crises, et décider qui sera sauvé et qui ne le sera pas.

---

## Quantitative easing — L’inondation qui noie les voisins

---

La réponse américaine à la crise de 2008 a été le “quantitative easing” — la création monétaire massive par la Fed pour maintenir les taux d’intérêt bas et relancer l’économie américaine.

Entre 2008 et 2014, la Fed a créé environ 3 500 milliards de dollars de monnaie supplémentaire. Entre 2020 et 2022, elle en a créé 5 000 milliards supplémentaires en réponse à la pandémie.

L’effet immédiat sur les États-Unis : les taux d’intérêt restent bas, le crédit est abondant, les marchés boursiers s’envolent, la récession est limitée.

L’effet sur le reste du monde : ces milliers de milliards de dollars fraîchement créés cherchent du rendement. Ils affluent vers les pays émergents qui offrent des taux d’intérêt plus élevés — Brésil, Inde,

Turquie, Afrique du Sud, Indonésie. Ces flux massifs font monter les monnaies locales, créent des bulles d'actifs, et génèrent une dépendance aux capitaux étrangers.

Puis, quand la Fed décide de remonter ses taux — comme elle l'a fait brutalement en 2022 pour combattre l'inflation américaine — ces capitaux repartent aussi vite qu'ils sont venus. Les monnaies des pays émergents s'effondrent. Les dettes libellées en dollars deviennent insupportables. Les crises éclatent.

En 2022, la hausse des taux américains a provoqué des crises de dette dans une dizaine de pays émergents, une flambée de l'inflation importée dans toute l'Afrique et l'Asie du Sud, et des défauts de paiement au Sri Lanka, au Ghana, en Zambie.

La politique monétaire américaine est faite pour les Américains. Ses effets sont mondiaux.

Et personne — aucun gouvernement, aucune institution internationale — n'a le pouvoir de contraindre Washington à tenir compte de ces effets dans ses décisions.

---

## **L'Europe paie encore — Les conséquences durables d'une crise importée**

---

Les Européens n'ont pas créé la crise des subprimes. Ils n'ont pas décidé que des emprunteurs insolubles recevraient des crédits immobiliers. Ils n'ont pas inventé les CDO, les CDS, les structures de titrisation qui ont transformé des créances pourries en produits notés triple A.

Ils ont payé.

Et ils paient encore.

Les banques européennes — Deutsche Bank, BNP Paribas, Société Générale, UBS, Royal Bank of Scotland — avaient acheté massivement des produits financiers américains structurés entre 2004 et 2007. Quand ces produits se sont révélés sans valeur, ces banques ont enregistré des pertes colossales. La Royal Bank of Scotland — principale banque du Royaume-Uni — a nécessité le plus grand plan de sauvetage bancaire de l'histoire britannique : 45 milliards de livres sterling de fonds publics.

Le contribuable européen a payé pour les produits toxiques fabriqués à Wall Street.

Mais ce n'est que le premier étage des conséquences.

Le sauvetage des banques a creusé les déficits publics européens. Ces déficits ont déclenché la crise des dettes souveraines de 2010-2015 — Grèce, Portugal, Irlande, Espagne, Chypre sous programme d'aide de la Troïka. Les mesures d'austérité imposées en échange de ces programmes ont réduit les salaires, les retraites, les services publics, les investissements dans les infrastructures et l'éducation.

En Grèce, le PIB a chuté de 25% entre 2010 et 2016. Un quart des actifs au chômage. Une génération entière de jeunes diplômés émigrée vers l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Australie.

En Espagne, le chômage a atteint 26% en 2013. Chez les moins de 25 ans : 55%.

Ces chiffres ne sont pas des statistiques abstraites. Ce sont des vies abîmées, des projets abandonnés, des familles fragmentées — par une crise dont l'origine se trouve dans les salles de marché de Manhattan.

En 2025, les conséquences sont encore visibles. Les dettes publiques européennes, gonflées par les plans de sauvetage bancaires et les politiques de relance, continuent de peser sur les budgets. Les services publics dans les pays du Sud de l'Europe n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant-crise. Les inégalités ont augmenté dans toute l'Union européenne. La montée des

partis populistes et eurosceptiques — en Italie, en France, en Hongrie, en Grèce — est directement corrélée à la déstabilisation sociale provoquée par les années d’austérité post-2008.

La crise financière américaine de 2008 a reconfiguré le paysage politique européen pour des décennies.

Personne à Wall Street n’a été jugé pour cela.

---

## **“Trop grandes pour faire faillite” — La socialisation des pertes**

---

Aux États-Unis mêmes, la crise de 2008 a illustré une autre dimension du système : la privatisation des profits et la socialisation des pertes.

Pendant les années fastes — 2003 à 2007 — les grandes banques américaines ont distribué des bonus records. Goldman Sachs, Morgan Stanley, Citigroup, Bank of America ont versé des milliards à leurs traders et dirigeants. Certains traders individuels ont empoché des centaines de millions de dollars par an.

Quand la crise a éclaté, ces mêmes banques ont été sauvées par le contribuable américain. Le programme TARP — Troubled Asset Relief Program — a injecté 700 milliards de dollars de fonds publics dans le système bancaire. La Fed a fourni des milliers de milliards supplémentaires en liquidités d’urgence.

Les banquiers responsables de la crise n’ont pas été poursuivis. Pas une seule condamnation pénale de haut niveau pour les pratiques qui ont causé la crise mondiale la plus grave depuis 1929.

En 2009, alors que des millions d’Américains perdaient leur maison et leur emploi, Goldman Sachs versait à nouveau des bonus records — 16 milliards de dollars distribués à ses employés.

La doctrine “too big to fail” — trop grande pour faire faillite — a établi un principe clair : les profits des banques appartiennent aux actionnaires et aux dirigeants. Les pertes appartiennent aux contribuables.

---

## Ce que la crise de 2008 révèle du système

---

La crise de 2008 est l’illustration la plus complète du fonctionnement du privilège exorbitant dans sa dimension financière.

Les États-Unis ont créé des produits financiers toxiques. Ils les ont vendus au monde entier grâce à la crédibilité des institutions américaines — agences de notation, régulateurs réputés stricts, marchés financiers supposément transparents.

Quand la bulle a éclaté, les pertes ont été réparties mondialement. Les pays qui avaient acheté des CDO ont perdu. Les économies émergentes qui ont subi les effets des flux de capitaux ont perdu. Les travailleurs américains qui ont perdu leur emploi et leur maison ont perdu.

Ceux qui ont gagné : les grandes banques et leurs actionnaires, sauvés par l’État, et les dirigeants qui ont perçu leurs bonus avant et après la crise.

Et le système dollar, dont la crise a paradoxalement renforcé la domination — dans les moments de panique, tout le monde fuit vers le dollar, considéré comme la valeur refuge ultime même quand la crise vient des États-Unis.

C’est le privilège exorbitant dans sa forme la plus pure : même les crises américaines renforcent la dépendance au dollar.

---

## La dette comme outil de contrôle — Du particulier à l'État

---

Un autre tome de cette série — *La Chaîne dorée* — décrit comment la dette fonctionne comme mécanisme de contrôle pour les individus. L'emprunt immobilier qui lie le travailleur à son employeur, le crédit à la consommation qui empêche toute prise de risque, le découvert permanent qui rend toute contestation trop coûteuse.

Ce qui est vrai pour un individu est d'autant plus vrai pour un État.

Un pays endetté en dollars est un pays qui dépend de la politique monétaire américaine pour la viabilité de ses finances publiques. Quand la Fed monte ses taux, le service de la dette de ce pays augmente. Quand le dollar se renforce, la dette libellée en dollars devient plus lourde en monnaie locale.

Un pays endetté en dollars ne peut pas se permettre de contrarier Washington — pas frontalement, pas durablement. Il dépend du renouvellement de ses lignes de crédit, de l'accès aux marchés financiers libellés en dollars, de la coopération des institutions financières internationales dont les États-Unis détiennent le pouvoir de veto effectif.

La chaîne dorée de l'individu est une métaphore. La chaîne dollar de l'État est une mécanique.

Et comme pour l'individu, celui qui tient la chaîne n'a pas besoin de la serrer pour exercer son contrôle. L'existence de la chaîne suffit.

C'est ce qu'Éric a compris quand il a reçu sa lettre du DOJ. Son distributeur américain ne voulait pas le lâcher. Mais il ne pouvait pas se permettre de résister — parce que sa propre survie dépendait de l'accès au marché américain, au dollar, au système financier dont Washington tient les clés.

À l'échelle d'un pays, la logique est identique. Juste quelques zéros de plus.

## Le Consensus de Washington — Les règles pour les autres

Il existe un principe fondamental en droit international : la souveraineté des États. Chaque pays a le droit de définir ses propres politiques économiques, fiscales, commerciales.

Ce principe a une exception de facto : quand un pays a besoin d'un prêt du FMI.

---

### Le Consensus de Washington — Dix commandements pour les pays pauvres

---

En 1989, l'économiste John Williamson rassemble sous l'expression "Consensus de Washington" les politiques économiques que le FMI, la Banque mondiale et le Trésor américain recommandent systématiquement aux pays en développement en difficulté.

Les dix points : discipline budgétaire, réorientation des dépenses publiques, réforme fiscale, libéralisation des taux d'intérêt, taux de change compétitif, libéralisation des échanges commerciaux, libéralisation des investissements étrangers, privatisation des entreprises d'État, déréglementation, protection de la propriété privée.

En résumé : couper les dépenses, ouvrir les marchés, privatiser, déréguler.

Ces politiques sont présentées comme des recettes techniques neutres — les conditions d'un assainissement économique objectif. Elles sont appliquées comme des conditions non négociables aux prêts du FMI.

---

## Ce que les États-Unis n'ont jamais appliqué à eux-mêmes

---

La caractéristique la plus frappante du Consensus de Washington est son asymétrie radicale.

Les États-Unis — le pays qui contrôle le FMI via son droit de veto — n'ont jamais appliqué ces recettes à leur propre économie.

**Discipline budgétaire.** Les États-Unis maintiennent un déficit budgétaire structurel depuis les années 1970. En 2023, le déficit fédéral américain était de 1 700 milliards de dollars — soit 6,3% du PIB. Aucun pays sous programme FMI ne pourrait maintenir un tel déficit sans que le Fonds n'exige des coupes drastiques.

**Privatisation.** Les États-Unis maintiennent des entreprises publiques significatives — Amtrak, la Poste américaine, Fannie Mae et Freddie Mac en immobilier, des milliers d'entreprises municipales d'eau et d'énergie. Le FMI exige systématiquement la privatisation de ces secteurs dans les pays bénéficiaires de ses programmes.

**Libéralisation commerciale.** Le Buy American Act oblige les administrations fédérales à privilégier les fournisseurs américains dans leurs achats. Le CHIPS Act subventionne massivement les semi-conducteurs américains. L'Inflation Reduction Act réserve des milliards de subventions aux produits fabriqués aux États-Unis. Ces politiques industrielles seraient immédiatement qualifiées de “distorsions de concurrence” si elles étaient appliquées par un pays sous programme FMI.

Les règles du FMI s'appliquent aux pays qui n'ont pas le pouvoir de les refuser. Pas à ceux qui les écrivent.

---

## L'Argentine — Le laboratoire de l'échec

---

L'Argentine est le pays qui a appliqué le plus rigoureusement et le plus longuement les prescriptions du FMI — et qui en a payé le prix le plus lourd.

Dans les années 1990, sous la présidence de Carlos Menem, l'Argentine a appliqué un programme néolibéral complet : privatisation des entreprises publiques, déréglementation, ouverture totale aux capitaux étrangers, ancrage du peso au dollar (convertibilité 1:1). Le FMI et les économistes américains présentaient l'Argentine comme un modèle de succès.

En 2001, la convertibilité s'effondre. L'Argentine fait défaut sur sa dette — la plus grande faillite souveraine de l'histoire à l'époque. Le PIB s'effondre de 11% en un an. Le chômage atteint 21%. Un tiers de la population passe sous le seuil de pauvreté.

Les privatisations avaient enrichi des investisseurs étrangers et une petite élite locale. Les entreprises publiques vendées — téléphonie, eau, énergie, compagnies aériennes — étaient désormais entre les mains d'actionnaires étrangers qui rapatriaient leurs profits. Quand la crise a éclaté, ces profits avaient quitté le pays.

Le FMI, qui avait soutenu et financé la politique argentine jusqu'à la veille de l'effondrement, a ensuite conditionné son aide post-crise à de nouvelles mesures d'austérité — réduisant encore les dépenses dans un pays déjà à genoux.

L'Argentine n'est jamais pleinement sortie du cycle dette-austérité-crise. En 2023, elle était encore en négociation avec le FMI sur un programme d'aide — trente ans après le début des “réformes”.

---

## La Grèce — La version européenne

---

La Grèce a vécu sa propre version du programme FMI entre 2010 et 2018 — avec la particularité d’être un pays de la zone euro, donc sans possibilité de dévaluation pour regagner de la compétitivité.

La “Troïka” — FMI, Banque centrale européenne, Commission européenne — a imposé à la Grèce huit ans de mesures d’austérité en échange de financements de sauvetage. Coupes dans les retraites, réduction des salaires des fonctionnaires, privatisation du port du Pirée, de l’aéroport d’Athènes, des réseaux d’eau.

Le résultat : le PIB grec a chuté de 25% entre 2010 et 2016 — une dépression économique comparable à la Grande Dépression américaine des années 1930. Un quart de la population active s’est retrouvée au chômage. L’émigration massive a privé la Grèce d’une génération de jeunes diplômés.

En 2015, le gouvernement Tsipras a organisé un référendum : les Grecs ont voté à 61% contre les conditions de l’austérité imposées par la Troïka. Le résultat a été ignoré. Le gouvernement a accepté des conditions encore plus sévères sous pression financière.

La démocratie grecque avait dit non. Les créanciers ont dit oui quand même.

La dette grecque représentait environ 350 milliards d’euros — dont une large fraction était détenue par des banques françaises et allemandes, dont la solidité avait été sauvegardée par le “sauvetage” grec. Les banques ont été remboursées. Le peuple grec a payé la facture.

---

## L'Afrique subsaharienne — Trente ans de conditionnalité

---

Depuis les années 1980, des dizaines de pays africains ont vécu sous des “programmes d’ajustement structurel” du FMI et de la Banque mondiale.

Ces programmes ont imposé des coupes dans les dépenses de santé et d’éducation — secteurs jugés “improductifs”. Des privatisations d’entreprises publiques — souvent rachetées à des prix bradés par des investisseurs étrangers. Des suppressions de subventions alimentaires — provoquant des “émeutes de la faim” dans plusieurs pays. Des réductions des protections tarifaires — exposant les agricultures locales à la concurrence des produits subventionnés américains et européens.

Le bilan de trente ans d’ajustement structurel en Afrique est documenté et contesté. Certains indicateurs macroéconomiques se sont améliorés — inflation maîtrisée, déficits réduits. Les indicateurs sociaux ont souvent empiré — mortalité infantile, accès à l’eau potable, couverture vaccinale.

La Banque mondiale a elle-même reconnu, dans un rapport interne de 2000, que certains programmes d’ajustement structurel avaient contribué à aggraver la pauvreté dans les pays bénéficiaires.

Cette reconnaissance n’a pas fondamentalement modifié les pratiques.

---

## La dette comme colonisation du futur

---

Un pays endetté en dollars qui doit rembourser sa dette en dollars n’a pas de politique économique souveraine. Il a une politique économique compatible avec ses obligations de remboursement.

Cette contrainte est plus efficace qu’une occupation militaire. Elle est invisible. Elle s’exerce via des technocrates et des modèles économétriques, pas via des soldats. Elle peut être présentée comme de l’aide — parce qu’elle s’accompagne de prêts.

Mais la structure est identique à celle de la colonisation classique : extraction de ressources et de valeur, maintien dans une spécialisation économique (matières premières, main-d'œuvre bon marché) qui perpétue la dépendance, et impossibilité de développer une industrie nationale capable de contester la hiérarchie économique mondiale.

La différence : la colonisation classique était visible, identifiable, contestable. La colonisation par la dette est enveloppée dans le langage de la coopération, du développement, de l'aide technique.

Elle est d'autant plus efficace.

---

## Ce qui change

---

Des alternatives commencent à émerger.

La Chine prête aux pays africains et asiatiques sans les conditions politiques du FMI. Ses prêts ont leurs propres problèmes — opacité, taux parfois élevés, focus sur les infrastructures utiles aux exportations chinoises. Mais leur existence même crée un espace de négociation que les pays emprunteurs n'avaient pas quand le FMI était le seul guichet.

Plusieurs pays africains ont commencé à refuser ou à renégocier les conditions des programmes FMI. L'Éthiopie, le Nigeria, le Sénégal ont maintenu des positions plus fermes dans leurs négociations avec le Fonds.

Ces résistances sont fragiles. Elles sont coûteuses. Mais elles signalent que le monopole du FMI sur la définition des politiques économiques "acceptables" se fissure.

Comme le monopole du dollar. Comme la crédibilité de la garantie militaire américaine.

Les trois se fissurent ensemble — parce qu'ils forment un système. Quand une partie vacille, les autres sont fragilisées.

C'est la dynamique que ce livre documente. Et c'est pourquoi 2025 est différent de 2005.

## **Le franc CFA — Quand la France a joué à l'empire, et perdu**

Il existe un paradoxe dans le titre de ce livre.

Le privilège exorbitant — le droit de créer de la monnaie que les autres utilisent sans les contraintes que les autres subissent — est une invention américaine. Mais les États-Unis ne sont pas le seul pays à avoir construit un système de ce type. Ils en sont le modèle dominant. Ils n'en sont pas le seul exemple.

La France a fait la même chose. À plus petite échelle. Avec les mêmes mécanismes. Et elle en paie aujourd'hui le même prix que tous les empires qui ont vécu au-dessus de leurs moyens.

---

### **Le franc CFA — Soixante ans de colonisation monétaire déguisée en aide**

---

En 1945, la France crée le Franc de la Communauté Financière Africaine — le franc CFA. Monnaie commune à ses colonies africaines, arrimée au franc français, gérée depuis Paris.

Les indépendances arrivent dans les années 1960. Les drapeaux changent. Les hymnes changent. Les monnaies, non.

Quatorze pays d'Afrique subsaharienne — dont le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Cameroun, le Gabon — conservent le franc CFA comme monnaie nationale. En 1999, il est simplement rearrimé à l'euro plutôt qu'au franc français. La logique reste identique.

Les règles du système sont d'une clarté remarquable pour qui veut bien les lire.

Les pays membres doivent déposer 50% de leurs réserves de change auprès du Trésor français — qui les gère, les fait fructifier, et les utilise comme il l'entend. Les pays membres ne peuvent pas dévaluer leur monnaie sans accord de Paris. Le taux de change est fixé par la Banque centrale européenne, avec une influence française déterminante.

En échange : une convertibilité garantie avec l'euro, une stabilité monétaire nominale, et la présence militaire française pour protéger les régimes qui respectent les règles.

C'est le système colonial transposé dans le langage de la coopération monétaire.

---

## Ce que le CFA coûte à l'Afrique

---

Un pays qui ne contrôle pas sa monnaie ne contrôle pas sa politique économique.

Un pays du franc CFA ne peut pas dévaluer pour regagner de la compétitivité quand ses exportations s'effondrent. Il ne peut pas créer de la monnaie pour financer des investissements publics urgents. Il ne peut pas ajuster sa politique monétaire à son cycle économique propre — il subit la politique monétaire européenne, conçue pour les économies européennes.

Cette contrainte est exactement celle que le Consensus de Washington impose aux pays du FMI — mais sans même la formalité d'un programme d'aide. Elle est structurelle, permanente, et présentée comme un avantage.

Le résultat : les pays du franc CFA ont eu des taux d'inflation plus faibles que le reste de l'Afrique subsaharienne — et des taux de croissance structurellement plus faibles aussi. La stabilité monétaire a bénéficié aux importateurs et aux expatriés. Elle a pénalisé les exportateurs locaux et empêché le développement d'industries nationales compétitives.

Les réserves déposées au Trésor français — estimées à plusieurs dizaines de milliards d’euros selon les périodes — ont financé la dette française à des taux préférentiels. Des pays parmi les plus pauvres du monde ont, pendant des décennies, subventionné le financement public français.

---

## **La Françafrique — Le système politique qui protège le système monétaire**

---

Une monnaie ne se maintient pas seule. Le franc CFA a été maintenu par un système politique et militaire : la Françafrique.

Des réseaux d’influence liant l’Élysée aux présidents africains. Des accords de défense permettant à l’armée française d’intervenir pour maintenir au pouvoir des régimes favorables. Des contrats préférentiels dans les secteurs pétroliers, miniers et agricoles accordés aux entreprises françaises. Des flux financiers opaques entre hommes d’affaires africains, politiciens français et grandes entreprises.

La France maintenait en permanence entre 5 000 et 10 000 soldats en Afrique subsaharienne — un réseau de bases militaires de Dakar à Djibouti en passant par N’Djamena, Libreville, Abidjan. Un empire militaire que Washington n’aurait pas désavoué.

Ce système a permis à la France d’accéder à des matières premières critiques à des prix préférentiels — l’uranium nigérien alimente les centrales nucléaires françaises depuis des décennies, l’or malien, le pétrole gabonais et tchadien ont enrichi des entreprises françaises pendant que les populations locales restaient dans la pauvreté.

C’est la même logique que le livre documente partout : extraire la valeur, externaliser les coûts.

---

## Pourquoi Kadhafi était une menace pour Paris autant que pour Washington

---

En 2011, quand l'OTAN intervient en Libye, la France est en première ligne. Nicolas Sarkozy est le premier chef d'État à reconnaître le Conseil national de transition. Les avions français sont les premiers à frapper.

La justification officielle : protéger les civils. La résolution 1973 du Conseil de sécurité.

Ce que les archives et les câbles diplomatiques révèlent progressivement : Kadhafi représentait une menace existentielle pour le système CFA.

Son projet de dinar-or africain — une monnaie panafricaine adossée aux réserves d'or des pays africains — aurait donné aux nations africaines une alternative réelle au franc CFA et au dollar. Une monnaie africaine souveraine aurait permis les échanges intracontinentaux sans passer par Paris ou New York. Elle aurait libéré les réserves africaines du Trésor français.

La Libye détenait 143 tonnes d'or — la base financière du projet. Ces 143 tonnes ont disparu dans le chaos post-intervention. Le projet ne s'est jamais concrétisé.

L'intérêt de Paris dans l'opération libyenne n'était pas seulement humanitaire. Il était monétaire et systémique.

---

## La facture — L'expulsion de la Françafrique

---

Les empires ont une comptabilité cachée. Elle finit toujours par apparaître.

En 2020, les soldats français de l'opération Barkhane combattent les jihadistes au Mali. En 2022, le Mali les expulse et invite à la place les mercenaires du groupe Wagner. En 2023, le Niger — dont l'uranium alimente les centrales françaises — suit. Le Burkina Faso aussi. Le Tchad renégocie les accords militaires.

En quelques années, la France perd l'essentiel de son influence militaire au Sahel — la région qu'elle avait maintenue dans sa sphère d'influence depuis les indépendances.

Ce n'est pas un accident géopolitique. C'est la facture de soixante ans de système CFA, de maintien de régimes corrompus, d'exploitation des ressources sans développement des populations.

Les opinions publiques africaines, et en particulier les jeunes générations — qui voient dans leurs téléphones ce que le reste du monde vit — ont retourné le récit. La France n'est plus perçue comme un partenaire mais comme un prédateur. Les drapeaux russes dans les rues de Bamako et de Ouagadougou ne sont pas pro-russes. Ils sont anti-français.

Les opérations militaires françaises au Sahel ont coûté des milliards d'euros sur deux décennies — Barkhane seule représentait environ un milliard d'euros par an. Des centaines de soldats français sont morts. Et la France repart avec rien — expulsée par les gouvernements qu'elle avait aidé à installer.

---

## La leçon pour l'Europe

---

La France n'est pas la seule concernée. La Belgique a maintenu ses propres réseaux en Afrique centrale. L'Italie en Libye. Le Portugal dans ses anciennes colonies. L'Espagne au Maroc et en Afrique de l'Ouest.

Ces présences coûtent. Elles mobilisent des ressources diplomatiques, militaires et financières. Et quand elles s'effondrent — comme la Françafrique s'effondre aujourd'hui — elles laissent un vide que d'autres puissances comblent.

La Chine a construit des ports, des routes, des stades. La Russie a envoyé des mercenaires. Les États-Unis maintiennent leurs bases militaires. Et l'Europe se retrouve avec une facture mais sans accès aux matières premières qu'elle croyait avoir sécurisées.

C'est ce que coûte un empire qu'on ne peut plus tenir.

Le privilège exorbitant a une date d'expiration. Pour la France en Afrique, cette date est en train de passer.

Ce que Washington regarde avec attention : sa propre date d'expiration suit la même logique.

# Les agences de notation : juges sans appel

En août 2011, Standard & Poor's fait quelque chose d'inédit dans l'histoire financière moderne : elle dégrade la note de la dette américaine. Pas d'un pays émergent. Pas d'une économie en faillite. De la première puissance mondiale, dont les bons du Trésor sont théoriquement l'actif "sans risque" de référence de toute la finance mondiale.

La dégradation passe de AAA à AA+. Une seule encoche. Les marchés tremblent.

La réaction de Washington est révélatrice.

Le Département de Justice américain ouvre une enquête criminelle sur Standard & Poor's. Pas sur la décision de dégradation — sur des pratiques antérieures à 2008, concernant la notation des produits financiers liés aux subprimes. En 2015, S&P accepte de payer 1,5 milliard de dollars d'amende pour clore l'enquête.

L'agence qui avait osé noter les États-Unis a payé. Les deux autres grandes agences — Moody's et Fitch — n'ont jamais dégradé la note américaine.

La leçon a été enregistrée.

---

## Trois agences américaines pour noter le monde

---

Moody's, Standard & Poor's (filiale de S&P Global), Fitch Ratings. Trois entreprises américaines — les deux premières cotées à Wall Street, toutes basées aux États-Unis — qui notent la solvabilité de pratiquement tous les États, entreprises et instruments financiers du monde.

Leur pouvoir est considérable. Une dégradation de note fait automatiquement exploser les taux d'emprunt d'un pays : les fonds de pension, les banques, les assureurs ont des mandats qui leur interdisent de détenir des titres en dessous d'un certain niveau de notation. Quand un pays passe sous "investment grade", des centaines de milliards de capitaux doivent légalement se retirer. Le pays se retrouve soudainement dans l'incapacité de se financer normalement.

C'est une arme financière à déclenchement automatique. Et trois entreprises américaines ont le doigt sur la gâchette pour tous les pays du monde.

---

## **La crise grecque : les agences comme accélérateur**

---

Entre 2009 et 2012, la Grèce traverse une crise de dette souveraine. Son déficit budgétaire est révélé bien plus élevé que déclaré. C'est réel — la Grèce a un problème.

Mais ce qui transforme un problème gérable en catastrophe nationale, c'est la séquence des dégradations des agences.

Octobre 2009 : Fitch dégrade la Grèce. Décembre 2009 : S&P dégrade. Puis Moody's. Les taux d'emprunt grecs montent. La Grèce doit emprunter plus cher pour rembourser sa dette, ce qui creuse davantage le déficit, ce qui justifie de nouvelles dégradations.

Une spirale auto-entretenu, déclenchée par trois agences privées américaines opérant sur la dette d'un pays européen.

En juin 2010, Moody's dégrade le Portugal au rang de "junk" — dette spéculative, sans valeur d'investissement. En une journée. Sans signal d'alarme préalable. Les taux portugais bondissent de 2 points. Le pays doit demander l'aide du FMI.

Le Parlement européen a ouvert des enquêtes. Des commissaires européens ont protesté. Michel Barnier, alors commissaire aux services financiers, a déclaré que les agences américaines “ont trop de pouvoir sur les marchés européens.” Des projets d’agence de notation européenne ont été évoqués. Aucun n’a abouti.

---

## Ce que les agences ne font pas

---

Les agences ont maintenu des notes élevées sur des instruments financiers qui se sont effondrés en 2008 — les CDO et autres produits structurés liés aux subprimes que Lehman Brothers, Goldman Sachs et Citigroup vendaient au monde entier. Ces produits étaient notés AAA jusqu’à leur effondrement.

La commission d’enquête du Congrès américain sur la crise de 2008 — la Financial Crisis Inquiry Commission — a conclu que les agences de notation étaient “des rouages essentiels de la machine de la destruction financière” et que “sans leurs notations trompeuses, les marchés des produits financiers n’auraient pas pu fonctionner.”

Des emails internes de Moody’s et S&P, publiés lors des auditions du Congrès, montrent des analystes qui se moquaient eux-mêmes des notations qu’ils accordaient. Un analyste de S&P écrivait en 2006 : “Que le modèle ne saisisse pas la moitié du risque, ça ne me dérange pas. Nous noterons toutes les transactions et nous serons riches et à la retraite quand le château de cartes s’effondrera.”

Le château s’est effondré. Personne n’est allé en prison.

Standard & Poor’s, Moody’s et Fitch ont payé des amendes — une fraction de leurs revenus pendant la période concernée. Elles continuent d’exercer la même fonction avec le même oligopole.

---

## Pourquoi il n'y a pas d'alternative

---

Plusieurs tentatives ont été faites pour créer des agences de notation alternatives — européennes, chinoises, indépendantes.

La Chine a créé Dagong Global Credit Rating. Elle note les États-Unis moins bien que les agences américaines ne notent la Chine — ce qui est analytiquement défendable étant donné les déficits américains. Personne sur les marchés occidentaux n'utilise Dagong.

L'Union européenne a subventionné la création d'une petite agence européenne — Scope Ratings, basée à Berlin. Elle est marginale.

La raison de cet échec est structurelle : les investisseurs institutionnels — fonds de pension, assureurs, banques centrales — ont des mandats légaux qui réfèrent explicitement les notations de Moody's, S&P et Fitch. Pour qu'une agence alternative soit utilisable, il faudrait réécrire des milliers de mandats d'investissement dans des dizaines de pays. C'est possible — mais cela demande une volonté politique que personne n'a encore trouvée.

En attendant, trois entreprises privées américaines notent la solvabilité de 195 États souverains et de dizaines de milliers d'entreprises dans le monde entier. Elles le font selon leurs propres méthodologies, non soumises à un contrôle international, avec des conflits d'intérêts documentés — elles sont payées par les émetteurs qu'elles notent.

Aucune organisation internationale n'a le pouvoir de les contester. Aucun tribunal ne peut annuler une dégradation.

C'est le jugement sans appel. Et les juges sont américains.

---

## **Khashoggi et les agences : deux poids, deux mesures**

---

En 2018, l'Arabie Saoudite assassine Jamal Khashoggi dans son consulat d'Istanbul. La CIA conclut que Mohammed bin Salman a personnellement ordonné le meurtre. Des sanctions internationales auraient été justifiées.

Les agences de notation n'ont pas dégradé l'Arabie Saoudite. Sa note souveraine est restée stable. Les investisseurs ont continué d'acheter de la dette saoudienne.

En 2022, quand la Russie envahit l'Ukraine, les agences dégradent immédiatement la Russie en territoire "junk" — dette spéculative, inutilisable pour les investisseurs institutionnels. Cette dégradation a accompagné et amplifié les sanctions occidentales.

Deux pays. Deux comportements objectivement violents. Une réaction radicalement différente des agences.

La différence : l'Arabie Saoudite est le pilier du pétrodollar. La Russie est l'ennemi désigné.

Les agences de notation sont présentées comme des institutions techniques et neutres, appliquant des critères financiers objectifs. En pratique, leurs décisions suivent la géopolitique américaine avec une cohérence remarquable.

# La Fed : banque centrale du monde, responsable devant personne

Le 16 mars 2022, la Réserve Fédérale américaine annonce la première hausse de ses taux directeurs depuis 2018. Puis une autre en mai. Puis en juin. En novembre, les taux américains sont passés de 0% à 4% en huit mois — la remontée la plus rapide depuis quarante ans.

L'objectif officiel : combattre l'inflation américaine, qui atteignait 8% — conséquence des déficits massifs de la période Covid et des perturbations des chaînes d'approvisionnement.

Ce que la Fed n'a pas mentionné dans ses communiqués de presse : les conséquences de sa décision sur le reste du monde.

Au Sri Lanka, la livre s'est effondrée. Le pays n'a plus pu importer du pétrole, de l'engrais, des médicaments. Des émeutes ont éclaté. Le président a fui.

En Argentine, la dette en dollars est devenue insupportable. Nouvelle crise.

En Turquie, en Égypte, au Pakistan, au Ghana, en Zambie — des crises monétaires et des défauts de dette en cascade, directement corrélés à la remontée des taux américains.

La Fed avait pris une décision pour l'économie américaine. Le monde entier en payait le prix.

---

## Comment ça fonctionne

---

Le mécanisme est simple une fois qu'on le comprend.

Quand les taux américains sont bas, les investisseurs cherchent du rendement ailleurs — ils placent des capitaux dans les pays émergents, dont les taux sont plus élevés. Ces capitaux financent les déficits de ces pays, stabilisent leurs monnaies, leur permettent d'emprunter à des conditions raisonnables.

Quand la Fed remonte ses taux, ces capitaux rentrent aux États-Unis — attirés par le rendement américain désormais plus attractif et par la sécurité perçue du dollar. Les monnaies des pays émergents s'effondrent. Leurs réserves de change s'épuisent à mesure qu'elles tentent de défendre leur monnaie. Leurs dettes en dollars — contractées quand les taux étaient bas — deviennent insupportables en monnaie locale.

Ce cycle a une régularité documentée. La crise mexicaine de 1994 — le "Tequila Effect" — a suivi une remontée des taux américains. La crise asiatique de 1997 également. La crise des pays émergents de 2022 suit le même pattern.

À chaque cycle, des pays qui n'ont pris aucune décision irresponsable se retrouvent en crise parce qu'une institution américaine a décidé quelque chose pour l'économie américaine.

---

## Une banque centrale qui répond à qui ?

---

La Réserve Fédérale a été créée en 1913. Elle est techniquement indépendante du gouvernement américain — son conseil des gouverneurs est nommé par le président américain et confirmé par le Sénat, mais ses décisions de politique monétaire ne sont soumises ni à l'approbation du Congrès ni du président.

Elle rend compte au Congrès américain deux fois par an. C'est tout.

Elle ne rend compte à aucune institution internationale. Ni au FMI. Ni à l'ONU. Ni à la Banque des Règlements Internationaux. Ni à aucun gouvernement étranger, aussi directement touché soit-il par ses décisions.

C'est une institution américaine, créée pour gérer l'économie américaine, qui prend des décisions dont les effets sont mondiaux — et qui n'est responsable que devant les Américains.

Pour les 7 milliards d'habitants du reste de la planète qui subissent les conséquences de ses décisions, il n'existe aucun recours, aucun forum, aucune voie de contestation.

C'est la définition d'un pouvoir sans contrôle.

---

## **“Notre monnaie, votre problème” — la formule qui dure**

---

En 1971, John Connally, secrétaire au Trésor de Nixon, avait résumé la position américaine d'une phrase : “Le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème.”

Cinquante ans plus tard, rien n'a changé dans la structure. La formule s'applique toujours — elle n'est juste plus dite publiquement.

Quand la Fed imprimait massivement des dollars pendant la période Covid — le “quantitative easing” à 120 milliards de dollars par mois — ces dollars inondaient aussi les marchés mondiaux, créaient de l'inflation importée dans les pays émergents, gonflaient les prix des matières premières libellées en dollars.

Quand la Fed a arrêté d'imprimer et relevé ses taux, la marée s'est retirée — emportant les économies les moins solides.

Le cycle inflation/déflation monétaire mondiale est commandé depuis Washington. Les bénéficiaires sont les investisseurs américains — qui profitent des phases d'expansion — et les exportateurs américains — qui profitent de la dépréciation des monnaies concurrentes pendant les phases

de resserrement. Les perdants sont systématiquement les mêmes : les pays émergents, les débiteurs en dollars, les économies dépendantes des importations libellées en dollars.

---

## **La Fed et la crise de 2008 : privatiser les profits, socialiser les pertes**

---

La gestion par la Fed de la crise financière de 2008 illustre une autre dimension de son pouvoir — et de ses loyautés.

Quand Lehman Brothers s'effondre en septembre 2008, la Fed et le Trésor américain orchestrent un sauvetage massif du système financier. Environ 700 milliards de dollars d'argent public via le TARP (Troubled Asset Relief Program). Des milliers de milliards supplémentaires en garanties et en liquidités d'urgence.

Ces fonds sont allés aux banques — Goldman Sachs, Citigroup, Bank of America, Morgan Stanley. Pas aux millions d'Américains qui perdaient leur maison. Le programme de modification des prêts hypothécaires, censé aider les propriétaires endettés, a été sous-dimensionné et mal exécuté. Environ 4 millions de familles américaines ont perdu leur logement entre 2008 et 2012.

Les banques ont survécu. Leurs dirigeants ont touché des bonus records en 2009 — l'année suivant le sauvetage public. Goldman Sachs a versé 16 milliards de dollars de bonus à ses employés en 2009 — après avoir reçu 10 milliards de dollars d'argent public.

Aucun dirigeant bancaire américain n'a été condamné pénalement pour la crise de 2008. En Islande — seul pays qui a laissé ses banques faire faillite et poursuivi ses banquiers — vingt-six dirigeants bancaires ont été condamnés à des peines allant jusqu'à cinq ans de prison. L'économie islandaise s'est rétablie en trois ans.

Le modèle américain de gestion de crise financière : privatiser les profits pendant les années fastes, socialiser les pertes quand le système s'effondre. La Fed est l'institution qui orchestre cette socialisation — c'est-à-dire le transfert du coût des erreurs privées vers le contribuable public et les créanciers étrangers.

---

## Ce que l'Europe pourrait faire — et ne fait pas

---

L'Europe a sa propre banque centrale — la BCE, Banque Centrale Européenne, basée à Francfort. Elle a son propre mandat, ses propres décisions.

Mais la BCE opère dans un monde où les marchés financiers mondiaux sont libellés en dollars, où les matières premières sont tarifées en dollars, où les réserves mondiales sont majoritairement en dollars.

Quand la Fed décide, la BCE réagit — pas l'inverse. La BCE a relevé ses taux en 2022 partiellement en réponse à la remontée américaine, pour éviter une fuite des capitaux européens vers les États-Unis. Elle a subi l'inflation importée par la politique monétaire américaine.

L'euro est la deuxième monnaie internationale — environ 20% des réserves mondiales. Mais 20% n'est pas 59%. L'Europe est dans le système dollar, pas à côté.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que davantage de contrats pétroliers, de dettes souveraines, d'échanges commerciaux soient libellés en euros. Cela demande une volonté politique — et une cohérence — que l'Europe n'a pas encore trouvée.

Tant que l'Europe ne parle pas d'une seule voix sur les questions monétaires, la Fed restera la banque centrale de facto du monde occidental. Et ses décisions resteront le problème de tout le monde.

## Chapitre 11 — Les fissures : la dédollarisation en cours

En juin 2023, lors du sommet des BRICS à Johannesburg, les dirigeants du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud annoncent l'expansion du groupe. Six nouveaux membres sont invités : l'Iran, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie, l'Égypte, l'Argentine.

L'Arabie Saoudite rejoint les BRICS. Le pays qui avait accepté en 1974 de vendre son pétrole exclusivement en dollars, en échange de la protection militaire américaine, considère désormais de rejoindre un bloc qui travaille activement à des alternatives au dollar.

Ce n'est pas une révolution. C'est un signal.

---

### La part du dollar dans les réserves mondiales

---

En 1999, le dollar représentait 71% des réserves de change mondiales des banques centrales. En 2023, il en représente 59%.

Une baisse de 12 points en vingt-cinq ans — soit environ 0,5 point par an en moyenne.

C'est lent. Mais c'est constant. Et c'est une première depuis la création du système de Bretton Woods.

Les bénéficiaires de cette baisse ne sont pas une seule monnaie alternative — c'est un ensemble de monnaies : l'euro, le yuan, la livre sterling, le yen, mais aussi des “autres monnaies” — dollar australien, canadien, francs suisses, couronnes nordiques — qui représentent une part croissante des réserves.

La diversification est réelle. Elle est encore limitée. Mais elle est en cours.

---

## Les achats d'or des banques centrales

---

En 2022, les banques centrales mondiales ont acheté 1 136 tonnes d'or — le plus haut niveau depuis 1967, quand le système de Bretton Woods était encore en vigueur.

En 2023, les achats ont été de 1 037 tonnes — le deuxième plus haut niveau de l'histoire.

Qui achète ? La Chine, la Russie, l'Inde, la Turquie, les pays du Golfe, la Pologne, Singapour. Des économies avancées et émergentes, des alliés et des adversaires des États-Unis.

Pourquoi acheter de l'or maintenant, après des décennies où les banques centrales en avaient plutôt vendu ?

L'or a une propriété unique : il n'est la dette de personne. Un bon du Trésor américain est une créance sur le gouvernement américain — il peut être gelé, saisi, soumis à des sanctions. L'or physique détenu dans ses propres coffres ne peut pas être sanctionné.

Après le gel des réserves russes en mars 2022 — environ 300 milliards de dollars d'actifs russes gelés dans les banques occidentales — beaucoup de banques centrales ont pris note. Si les réserves russes peuvent être gelées, les leurs le peuvent aussi.

L'achat d'or est une couverture contre l'arme financière américaine.

---

## Le yuan numérique et les transactions bilatérales

---

La Chine développe depuis 2014 un yuan numérique — le e-CNY — un système de paiement numérique émis directement par la Banque populaire de Chine. En 2024, plus de 180 millions de portefeuilles numériques sont ouverts en Chine.

L'objectif à terme : permettre des transactions internationales en yuan sans passer par le système Swift ou par des banques correspondantes en dollars.

En parallèle, la Chine développe CIPS — Cross-Border Interbank Payment System — une alternative à Swift pour les transactions en yuan. En 2023, CIPS traite environ 6 500 milliards de yuans de transactions par an — encore très inférieur à Swift, mais en croissance rapide.

Des accords bilatéraux de règlement commercial en monnaies locales se multiplient : Chine-Brésil en yuans et reais, Chine-Russie en yuans et roubles, Chine-Arabie Saoudite en cours de négociation pour les transactions pétrolières.

Ces alternatives sont encore marginales par rapport au volume total des transactions mondiales en dollars. Mais leur existence — et leur croissance — signale une volonté politique de réduire la dépendance au dollar.

---

## L'Inde : le pivot silencieux

---

L'Inde occupe une position stratégiquement unique dans cette recomposition.

Elle n'est pas membre de l'OTAN. Elle n'est pas non plus dans l'orbite chinoise. Elle a une politique étrangère historiquement de non-alignement — héritée de Nehru — qui lui permet de maintenir des relations avec les États-Unis, la Russie et la Chine simultanément.

Depuis 2022, l'Inde importe massivement du pétrole russe — à prix décoté, en dehors du plafonnement occidental. Elle règle une partie de ces achats en roupies et en roubles, contournant le dollar. Les États-Unis ont protesté sans imposer de sanctions réelles — parce que l'Inde est trop importante géopolitiquement pour être aliénée, notamment comme contrepoids à la Chine.

L'Inde développe en parallèle son propre système de paiement international — RuPay — et a signé des accords bilatéraux de règlement en roupies avec plusieurs partenaires commerciaux. Elle est en discussion pour rejoindre les BRICS dans une capacité étendue tout en maintenant ses partenariats avec Washington.

Cette double appartenance — refus d'être alignée, capacité à commercer dans les deux systèmes — est peut-être le modèle de la “dédollarisation partielle” qui se dessine. Pas un remplacement du dollar, mais un élargissement des options : certaines transactions en dollars, d'autres en monnaies locales ou en yuan, selon les circonstances.

L'Inde démontre qu'il est possible de ne pas choisir. Ce qui était difficile pendant la guerre froide — les États-Unis exigeaient l'alignement — devient moins pénalisé dans un monde où les États-Unis ont besoin de partenaires asiatiques face à la Chine.

---

## **Les sanctions comme accélérateur paradoxal**

---

Il y a une ironie dans la stratégie américaine des sanctions.

Plus les États-Unis utilisent le dollar comme arme — gel des réserves russes, exclusion de Swift, sanctions secondaires — plus ils incitent les pays qui ne veulent pas risquer le même traitement à réduire leur dépendance au dollar.

Le gel des 300 milliards de dollars de réserves russes en mars 2022 n'a pas seulement puni la Russie. Il a envoyé un signal à chaque banque centrale du monde : les dollars que vous détenez comme réserves peuvent être confisqués si Washington décide que vous avez mal agi. Ce n'est pas une menace théorique. C'est quelque chose qui vient de se produire.

Les pays qui ont le plus accéléré leurs achats d'or après mars 2022 sont précisément ceux qui ont des relations tendues avec Washington : Chine, Russie, Inde, Turquie. Mais aussi des pays qui n'ont pas de conflit direct avec les États-Unis et veulent simplement se couvrir contre un risque désormais avéré.

Le paradoxe : chaque utilisation agressive du dollar comme arme convainc davantage d'acteurs de diversifier hors du dollar. Les sanctions accélèrent la dédollarisation qu'elles sont censées empêcher.

C'est la limite d'un système qui repose sur la confiance. La confiance se gagne lentement et se perd rapidement. Quand le gardien de la monnaie de réserve mondiale en fait une arme politique, il érode la confiance structurelle que son statut exige.

---

## Ce que la dédollarisation peut et ne peut pas faire

---

Il faut être honnête sur les limites de ce mouvement.

Le dollar est dominant pour des raisons structurelles qui ne disparaîtront pas rapidement. Les marchés financiers américains sont les plus profonds et les plus liquides du monde — il n'existe pas d'alternative comparable pour placer des réserves à grande échelle. Le réseau d'effets — plus le dollar est utilisé, plus il est utile de l'utiliser — est extraordinairement puissant. Les contrats, les dettes, les normes comptables mondiales sont libellés en dollars.

Une dédollarisation rapide n'est pas plausible. Elle aurait des coûts considérables pour tous les acteurs, y compris ceux qui veulent en sortir.

Ce qui est plausible — et qui est en cours — c'est une fragmentation progressive du système monétaire mondial. Un monde dans lequel le dollar reste dominant mais coexiste avec des zones de transactions en yuan, en euros, en monnaies locales. Un monde multipolaire monétairement, comme il l'est géopolitiquement.

Ce monde est moins pratique. Il est aussi moins vulnérable à la domination unilatérale d'un seul acteur.

---

## L'Europe peut-elle exister ?

---

La question de la souveraineté européenne revient régulièrement dans les discours — après l'espionnage de Merkel, après les sanctions extraterritoriales, après Nord Stream, après l'Ukraine.

Les conditions d'une autonomie stratégique réelle existent sur le papier : l'Europe a 450 millions d'habitants, le deuxième PIB mondial, une industrie de pointe, une monnaie internationale en second rang, un marché intérieur suffisamment grand pour ne pas dépendre d'un seul partenaire.

Ce qui manque n'est pas la capacité théorique. C'est la volonté politique.

Les gouvernements européens sont dirigés par des élites formées dans des universités américaines ou britanniques, intégrées dans des réseaux transatlantiques — think tanks, fondations, conseils d'administration d'entreprises multinationales. Leurs carrières, leurs réseaux, leurs références intellectuelles sont atlantistes.

L'Europe qui refuserait la juridiction extraterritoriale américaine sur ses transactions, qui développerait une défense autonome, qui négocierait ses propres accords commerciaux sans alignement automatique sur Washington — cette Europe n'est pas impossible. Elle n'a pas encore les dirigeants politiques qui feraient le choix de la construire.

De Gaulle avait essayé. Il avait quitté le commandement intégré de l'OTAN, développé une force de frappe nucléaire nationale, reconnu la Chine communiste avant les États-Unis, dénoncé le privilège exorbitant du dollar. Son successeur a réintégré progressivement les structures atlantiques.

Chaque génération fait le choix à nouveau.

---

## Ce que l'histoire dit

---

Tous les empires finissent.

L'Empire romain a duré cinq siècles dans sa forme occidentale. L'Empire ottoman cinq siècles également. L'Empire britannique un peu moins de deux siècles dans sa forme globale. L'hégémonie américaine — souvent datée de 1945 ou de 1991 — a moins de quatre-vingts ans dans sa forme complète.

Les signes de fin de cycle sont documentés : déficits croissants, désaccords entre alliés, montée de concurrents, délégitimation progressive des institutions, affaiblissement de la monnaie de réserve.

Ces signes sont présents. Mais les empires en déclin sont parfois les plus dangereux — ils ont moins à perdre, ils sont plus susceptibles d'utiliser leurs instruments de puissance de façon agressive pour ralentir leur déclin.

Ce qui vient après l'hégémonie américaine n'est pas écrit. Ce peut être une multipolarité stable — plusieurs grands acteurs en compétition et coopération, comme l'Europe des équilibres au 19ème siècle. Ce peut être le chaos — une période de désordre pendant la transition, comme les guerres mondiales qui ont accompagné le passage de l'hégémonie britannique à l'hégémonie américaine.

Ce que choisira l'Europe dans cette transition dépend de décisions politiques qui se prennent maintenant — et de citoyens qui comprennent suffisamment le système pour évaluer ces décisions.

Éric n'est pas un décideur politique. Mais il vote. Il paie des impôts. Il forme des opinions. Et les opinions formées dans la compréhension des mécanismes réels valent plus que les opinions formées par des récits construits pour servir des intérêts qu'on ne vous montre pas.

C'est pour ça que ce livre existe.

# Le verrou iranien — Quand la défaite militaire détruit une monnaie

Il y a une équation que les manuels d'économie n'enseignent pas.

Le dollar n'est pas fort parce que l'économie américaine est forte. Le dollar est fort parce que les États-Unis peuvent projeter la force militaire n'importe où dans le monde. Et cette capacité de projection repose, depuis 1973, sur un accord conclu dans le désert d'Arabie.

Quand cet accord se brise, ce n'est pas seulement un accord géopolitique qui disparaît. C'est le mécanisme de financement de la puissance américaine elle-même.

L'Iran est le nœud de cette équation.

---

## Rappel : ce que l'accord de 1973 garantissait vraiment

---

L'accord Kissinger-Fayçal de 1974 — construit sur les bases posées lors de la guerre du Kippour de 1973 — n'était pas un accord commercial. C'était un accord de protection.

L'Arabie Saoudite s'engageait à vendre son pétrole exclusivement en dollars et à recycler ses pétrodollars en bons du Trésor américain. En échange, les États-Unis garantissaient la sécurité de la famille royale saoudienne contre toute menace — extérieure ou intérieure.

Cette garantie n'était pas symbolique. Elle impliquait une présence militaire permanente, des ventes d'armements, des renseignements, et la capacité démontrée de projeter la force dans la région du Golfe.

La démonstration de cette capacité a eu lieu en 1991 : la guerre du Golfe. Quand Saddam Hussein a envahi le Koweït, les États-Unis ont déployé 700 000 soldats en quelques mois, détruit l'armée irakienne en cent heures, et restauré l'ordre dans le Golfe. Message reçu par Riyad : la garantie tient.

Le pétrodollar repose sur cette démonstration de force. Pas sur un texte juridique. Sur la crédibilité militaire.

---

## **L'Iran comme test de cette crédibilité**

---

L'Iran est l'adversaire stratégique central des États-Unis dans la région depuis 1979. Non par hasard — l'Iran est la seule puissance régionale capable de menacer simultanément les monarchies du Golfe, Israël, et les routes pétrolières du détroit d'Ormuz.

Le détroit d'Ormuz est le passage par lequel transitent 20 % du pétrole mondial et 25 % du GNL mondial. Si l'Iran le ferme — militairement ou par mines — le prix du pétrole s'envole en quelques heures. L'économie mondiale entre en récession en quelques semaines.

C'est la raison pour laquelle les États-Unis maintiennent leur Ve Flotte à Bahreïn. C'est la raison pour laquelle les sanctions contre l'Iran ne l'ont jamais conduit à la capitulation : l'Iran sait que sa capacité à menacer le détroit est son assurance-vie ultime.

Un conflit militaire américano-iranien n'est pas un scénario hypothétique. Il s'est déjà produit partiellement : l'assassinat de Qassem Soleimani en janvier 2020, les attaques de drones contre des bases américaines en Irak et en Syrie, les opérations contre les navires dans le Golfe. La ligne entre la guerre froide régionale actuelle et un conflit ouvert est mince.

---

## Ce qu'une défaite militaire changerait

---

“Défaite” ne signifie pas nécessairement une capitulation formelle. Dans le contexte américano-iranien, une défaite peut prendre des formes plus subtiles — et plus dévastatrices pour la crédibilité américaine.

### **Scénario 1 : fermeture du détroit d'Ormuz non résolue**

Les États-Unis attaquent l'Iran. L'Iran ferme le détroit d'Ormuz et maintient sa fermeture pendant plusieurs semaines malgré la présence de la Ve Flotte. Le prix du pétrole triple. L'économie mondiale se fracture. Les États-Unis ne peuvent pas rouvrir le détroit sans un coût humain et financier insupportable politiquement.

Résultat : la garantie militaire américaine sur les routes pétrolières a été mise à l'épreuve — et elle a échoué.

### **Scénario 2 : paralysie des bases américaines dans la région**

Les missiles balistiques iraniens — dont la précision a été démontrée lors de la frappe sur la base d'Aïn al-Assad en Irak en janvier 2020, 110 missiles, aucun intercepté — rendent inopérantes les bases américaines régionales. Les États-Unis ne peuvent plus projeter de force depuis la région.

Résultat : la présence militaire américaine dans le Golfe est exposée comme vulnérable. La garantie de protection aux monarchies du Golfe devient théorique.

### **Scénario 3 : escalade nucléaire iranienne non stoppée**

L'Iran franchit le seuil nucléaire malgré les menaces américaines. Les États-Unis ne peuvent pas ou ne veulent pas intervenir militairement contre une puissance nucléaire.

Résultat : la crédibilité de la dissuasion américaine s'effondre. L'Arabie Saoudite annonce son propre programme nucléaire. L'ordre régional construit depuis 1974 se désintègre.

---

## L'Iran : la guerre de trop

---

Les empires ne s'effondrent pas en une bataille. Ils s'érodent par accumulation de guerres trop coûteuses, trop longues, trop loin — jusqu'à ce qu'une de trop brise la mécanique.

L'Empire romain a eu ses Parthes — la campagne de Crassus en 53 avant J.-C., la pire défaite romaine depuis des siècles, qui a signalé les limites de la projection impériale vers l'Est. L'Empire britannique a eu Gallipoli, puis la Palestine, puis l'Inde. L'Union soviétique a eu l'Afghanistan — dix ans de guerre, 15 000 soldats tués, une économie à genoux, une légitimité effondrée.

Les historiens ont un nom pour ce phénomène : l'overstretch impérial. La surextension. Le moment où l'empire dépense plus pour maintenir son hégémonie qu'il n'en tire de bénéfiques. Paul Kennedy l'a documenté dans *The Rise and Fall of Great Powers* en 1987 — chaque grande puissance de l'histoire a connu cette séquence : expansion, surextension, déclin.

Les États-Unis sont en surextension depuis l'Irak. L'Afghanistan a confirmé le diagnostic. L'Ukraine a allongé la facture.

L'Iran serait la guerre de trop.

Pas parce que les États-Unis ne pourraient pas causer des dégâts considérables à l'Iran — leur supériorité aérienne et navale reste massive. Mais parce que causer des dégâts n'est pas gagner une guerre. Et une guerre avec l'Iran sans victoire décisive serait la démonstration ultime que la puissance américaine ne peut plus garantir l'ordre qu'elle a construit depuis 1945.

---

## Ce que Trump ne peut plus faire

---

Il y a un fait nouveau, rarement nommé clairement, qui change la donne dans ce calcul : les États-Unis ne peuvent plus déclencher une guerre terrestre au sol en Iran. Pas parce qu'ils ne le veulent pas. Parce qu'ils n'en ont plus la capacité — politique, militaire et populaire.

**La contrainte du Congrès.** Après l'assassinat de Qassem Soleimani en janvier 2020, le Congrès américain s'est révolté. La Chambre des représentants et le Sénat ont tous deux adopté des résolutions au titre du War Powers Act limitant la capacité du président à déclencher des hostilités contre l'Iran sans autorisation parlementaire. Trump a mis son veto. Mais le signal politique était clair : le Congrès n'autorisera pas une nouvelle grande guerre au Moyen-Orient.

**La désillusion post-Irak/Afghanistan.** Vingt ans de guerres en Irak et en Afghanistan — 6 000 soldats américains tués, des milliers de milliards de dollars dépensés, aucun objectif stratégique atteint — ont brisé le consensus politique américain autour des guerres d'intervention. L'opinion publique américaine est massivement opposée à un nouveau conflit au sol en Iran. Aucun président ne peut vendre une invasion iranienne après l'Afghanistan.

**La capacité militaire iranienne.** L'Iran de 2025 n'est pas l'Irak de 2003. Ses missiles balistiques ont démontré leur précision en janvier 2020 — 110 missiles sur la base d'Aïn al-Assad, aucun intercepté par les défenses américaines. L'Iran dispose de drones longue portée, de forces proxy dans toute la région — Hezbollah, Houthis, milices irakiennes — capables de simultanément frapper des dizaines de cibles américaines, saoudiennes et israéliennes. Une invasion terrestre de l'Iran serait d'une complexité et d'un coût humain sans commune mesure avec l'Irak.

**Le seuil nucléaire.** En 2025, l’Iran est au seuil de la capacité nucléaire — selon les évaluations des services de renseignement occidentaux, il pourrait assembler une arme nucléaire en quelques semaines si la décision politique était prise. On n’envahit pas au sol un pays qui peut devenir nucléaire pendant l’opération.

Le résultat : Trump négocie avec l’Iran en 2025 — des pourparlers indirects via Oman — non par choix idéologique, mais parce que l’option militaire terrestre n’est plus réaliste. C’est une reconnaissance implicite des limites de la puissance américaine.

Et si les États-Unis ne peuvent plus menacer crédiblement l’Iran par la force, la garantie militaire sur laquelle repose l’accord de 1974 avec l’Arabie Saoudite commence à s’éroder.

Les monarchies du Golfe le voient.

---

## **Ce que les monarchies du Golfe feraient ensuite**

---

Les régimes du Golfe ne sont pas des idéologues. Ils sont des pragmatiques extrêmes dont la survie dépend d’un calcul permanent : qui peut nous protéger ?

Si la réponse à cette question change — si la capacité américaine à garantir leur sécurité est remise en cause — leur engagement envers le pétrodollar change aussi.

Les signaux précurseurs sont déjà lisibles.

L’Arabie Saoudite a rejoint les BRICS en 2023. Elle négocie des accords de vente de pétrole en yuan avec la Chine depuis 2022. Elle a refusé d’augmenter sa production pétrolière quand Washington le lui a demandé en 2022, au moment où les prix montaient après l’invasion de l’Ukraine. Elle a rétabli ses relations diplomatiques avec l’Iran en mars 2023 — avec la médiation de la Chine, pas des États-Unis.

Ces signaux ne sont pas encore une rupture. Ils indiquent une direction.

Une démonstration concrète de l'incapacité américaine à projeter la force dans le Golfe transformerait ces signaux en décision. L'Arabie Saoudite — et avec elle les Émirats, le Qatar, le Koweït — n'attendrait pas. Elle diversifierait immédiatement ses garanties de sécurité, ses partenaires commerciaux, et la devise de facturation de son pétrole.

Ce serait la fin du pétrodollar.

---

## **Ce que la fin du pétrodollar fait au dollar — et ce qu'elle ne fait pas**

---

Il faut être précis ici, parce que la confusion entre ces deux réalités est fréquente.

### **Ce que la fin du pétrodollar ne fait pas :**

Elle ne détruit pas le dollar comme monnaie commerciale internationale. Le dollar continuerait à être utilisé massivement dans les échanges mondiaux — parce que les marchés financiers américains restent les plus profonds du monde, parce que les contrats commerciaux sont libellés en dollars depuis des décennies, parce que les réseaux d'effets sont considérables.

Une transition complète vers d'autres monnaies prendrait des décennies même si la volonté politique existait — ce qui n'est pas le cas pour la plupart des acteurs économiques.

Le dollar resterait une monnaie forte. Il serait probablement la première monnaie mondiale encore longtemps.

### **Ce que la fin du pétrodollar fait :**

Elle retire aux États-Unis le mécanisme qui leur permet de financer leur déficit à coût quasi nul.

Voici le mécanisme actuel : les pays exportateurs de pétrole reçoivent des dollars pour leur pétrole. Ils recyclent ces dollars en bons du Trésor américain. Cela finance le déficit américain à des taux d'intérêt artificiellement bas. Cela permet aux États-Unis de maintenir un budget militaire de 800 milliards de dollars par an — le premier du monde, supérieur aux dix suivants réunis — sans en payer le coût réel.

Si les pétrodollars cessent d'affluer vers les bons du Trésor américain, les États-Unis doivent financer leur déficit autrement. Les taux d'intérêt montent. Le coût du service de la dette augmente. Les arbitrages budgétaires deviennent douloureux.

Un budget militaire de 800 milliards par an dans un pays qui ne peut plus se financer à 2% devient un budget militaire de 600, puis 500 milliards. Pas immédiatement — mais inévitablement.

**C'est précisément ce que signifie la fin du "privilège exorbitant"** : non pas la destruction du dollar, mais la fin de la capacité américaine à faire payer au monde entier le coût de son empire militaire.

---

## La Chine comprend cela mieux que l'Europe

---

La stratégie chinoise vis-à-vis de l'Iran n'est pas une politique étrangère au sens traditionnel. C'est une politique monétaire.

En signant l'accord de coopération sino-iranien de 2021 — 400 milliards de dollars d'investissements chinois en Iran sur 25 ans, en échange de pétrole iranien à prix préférentiel — la Chine a accompli plusieurs choses simultanément.

Elle a sécurisé un approvisionnement énergétique à long terme. Elle a offert à l'Iran une bouée économique qui réduit l'efficacité des sanctions américaines. Et elle a positionné la Chine comme le partenaire de recours pour un Iran qui ne peut pas commercer en dollars.

Les transactions sino-iraniennes se font en yuan, en roubles, en troc direct. Elles contournent complètement le système dollar-Swift.

Chaque baril de pétrole iranien vendu en yuan plutôt qu'en dollars est un baril de moins qui finance le bon du Trésor américain. La Chine ne cherche pas à détruire le dollar frontalement — elle l'érode transaction par transaction, en construisant des infrastructures alternatives.

L'Iran est le laboratoire de cette stratégie.

---

## Ce que cela signifie pour la suite de ce livre

---

Le chapitre précédent a montré que la dédollarisation est en cours — lente, progressive, documentée.

Ce chapitre ajoute une dimension différente : la dédollarisation peut avoir un déclencheur brutal.

Une défaite militaire américaine contre l'Iran — dans n'importe lequel des scénarios décrits ci-dessus — ne serait pas seulement un événement géopolitique. Ce serait un événement monétaire majeur. Il démontrerait que la garantie sur laquelle repose l'accord de 1974 ne tient plus.

Les monarchies du Golfe tireraient leurs conclusions. Les banques centrales du monde entier accéléreraient leur diversification en or et en alternatives au dollar. Les négociations sur les transactions pétrolières en yuan, actuellement prudentes, deviendraient urgentes.

Et les États-Unis se retrouveraient à devoir financer leur appareil militaire — et leur déficit structurel — sans le mécanisme de recyclage des pétrodollars qui les finance depuis cinquante ans.

L'empire peut survivre à cette transition. Les empires s'adaptent. Mais il ne pourrait plus maintenir simultanément un budget militaire de premier rang mondial, des dépenses sociales suffisantes pour maintenir la cohésion interne, et un service de la dette en hausse.

Quelque chose cèderait.

Probablement le budget militaire — ce qui fermerait la boucle : un empire dont le budget militaire se réduit perd sa capacité à garantir l'ordre qui finance ce budget. Le cercle vicieux de la fin d'hégémonie, documenté dans chaque transition hégémonique de l'histoire moderne.

La lettre qu'Éric a reçue ce matin de janvier — celle du Department of Justice américain menaçant son distributeur de l'Ohio — est possible parce que le dollar finance l'appareil juridique, militaire et de renseignement qui rend cette lettre possible.

Quand cet appareil ne peut plus se financer, la lettre ne part plus.

Ce n'est pas une prévision. C'est une mécanique.

## Épilogue — La fin prévisible d'un empire qui ne savait pas qu'il en était un

Éric a pris rendez-vous avec son expert-comptable.

Il veut savoir ce que ça coûterait de restructurer ses transactions iraniennes pour les faire passer par un intermédiaire en dehors du système dollar — un partenaire turc ou indien qui commercerait en lires ou en roupies avec l'Iran, et facturerait Éric en euros.

Ce n'est pas une solution parfaite. L'intermédiaire prendra une marge. Les délais seront plus longs. La complexité administrative sera réelle.

Mais c'est faisable. Et ça fonctionnerait.

---

### Ce que l'histoire des empires enseigne

---

L'empire romain a duré cinq siècles dans sa forme occidentale. L'empire ottoman, six siècles. L'empire britannique, deux siècles dans sa forme globale. L'hégémonie américaine — si on la date de 1945 — a quatre-vingts ans.

À l'échelle des empires, c'est une adolescence.

Ce qui frappe, quand on regarde la trajectoire américaine avec le recul de l'histoire, ce n'est pas sa puissance. C'est la vitesse à laquelle ses contradictions internes l'ont rattrapée.

Tous les empires qui ont duré avaient une aristocratie impériale — une classe dirigeante qui pensait en termes de siècles, de continuité, de puissance collective. Rome avait ses sénateurs qui débattaient du destin de la République sur des générations. La Chine impériale avait ses mandarins sélectionnés sur concours pour administrer un territoire de plusieurs

millions de kilomètres carrés avec une vision de long terme. L'empire britannique avait ses "gentlemen" formés à Eton et Oxford pour gouverner l'empire — pas pour s'enrichir personnellement, mais pour maintenir la puissance collective de la Couronne.

L'empire américain n'a jamais eu ça. Il a eu des actionnaires. Des hommes politiques élus pour quatre ans. Des PDG rémunérés sur les résultats trimestriels. Des fonds d'investissement dont l'horizon de placement est de cinq à sept ans.

**Personne n'a jamais pensé "dans cent ans".**

---

## **L'empire qui s'est mangé lui-même**

---

Un empire qui pense à court terme prend des décisions rationnelles à court terme — et suicidaires à long terme.

Délocaliser la production vers la Chine pour améliorer les marges du trimestre suivant était rationnel pour chaque actionnaire de chaque entreprise concernée. Le résultat cumulatif : la destruction de la base industrielle américaine, l'appauvrissement de la classe ouvrière, la fracture sociale qui a produit Trump, et la dépendance stratégique envers le pays désigné comme l'ennemi principal.

Financiariser l'économie — transformer les banques en machines à produire des produits dérivés plutôt qu'à financer l'économie réelle — était rationnel pour les bonus des traders. Le résultat : la crise de 2008, socialisée en pertes pour les contribuables et privatisée en profits pour les mêmes traders.

Nourrir la population avec des aliments ultra-transformés — conçus pour être addictifs, produits à coût minimum, vendus à prix maximum — était rationnel pour les actionnaires de l'industrie agroalimentaire. Le résultat : 42% des Américains sont obèses. Le diabète de type 2 touche 37 millions

d'Américains. Les maladies chroniques liées à l'alimentation coûtent plus de 1 000 milliards de dollars par an au système de santé américain — financé par les mêmes contribuables que la crise de 2008.

**Un empire qui empoisonne ses propres sujets pour que quelques actionnaires s'enrichissent ne peut pas durer.**

Ce n'est pas une métaphore. C'est une mécanique.

---

## La santé comme miroir de l'empire

---

L'état de santé des populations occidentales — américaines et européennes — est l'un des indicateurs les plus brutaux de ce que le modèle économique a produit.

Les États-Unis dépensent plus par habitant pour la santé que n'importe quel autre pays développé — environ 12 000 dollars par an et par personne. Le Royaume-Uni en dépense 5 000. La France 5 500. L'Allemagne 7 000.

Et pourtant : l'espérance de vie aux États-Unis est inférieure à celle de tous ces pays. Elle a même diminué entre 2014 et 2022 — fait unique parmi les nations développées en temps de paix.

Ce paradoxe — plus de dépenses, moins de santé — n'est pas un mystère médical. C'est un résultat logique d'un système où la santé est une industrie avant d'être un service public. Où les médicaments sont des produits de marché avant d'être des thérapies. Où les aliments sont des vecteurs de profit avant d'être des nutriments.

L'industrie pharmaceutique américaine a généré des profits records pendant la pandémie. Pendant la même période, l'espérance de vie américaine a reculé de deux ans.

L'industrie agroalimentaire génère des marges confortables sur les produits ultra-transformés. Les coûts de santé liés à leur consommation sont externalisés — sur les individus malades, sur le système de santé public, sur les générations futures.

L'empire a externalisé ses coûts sur ses propres sujets. Comme il a externalisé les coûts de son déficit commercial sur le reste du monde, il a externalisé les coûts de son modèle alimentaire sur ses propres citoyens.

La logique est la même. L'échelle de temps est différente.

---

## Ce qu'ils avaient et ce qu'ils n'ont pas su faire

---

L'empire américain avait tous les outils pour durer.

La monnaie de réserve mondiale. L'armée la plus puissante de l'histoire. Les universités les plus attractives du monde. Une culture — musique, cinéma, littérature, mode de vie — qui a conquis les consciences plus efficacement qu'aucune armée. Des institutions démocratiques centenaires avec une légitimité réelle. Une capacité d'innovation technologique sans équivalent.

Et une langue. L'anglais est devenu la lingua franca mondiale — de façon si complète que même les entreprises françaises et allemandes communiquent en anglais en interne. La domination culturelle américaine a été si profonde qu'elle a conditionné les modes de pensée, les aspirations, les références esthétiques de plusieurs générations dans le monde entier.

Avec ces outils, un empire qui pensait en termes de siècles aurait pu construire quelque chose de durable. Un ordre international légitimé non par la domination mais par l'attractivité réelle. Un soft power transformé en influence durable parce qu'il correspondait à une réalité — des institutions justes, un niveau de vie enviable, une promesse tenue.

Mais pour penser en siècles, il faut sacrifier le trimestre.

Et le modèle américain n'a jamais eu ce mécanisme. La démocratie électorale à cycle court favorise les décisions populaires à court terme. Le capitalisme actionnarial favorise les profits immédiats. La culture de la croissance trimestrielle a infecté non seulement les entreprises mais les institutions publiques, les universités, les médias.

**Ils avaient tous les outils. Ils n'avaient pas la doctrine pour les utiliser sur la durée.**

---

## **Pourquoi c'est une bonne nouvelle**

---

Il serait facile de conclure ce livre dans la tristesse — la tristesse d'un potentiel gâché, d'une opportunité historique manquée.

Ce serait passer à côté de l'essentiel.

Un empire qui s'organise autour du profit à court terme d'une minorité n'a pas de légitimité morale à durer. Un système qui s'enrichit en appauvrissant ses propres citoyens, en empoisonnant leur alimentation, en précarisant leur travail, en fragmentant leur tissu social — ce système ne mérite pas la permanence.

Les citoyens américains ordinaires — les ouvriers de Youngstown, les infirmières qui s'endettent pour soigner des patients ruinés par leurs factures médicales, les agriculteurs pris en étau entre les semenciers et les distributeurs — ne sont pas les bénéficiaires de cet empire. Ils en sont les sujets, comme tous les autres.

La fin de cette hégémonie n'est pas la défaite de l'Amérique. C'est la fin d'un modèle d'organisation du pouvoir qui a échoué à tenir ses propres promesses.

Ce qui vient après n'est pas nécessairement meilleur. Les transitions hégémoniques sont des périodes de chaos, d'instabilité, parfois de violence. Le prochain empire dominant — si empire dominant il y a — pourrait reproduire les mêmes erreurs sous d'autres formes.

Mais la fin de celui-ci crée un espace.

Un espace pour des règles différentes. Pour des institutions qui ne servent pas exclusivement les intérêts de leurs créateurs. Pour un système monétaire qui ne repose pas sur la puissance militaire d'un seul pays. Pour des modèles économiques qui ne s'enrichissent pas en externalisant leurs coûts sur les plus vulnérables.

Cet espace n'est pas une garantie. Il est une possibilité.

---

## Ce que ça signifie pour Éric

---

Éric ne changera pas le système monétaire mondial.

Mais il peut comprendre le système dans lequel il opère. Il peut trouver des alternatives — des routes commerciales qui ne passent pas par le dollar, des partenaires qui ne sont pas soumis à la juridiction américaine, des structures qui réduisent sa dépendance envers un système qu'il ne contrôle pas.

Et il peut voter, parler, transmettre. Pas avec des illusions sur le pouvoir d'un individu — mais avec la conscience qu'un système qui dépend de la croyance en sa légitimité est vulnérable quand cette croyance s'érode.

Les empires ne meurent pas seulement de défaites militaires ou de crises économiques. Ils meurent quand leurs sujets cessent de croire qu'ils sont naturels et inévitables.

Ce livre est une petite contribution à cette érosion.

Les règles du jeu ne sont pas des lois naturelles. Elles ont été construites — par des hommes, dans des conférences, dans des accords, dans des décisions dont les archives sont accessibles. Avec des intérêts, des compromis, des rapports de force du moment.

Ce qui a été construit peut être reconstruit différemment.

Pas facilement. Pas rapidement. Pas sans coûts de transition.

Mais ce n'est pas immuable.

Et c'est, à l'échelle de l'histoire, une bonne nouvelle.

---

*Ce livre est le huitième de la série Les rouages. Il s'inscrit dans un projet plus large — comprendre les mécanismes qui organisent notre dépendance, dans l'information, dans l'argent, dans le corps, dans la géopolitique.*

*Les autres volumes de la série sont disponibles sur Amazon.*

# La santé comme coût externalisé — Ce que l'empire a fait aux corps

Il existe une façon de mesurer ce qu'un modèle économique fait réellement aux populations qu'il prétend servir.

Pas les chiffres du PIB. Pas les indices boursiers. Pas les statistiques de croissance.

L'espérance de vie. Les taux de maladies chroniques. L'état des corps.

Ces indicateurs ne mentent pas. Et ce qu'ils disent du modèle américain — et de son exportation mondiale — est accablant.

---

## L'Amérique malade de son modèle

---

Les États-Unis dépensent 12 500 dollars par habitant et par an pour la santé — le double de la France, deux fois et demie l'Allemagne, presque le triple du Royaume-Uni.

Résultat : l'espérance de vie américaine est inférieure à celle de tous ces pays. Elle a diminué entre 2014 et 2022 — fait unique parmi les nations développées en temps de paix, en dehors de la période COVID.

42% des adultes américains sont obèses. 37 millions souffrent de diabète de type 2. Les maladies cardiovasculaires sont la première cause de mortalité. Les overdoses aux opioïdes — en grande partie liées aux prescriptions abusives de l'industrie pharmaceutique — tuent plus de 80 000 Américains par an.

Ces chiffres ne sont pas une fatalité biologique. Ce sont les résultats mesurables d'un système organisé autour du profit plutôt que de la santé.

---

## L'industrie agroalimentaire — La machine à créer des malades

---

L'industrie agroalimentaire américaine a développé depuis les années 1950 un modèle d'une efficacité redoutable : produire des aliments au coût minimum, conçus pour être consommés en maximum de quantité.

Les chercheurs en neurosciences alimentaires ont documenté comment les grandes entreprises — Coca-Cola, PepsiCo, Nestlé, Kraft Heinz, Unilever — ont délibérément formulé leurs produits pour maximiser ce qu'ils appellent le “bliss point” — le point de plaisir optimal qui rend le consommateur incapable de s'arrêter de manger.

Michael Moss, journaliste du New York Times, a publié en 2013 “Salt Sugar Fat” — une enquête basée sur des documents internes de l'industrie. Il y documente des réunions de cadres des années 1990 où les responsables de la santé publique des grandes entreprises alimentaires ont discuté des effets de leurs produits sur la santé — et ont décidé de continuer, parce que les profits l'emportaient sur les risques légaux.

Le résultat de soixante-dix ans de cette industrie : les maladies chroniques liées à l'alimentation — obésité, diabète de type 2, maladies cardiovasculaires, certains cancers — sont devenues l'épidémie dominante des pays développés.

Ces maladies sont présentées comme des problèmes de “choix individuels” et de “style de vie”. Cette présentation est délibérée — elle décharge l'industrie de toute responsabilité et reporte la culpabilité sur le consommateur.

---

## L'industrie pharmaceutique — Soigner les symptômes, pas les causes

---

La logique économique de l'industrie pharmaceutique est structurellement incompatible avec la guérison.

Un médicament qui guérit définitivement un patient est vendu une fois. Un médicament qui gère chroniquement une maladie sans la guérir est vendu toute la vie.

Cette logique n'est pas une accusation — c'est une observation arithmétique sur le modèle économique.

Les médicaments pour le diabète de type 2 — largement causé par une alimentation ultra-transformée — représentent un marché de plusieurs centaines de milliards de dollars par an. Les médicaments pour les maladies cardiovasculaires, même chose. Les antidépresseurs, les anxiolytiques, les somnifères — marchés en croissance continue.

Le scandale des opioïdes américains illustre la logique à son extrême. La famille Sackler, propriétaire de Purdue Pharma, a activement promu l'OxyContin — un opioïde puissant — comme traitement de la douleur chronique, en minimisant délibérément son potentiel de dépendance. Des millions d'Américains sont devenus dépendants. Des centaines de milliers en sont morts.

Purdue Pharma a payé plusieurs milliards de dollars de règlements judiciaires. La famille Sackler a conservé la majorité de sa fortune. Personne n'est allé en prison.

---

## L'exportation du modèle — L'Europe ingère

---

Ce modèle n'est pas resté américain.

Via la mondialisation des échanges commerciaux et la puissance culturelle américaine — le softpower alimentaire, si l'on peut dire — les produits ultra-transformés ont envahi les marchés européens.

McDonald's a ouvert son premier restaurant en Europe en 1971. Aujourd'hui, la chaîne opère plus de 8 000 restaurants en Europe. Les produits ultra-transformés représentent désormais entre 30 et 60% de la consommation alimentaire dans la plupart des pays européens, selon les pays et les classes sociales.

Nestlé, Unilever, Kraft Heinz — des entreprises qui se présentent parfois comme européennes — appliquent les mêmes modèles de formulation que leurs homologues américaines. Les mêmes études sur le "bliss point", les mêmes stratégies de marketing ciblant les enfants, les mêmes formulations conçues pour contourner la satiété naturelle.

Les taux d'obésité en Europe ont plus que doublé depuis les années 1980. Le diabète de type 2 est devenu l'une des maladies chroniques les plus courantes. Les maladies cardiovasculaires demeurent la première cause de mortalité dans la plupart des pays européens.

Les coûts de santé associés — hospitalisations, médicaments, arrêts de travail — sont supportés par les systèmes de santé publics européens. La note du modèle agroalimentaire américain est payée par les contribuables européens.

---

## **Les accords commerciaux comme vecteurs**

---

L'exportation du modèle alimentaire américain n'est pas seulement culturelle. Elle est aussi politique et commerciale.

Les négociations du TTIP — Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement — entre les États-Unis et l'Union européenne (abandonnées en 2016 mais régulièrement relancées sous d'autres noms) contenaient des dispositions qui auraient affaibli les standards alimentaires européens.

Les États-Unis exigent régulièrement, dans les négociations commerciales, que l'Europe accepte le bœuf aux hormones de croissance, le poulet lavé au chlore, les OGM non étiquetés — des pratiques interdites dans l'Union européenne pour des raisons sanitaires.

Le principe de précaution européen — qui interdit un produit dont la sécurité n'est pas établie — s'oppose directement au principe américain — qui autorise un produit tant que sa dangerosité n'est pas prouvée. Ces deux philosophies réglementaires sont incompatibles. Les négociations commerciales sont l'espace où les États-Unis cherchent à imposer leur standard au détriment de l'europeen.

Un marché commun transatlantique sans harmonisation vers le haut des standards sanitaires serait, en pratique, une importation du modèle alimentaire américain en Europe.

---

## **Le lien avec le reste du livre**

---

La santé des populations n'est pas un sujet séparé de la géopolitique du dollar, de l'espionnage économique, ou de la dette des pays du Sud.

C'est le même mécanisme : l'externalisation des coûts.

Les grandes entreprises agroalimentaires externalisent les coûts de santé de leurs produits sur les individus malades et les systèmes de santé publics. Les grandes entreprises pharmaceutiques externalisent les coûts de leur modèle de gestion chronique sur les patients dépendants et les assurances sociales.

L'empire américain externalise ses coûts financiers sur le reste du monde via le système dollar. Il externalise ses coûts militaires sur ses alliés via l'OTAN. Il externalise ses coûts de santé sur ses propres citoyens via un système de santé privatisé.

La logique est identique dans chaque cas : privatiser les profits, externaliser les coûts.

Un empire qui pense à court terme ne calcule pas les coûts à long terme — sur les corps de ses citoyens, sur la cohésion de sa société, sur la légitimité de ses institutions.

Ces coûts s'accumulent. Ils finissent par se payer.

Les statistiques de santé américaines sont la comptabilité de ce qui n'a pas été comptabilisé pendant soixante-dix ans de modèle économique orienté vers le profit à court terme.

Elles disent, avec la précision des données médicales, ce que les rapports annuels des grandes entreprises ne montrent jamais.

## Bibliographie sélective

Ce livre s'appuie sur des sources documentées — archives déclassifiées, rapports officiels, enquêtes journalistiques, travaux académiques. Voici les références principales pour le lecteur qui souhaite approfondir.

---

### Bretton Woods et le système monétaire international

---

- **Benn Steil**, *The Battle of Bretton Woods* (Princeton University Press, 2013) — La confrontation Keynes-White reconstituée depuis les archives.
  - **Barry Eichengreen**, *Globalizing Capital* (Princeton University Press, 2008) — Histoire du système monétaire international depuis l'étalon-or.
  - **Michael Hudson**, *Super Imperialism* (Pluto Press, 1972, réédité 2003) — Comment le déficit américain finance l'hégémonie.
- 

### Dirigeants éliminés — Archives et témoignages

---

- **William Blum**, *Killing Hope: US Military and CIA Interventions Since World War II* (Common Courage Press, 1995, réédité 2004) — Plus de cinquante interventions américaines documentées depuis 1945, basées sur des sources publiques et archives déclassifiées.
- **John Perkins**, *Confessions of an Economic Hit Man* (Berrett-Koehler, 2004) — Témoignage d'un ancien consultant de la NSA sur les mécanismes de pression économique et d'élimination des dirigeants récalcitrants (Torrijos, Roldós).
- Commission Church (Sénat américain, 1975) — *Alleged Assassination Plots Involving Foreign Leaders* — Rapport officiel sur les tentatives d'assassinat planifiées par la CIA (Lumumba, Castro, Trujillo, Schneider). Disponible sur [archives.gov](https://www.archives.gov).

- Archives CIA déclassifiées — Opération Ajax (Iran, 1953), Opération PBSUCCESS (Guatemala, 1954), fichiers Congo/Lumumba — disponibles sur [cia.gov/readingroom](http://cia.gov/readingroom).
  - **Nick Davies**, *Dark Heart of Italy* — sur le réseau Gladio et les opérations Stay-Behind en Europe.
  - **Noam Chomsky** & Edward Herman, *Manufacturing Consent* (Pantheon Books, 1988) — Analyse systémique du rôle des médias dans la justification des interventions.
- 

## Le pétrodollar et le Moyen-Orient

---

- **David Spiro**, *The Hidden Hand of American Hegemony: Petrodollar Recycling and International Markets* (Cornell University Press, 1999).
  - **William Engdahl**, *A Century of War: Anglo-American Oil Politics and the New World Order* (Pluto Press, 2004).
  - Archives du Département d'État américain — câbles diplomatiques déclassifiés sur l'accord Kissinger-Fayçal (1973-1974), disponibles sur [archives.gov](http://archives.gov).
- 

## SWIFT, sanctions et extraterritorialité

---

- **Pierre Lellouche & Karine Berger**, *Rapport d'information sur l'extraterritorialité de la législation américaine* (Assemblée nationale française, n° 4082, 2016) — Analyse officielle française de la juridiction extraterritoriale américaine.
  - **Frédéric Pierucci** avec Matthieu Aron, *Le Piège américain* (JC Lattès, 2019) — Témoignage direct de l'affaire Alstom.
  - Décision DOJ contre BNP Paribas (2014) — documents disponibles sur [justice.gov](http://justice.gov).
-

## La Chine, la mondialisation et les Routes de la soie

---

- **Johns Hopkins SAIS-CARI** (China Africa Research Initiative), *How China Lends: A Rare Look into 100 Debt Contracts with Foreign Governments* (septembre 2021) — Analyse détaillée de 100 contrats de prêts chinois, déconstruction du mythe du “piège de la dette”.
  - **Peter Nolan**, *China and the Global Economy* (Palgrave Macmillan, 2001) — Intégration de la Chine dans les chaînes de valeur mondiales.
  - **Branko Milanovic**, *Inégalités mondiales* (La Découverte, 2019) — Comment la mondialisation a redistribué les revenus mondiaux.
- 

## La City de Londres et la finance offshore

---

- **Nicholas Shaxson**, *Treasure Islands: Tax Havens and the Men Who Stole the World* (Bodley Head, 2011).
  - **Gabriel Zucman**, *La Richesse cachée des nations* (Seuil, 2013) — Estimation que 8 à 10% de la richesse financière mondiale est détenue dans des paradis fiscaux.
  - **Gary Burn**, *The Re-emergence of Global Finance* (Palgrave Macmillan, 2006) — Histoire du marché des eurodollars.
  - **John Christensen** & Tax Justice Network — rapports annuels sur les paradis fiscaux (taxjustice.net).
  - **ICIJ** (International Consortium of Investigative Journalists) — Panama Papers (2016) et Pandora Papers (2021) — bases de données et analyses disponibles sur [icij.org](http://icij.org).
- 

## Five Eyes et surveillance globale

---

- **Glenn Greenwald**, *No Place to Hide: Edward Snowden, the NSA, and the U.S. Surveillance State* (Metropolitan Books, 2014).
- **James Bamford**, *Body of Secrets* (Doubleday, 2001) — Histoire de la NSA et de l'accord UKUSA.

- Archives Snowden — documents originaux publiés par The Intercept (theintercept.com).
- 

## GAFAs, Cloud Act et empire numérique

---

- **Shoshana Zuboff**, *The Age of Surveillance Capitalism* (PublicAffairs, 2019) — Comment les GAFAs ont construit un capitalisme fondé sur l'extraction et la monétisation des données comportementales.
  - **Cloud Act** (Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act, 2018) — texte légal disponible sur congress.gov.
  - **Max Schrems & NOYB** (noyb.eu) — dossiers juridiques sur l'incompatibilité entre droit américain de surveillance et droit européen à la vie privée (arrêts Schrems I 2015, Schrems II 2020).
  - Commission européenne — Décision Apple/Irlande (2016), récupération de 13 milliards d'euros d'aides fiscales illégales.
  - **Margrethe Vestager** — rapports et décisions de la Direction générale de la concurrence (DG COMP) sur les GAFAs (disponibles sur ec.europa.eu).
  - Documents PRISM — archives Snowden publiées par The Guardian et The Washington Post (juin 2013).
- 

## OTAN, dépendance européenne et guerres d'intérêts américains

---

- **Geir Lundestad**, "Empire by Invitation"? *The United States and Western Europe, 1945-1952* (Journal of Peace Research, 1986).
- **Andrew Bacevich**, *The Limits of Power: The End of American Exceptionalism* (Metropolitan Books, 2008).
- **John Mearsheimer**, *The Tragedy of Great Power Politics* (W. W. Norton, 2001, réédité 2014) — Théorie réaliste des relations interna-

tionales ; conférence “Why is Ukraine the West’s Fault?” (University of Chicago, septembre 2015, disponible sur YouTube).

- Traité de l’Atlantique Nord (1949) — texte original et protocoles additionnels, nato.int.
  - Commission indépendante internationale sur le Kosovo (IICK) — *The Kosovo Report* (Oxford University Press, 2000) — Qualification de l’intervention OTAN comme “illégal mais légitime”.
- 

## FMI, Banque mondiale, dette souveraine et Consensus de Washington

---

- **Joseph Stiglitz**, *La Grande Désillusion* (Fayard, 2002) — Critique interne du FMI par son ancien économiste en chef.
  - **Naomi Klein**, *La Stratégie du choc* (Actes Sud, 2008) — Le Consensus de Washington en pratique.
  - **John Williamson**, “What Washington Means by Policy Reform” (in *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?*, Institute for International Economics, 1989) — Article fondateur définissant les dix points du Consensus de Washington.
  - **Thomas Sankara**, *Oser inventer l’avenir* (discours complets) — La dénonciation africaine de la dette (1987).
  - Banque mondiale, *Adjustment in Africa: Lessons from Country Case Studies* (1994) et rapport interne sur les programmes d’ajustement (2000).
  - Archives CIA déclassifiées sur le Congo (1960-1961) et le Ghana (1966) — disponibles sur [cia.gov/readingroom](http://cia.gov/readingroom).
- 

## Agences de notation

---

- **Financial Crisis Inquiry Commission** (FCIC), *The Financial Crisis Inquiry Report* (U.S. Government Printing Office, 2011) — Rapport

officiel du Congrès américain qualifiant les agences de “rouages essentiels de la destruction financière”. Disponible sur [fcic.law.stanford.edu](http://fcic.law.stanford.edu).

- **United States Senate Permanent Subcommittee on Investigations**, *Wall Street and the Financial Crisis: Anatomy of a Financial Collapse* (avril 2011) — Inclut les emails internes de Moody’s et S&P cités dans ce chapitre.
  - **Tax Justice Network** — *Financial Secrecy Index* (rapports bisannuels) — Classement des juridictions selon leur opacité fiscale ([taxjustice.net](http://taxjustice.net)). Édition 2022 : États-Unis au 3e rang mondial.
  - Accord de règlement DOJ/S&P (5 février 2015) — paiement de 1,5 milliard de dollars. Disponible sur [justice.gov](http://justice.gov).
- 

## La Réserve Fédérale et le système dollar

---

- **Ben Bernanke**, *The Federal Reserve and the Financial Crisis* (Princeton University Press, 2013) — Conférences du président de la Fed sur la crise de 2008.
- **Adam Tooze**, *Crashed: How a Decade of Financial Crises Changed the World* (Viking, 2018) — Analyse de la réponse mondiale à 2008 et du rôle de la Fed comme prêteur en dernier ressort mondial.
- **Barry Eichengreen**, *Exorbitant Privilege: The Rise and Fall of the Dollar and the Future of the International Monetary System* (Oxford University Press, 2011).
- **Brown University — Costs of War Project** ([watson.brown.edu/cost-sofwar](http://watson.brown.edu/cost-sofwar)) — Estimations des coûts humains et financiers des guerres américaines post-2001. Rapports 2021-2023.
- **Martin Gilens & Benjamin Page**, “Testing Theories of American Politics: Elites, Interest Groups, and Average Citizens” (*Perspectives on Politics*, 2014) — L’étude qui documente l’impact quasi nul des préférences des citoyens ordinaires sur les décisions politiques américaines.

- TARP (Troubled Asset Relief Program) — rapports du Congressional Oversight Panel (2009-2011), disponibles sur [fraser.stlouisfed.org](http://fraser.stlouisfed.org).
- 

## Delaware, paradis fiscaux américains et double hypocrisie

---

- **ICIJ** — *Pandora Papers* (octobre 2021) — Révélations sur le Dakota du Sud comme centre mondial de trusts opaques ([icij.org/investigations/pandora-papers](http://icij.org/investigations/pandora-papers)).
  - **Tax Justice Network** — *Financial Secrecy Index 2022* — Classement États-Unis 3e mondial ([taxjustice.net](http://taxjustice.net)).
  - **Global Financial Integrity** — rapports annuels sur les flux financiers illicites ([gfintegrity.org](http://gfintegrity.org)).
  - **Corporate Transparency Act** (2021) — texte légal et historique des recours judiciaires ([congress.gov](http://congress.gov)).
  - **Zucman, Gabriel**, *La Richesse cachée des nations* (Seuil, 2013) — Estimations de la richesse mondiale offshore et rôle des structures américaines.
- 

## Ukraine, Burisma et corruption systémique

---

- **Zbigniew Brzezinski**, *Le Grand Échiquier : L'Amérique et le reste du monde* (Bayard, 1997) — La thèse du pivot ukrainien dans la stratégie eurasiennne américaine.
- **John Mearsheimer**, conférence “Why is Ukraine the West’s Fault?” (University of Chicago, septembre 2015) — Disponible sur YouTube. Prédiction de la guerre sept ans avant l’invasion.
- Transcription de la conversation téléphonique Nuland-Pyatt (février 2014) — publiée par BBC News et vérifiable via les archives de l’époque.

- Déclaration de Joe Biden au Council on Foreign Relations (23 janvier 2018) — vidéo disponible sur [c-span.org](https://www.c-span.org).
  - Déclaration du secrétaire à la Défense Lloyd Austin sur l'objectif d'"affaiblir la Russie" (26 avril 2022) — Associated Press, disponible sur [apnews.com](https://apnews.com).
  - **U.S. Department of Veterans Affairs** — *2023 National Veteran Suicide Prevention Annual Report* — Statistiques sur les suicides de vétérans ([va.gov](https://va.gov)).
  - **Merkel** — Interview au journal *Die Zeit* (décembre 2022) confirmant que les accords de Minsk servaient à "gagner du temps".
- 

## Dédollarisation et multipolarité

---

- **Eswar Prasad**, *The Dollar Trap: How the U.S. Dollar Tightened Its Grip on Global Finance* (Princeton University Press, 2014).
  - World Gold Council — rapports trimestriels sur les achats des banques centrales ([gold.org](https://gold.org)).
  - FMI — COFER (Currency Composition of Official Foreign Exchange Reserves) — données trimestrielles sur les réserves mondiales ([imf.org/external/np/sta/cofer](https://imf.org/external/np/sta/cofer)).
  - CIPS — Cross-Border Interbank Payment System — rapports annuels ([cips.com.cn](https://cips.com.cn)).
- 

## Nord Stream, Alstom, Mistral

---

- **Seymour Hersh**, *How America Destroyed the Nord Stream Pipeline* (Substack, février 2023).
  - **Frédéric Pierucci** avec Matthieu Aron, *Le Piège américain* (JC Lattès, 2019).
  - Déclarations officielles de Joe Biden (conférence de presse, 7 février 2022) — transcription disponible sur [whitehouse.gov](https://whitehouse.gov).
-

## Franc CFA et Françafrique

---

- **Ndongo Samba Sylla & Fanny Pigeaud**, *L'Arme invisible de la Françafrique — Une histoire du franc CFA* (La Découverte, 2018) — Analyse économique et politique du franc CFA comme instrument de néo-colonialisme.
  - **Xavier Houzel**, *Françafrique — La famille recomposée* (Fayard, 2010) — Réseaux politiques et économiques franco-africains.
  - **Thomas Sankara**, discours à la tribune de l'OUA (1987) — Appel à l'unification africaine et refus de la dette coloniale.
  - Rapports annuels de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) — statistiques de réserves et politique monétaire.
  - **Bruno Tinel**, études sur le compte d'opérations et les réserves africaines déposées au Trésor français (Université Paris 1).
- 

## Industrie agroalimentaire, santé et coûts externalisés

---

- **Michael Moss**, *Salt Sugar Fat: How the Food Giants Hooked Us* (Random House, 2013) — Enquête basée sur des documents internes de l'industrie alimentaire sur la formulation délibérée pour maximiser la consommation.
- **Robert Lustig**, *Fat Chance: Beating the Odds Against Sugar, Processed Food, Obesity and Disease* (Hudson Street Press, 2012) — Mécanismes biologiques de la dépendance aux sucres ajoutés.
- **Barry Meier**, *Pain Killer: An Empire of Deceit and the Origin of America's Opioid Epidemic* (Random House, 2018) — Le scandale Purdue Pharma / famille Sackler.
- Centers for Disease Control and Prevention (CDC) — statistiques annuelles sur l'obésité, le diabète et les overdoses aux opioïdes (cdc.gov).
- OCDE — *Health at a Glance* (rapports biennaux) — Comparaisons internationales de dépenses de santé et d'espérance de vie.

---

## Sources journalistiques de référence

---

- **The Intercept** (theintercept.com) — archives Snowden et investigations extraterritorialité
- **Le Monde diplomatique** — géopolitique et économie politique internationale
- **Foreign Affairs** — think tank Council on Foreign Relations, perspectives institutionnelles américaines
- **Financial Times** — marchés financiers et système dollar
- **Bloomberg** — données marchés, réserves de change, flux SWIFT

---

*Les documents officiels cités dans ce livre (décisions judiciaires, câbles diplomatiques déclassifiés, rapports parlementaires) sont publiquement accessibles. Le lecteur qui souhaite vérifier les sources est encouragé à le faire — c'est précisément le propos de ce livre.*